

• janvier 1995 • n° 387 •

IMPRECOR
• Prix : 35 FF / 7 FS / 150 FB •

Vietnam :

La nouvelle guerre

Uruguay :

Triple match nul

Chine :

L'après Deng

Dossier

Mexique :

La solidarité nécessaire



SOMMAIRE

Dossier:

Mexique, l'EZLN et le PRI

3

MEXIQUE

Arrêter la guerre

Alfonso MORO

4

MEXIQUE

Nouvelle relation entre les peuples indiens
et la société

DOCUMENT

7

MEXIQUE

Les armes ne sont pas négociables

Entretien avec le sous-commandant

MARCOS

11

MEXIQUE

Vers un 2ème plan de San Luis

DOCUMENT

13

MEXIQUE

Dernier étage, rez-de-chaussé et sous-sol

Sous-commandant MARCOS

16

TELECOMMUNICATIONS

Ça bouge dans les télécommunications

C.MATHIEU

17

CHINE

La fin de l'ère Deng Xiaping

Roland LEW

23

VIETNAM

La nouvelle guerre

Michel CHOSSUDOVSKY

30

FRANCE

Crise et incertitudes

Christian PICQUET

33

URUGUAY

Triple match nul !

Gustavo VASQUEZ

36

Nouvelles du monde

Haïti - Cuba

«...Comprendre pour comprendre la lutte...»

Décrivant les lectures possibles des résultats des élections mexicaines d'août 1994, le sous-commandant Marcos de l'EZLN a présenté comme suit celles qui sont l'apanage des médias se voulant «honnêtes» (voir son article en p. 13) :

«Les plus fragiles (en moral comme en terres) y lisent une défaite et en cherchent les coupables, du coin de l'œil, près d'eux, parmi leurs semblables. Ou encore, les décalés du discours (qui aspiraient à conseiller les vainqueurs et se retrouvent à critiquer les perdants, et distribuent sans la moindre pudeur, les étiquettes propres à classer l'inclassable : "réformistes en armes", "révolution désarmée") lisent l'échec en termes de stratégies, tactiques, médiations, conjonctures, conjectures, postures et impostures. Tout bien pesé, la défaite tient à ce qu'on a pas suivi leurs conseils. Ou encore les plus velléitaires lisent le désenchantement. La défaite vient de ce qu'on a fait confiance au peuple. Ou encore les plus frustrés lisent l'inutilité des luttes. Ils perdent espoir face à un peuple qui refuse, d'après eux, d'être racheté par de si brillants rédempteurs. Mais aussi, ailleurs au sous-sol, il y a ceux qui refusent une lecture facile, la paresse de s'interroger. Leur lecture s'éclaire du doute, du désir sincère de comprendre pour comprendre la lutte, d'expliquer pour expliquer la lutte, de connaître pour connaître la lutte.»

En ce début de l'année — que nous vous souhaitons meilleure que la précédente — *Inprecor* (qui continue... ayant accru de moitié le nombre de ses abonnés, qui vous remercie pour votre aide et espère faire mieux l'an prochain...) vous dédie cette réflexion, qu'il croit valable sous d'autres cieux et à propos d'autres événements.

Nous espérons être à la hauteur du sous-sol décrit par Marcos...

La rédaction

Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



Revue mensuelle
d'information et
d'analyse publiée
sous
la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la
IVe Internationale.

Les articles signés ne
représentent pas
nécessairement le point
de vue de la rédaction.

Éditée par PECCI Sarl
au capital de 50 000
francs, SIREN
n° 391 857 562

Rédaction —
Administration :
Tél. : 43 79 29 60
Fax : 43 79 29 61
PECCI, BP 85, 75522
Paris CEDEX 11,
France

Gérant et Directeur
de publication :
Jean Malewski

Commission
paritaire n° 59117
ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par
Rotographie 2, Rue
R.Lenoir, 93100
Montreuil, France.

Diffusé dans les
librairies par
DIF'POP SARL,
21 ter rue Voltaire,
75011 Paris, France.



ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	220 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Institutions (600 FF, 1 AN) ☐

« Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois) ☐

« Découvrir INPRECOR » * (150 FF, 6 mois) ☐

*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

La guerre latente

Ce mois de janvier marque le premier anniversaire du soulèvement en armes des paysans et des indiens du Chiapas au Mexique, sous la direction de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et, tout comme il y a un an, le risque que le gouvernement mexicain écrase militairement les troupes zapatistes assombrit encore le climat de crise déjà lourd que connaît ce pays.

Alfonso Moro

Après le cessez-le-feu décrété le 12 janvier 1994, les armes se sont incontestablement réfugiées dans un silence impatient, mais cela ne veut pas dire que la situation de guerre ait disparu, et moins encore que la dictature du PRI ait décidé de répondre favorablement aux revendications de démocratie, de liberté et de justice du peuple mexicain.

Nous avons dit alors que la révolte zapatiste ouvrait une crise sans précédent dans le régime sclérosé du parti d'Etat qui domine le Mexique depuis 1929 (cf. *Inprecor* n°377, février 1994), et les événements de l'année écoulée confortent ce jugement. Nous assistons à la crise finale d'un régime de domination qui, évidemment, refuse de disparaître, et qui pour les mêmes raisons entend faire payer ses obsèques au prix fort.

Avec la clarté politique qui le distingue, le sous-commandant Marcos rappelait il y a quelques semaines la stratégie du gouvernement : *«Il ne nous semble pas que [les autorités] recherchent une solution politique du conflit. Nous admettons qu'au niveau du discours, Monsieur Zedillo parle de dialogue et de négociation comme solution, mais nous voyons également qu'il poursuit la même politique qu'avant (celle de l'ex-président Salinas qui tout au long de 1994 s'est efforcé de laisser le conflit s'enliser de lui-même). On prétend que les problèmes seraient résolus sans les résoudre, et on fait comme s'il ne s'était rien passé.»*

Un an après le début du conflit, il faut bien reconnaître que le panorama s'est excessivement compliqué pour les zapatistes et pour ceux qui dès le début se sont, à juste raison, rangés à leur côté. L'espoir de millions de Mexicains de trouver la voie vers une transition démocratique s'est embourbé au milieu du passage, quand ont été proclamés les résultats des élections en août 1994, et qu'au terme d'une fraude gigantesque, cybernétique, alimentée par le climat de crainte organisée dans une collusion presque parfaite par le PRI et l'Etat mexicain, c'est une fois encore le

candidat officialiste, Monsieur Ernesto Zedillo, qui a été imposé à la présidence.

La désillusion et l'abattement, l'absence d'alternative claire et le comportement misérable de ceux qui se déclarent prêts à entrer dans le jeu du gouvernement, ont provoqué la paralysie du mouvement démocratique, seule force sociale capable d'éviter que l'issue de la situation soit tranchée par les armes.

Cela ne veut pas dire que ce mouvement ait fait son temps, bien au contraire. Mais en l'absence d'une impulsion décisive provenant de ce qu'on appelle «la société civile», qui permettrait de se débarrasser une fois pour toutes de la dictature du PRI, la marge de manœuvre est étroite pour les zapatistes, et ils se retrouvent presque seuls face à l'appareil d'Etat et à sa machine de guerre.

Conscient de cette situation, le gouvernement n'a cessé de multiplier les provocations avec l'objectif évident de pousser les zapatistes à reprendre la lutte armée. C'est ce qui explique cet acharnement à imposer comme gouverneur de l'Etat du Chiapas le candidat du PRI, Eduardo Robelo, qui a pris ses fonctions le 8 décembre, en présence de Zedillo en personne. Il en va de même de la présence des conseillers militaires argentins ; de la récente incursion sur les terres du Chiapas de forces spéciales de l'armée guatémaltèque, les fameux «kaibiles», responsables de l'assassinat de milliers d'indiens guatémaltèques ; de l'encerclement militaire par 60 000 soldats (presque la moitié de l'armée mexicaine !) de la zone contrôlée par l'EZLN.

Pareille situation, ici comme en tout lieu, s'appelle l'état de guerre, un état de guerre imposé par l'Etat mexicain. La question principale c'est de savoir combien de temps cette situation durera.

Comme dans toute crise, les variables sociales changent en permanence, et c'est ce qui se passe au Mexique aujourd'hui. Si le gouvernement pouvait se flatter d'avoir gagné en légitimité auprès de certains secteurs de la population (et à l'étranger) au vu de ses «succès économiques», il est aujourd'hui face à la fin d'un rêve

construit si laborieusement et à un coût social exorbitant ces six dernières années. La dévaluation du peso mexicain est un démenti cinglant à la phraséologie triomphaliste qui avait cours dans les milieux gouvernementaux et parmi les 40 familles multimillionnaires qui contrôlent l'économie du pays.

Pas plus tard que le 1er novembre dernier, Salinas de Gortari, alors toujours président en exercice, a eu le front d'affirmer : *«Aujourd'hui, à l'heure du bilan, et sans passer sous silence ce qu'il reste à faire, nous pouvons nous sentir encouragés par la solidité des résultats acquis (...) C'est derrière nous que se trouvent les problèmes de la dette, du déficit, de l'inflation et de la crise.»* Et voici que moins d'un mois plus tard, la «solidité» a fait place à un château de sable emporté par les vagues de la spéculation : dévaluation du peso de 45 % et perte de plus de 10 milliards de dollars de réserves par la Banque centrale. Ainsi le cauchemar de la crise économique revient avec la séquelle de la pauvreté accrue.

On en est là : à la crise politique et à la polarisation sociale vient maintenant s'ajouter la crise économique, véritable poudrière. Faut-il comme l'a affirmé bien stupidement Zedillo, la mettre sur le compte des zapatistes, ou y voir plutôt la manifestation d'un régime pourri qui se désagrège par morceaux ?

Pareille situation ne supporte pas l'immobilisme. La solidarité internationale peut et doit se mettre à la hauteur de l'enjeu. La sympathie engendrée par ce mouvement plébien qu'incarnent les zapatistes (le Mexique du «sous-sol» dont parle le sous-commandant Marcos) doit se traduire en actes. Ce qui est en jeu, c'est la poursuite de cette guerre imposée par le système du parti d'Etat au Mexique, ou la pleine satisfaction des revendications de démocratie, de liberté et de justice auxquelles aspirent les Mexicains. Il n'y a pas de place pour des demi-mesures. ★

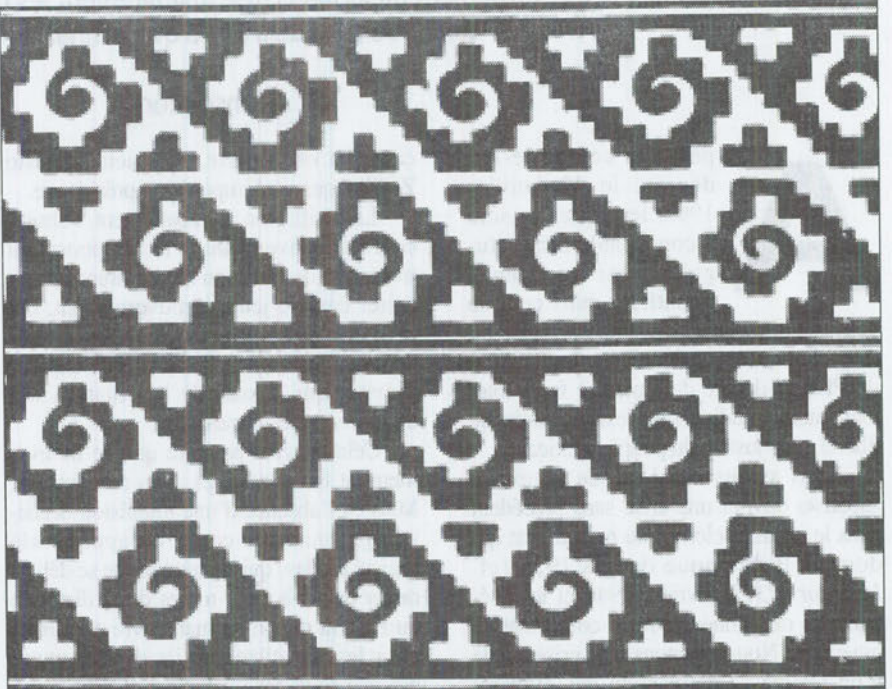
26 décembre 1994

Nouvelle relation entre les peuples indiens et la société

Nous publions ci-dessous la déclaration adoptée par toutes les organisations indiennes présentes lors de la 2ème rencontre de la Convention nationale démocratique qui a eu lieu le 8 novembre 1994 à Chiapas. Les signataires sont : Conseil de Guerrero 500 Ans de Résistance indigène ; Organisation de la Nation Purépecha ; Front indépendant des peuples indiens (FIPI) ; Conseil national des organisations indigènes et paysannes du Chiapas (CEOIC) ; ARIC Union des unions indépendantes et démocratiques (Chiapas) ; Conseil traditionnel des peuples indigènes de Sonora ; Coordination régionale des organisations indigènes de la Sierra de Zongolica (Veracruz) ; Union des communautés indigènes de la zone nord de l'isthme (UCIZONI), Oaxaca ; Assemblée nationale démocratique de Oaxaca ; Assemblée Zapoteca et Chinanteca de la Sierra de Oaxaca ; Bureaux pour le développement A. C. (SEDAC), Hidalgo ; Coalition ouvrière, paysanne et étudiante de l'isthme (COCEI) ; Centrale indépendante des ouvriers agricoles et des paysans (CIOAC).

DOCUMENT

Pendant plus de 500 ans, les peuples indiens du Mexique ont souffert de marginalisation, de pauvreté, de discrimination, d'exclusion, de mépris vis-à-vis des formes culturelles de leurs relations sociales et de leur vie communautaire. Pendant toute cette période,



on a voulu nous convaincre que nos problèmes sont la conséquence de notre niveau culturel. Mais aujourd'hui nous savons pertinemment qu'en réalité, la situation que nous subissons, nous les peuples indiens, provient de ce que nous avons été exclus du pouvoir, de la possibilité de prendre part aux choix nationaux qui concernent l'ensemble du pays et les régions, les municipalités et les communautés où nous vivons. Le problème ne tient donc pas à notre culture, mais à l'absence d'un pouvoir politique au service de nos peuples. Dans la répartition nationale du pouvoir, les Indiens ont toujours été exclus.

Pour autant, les problèmes des peuples indiens du Mexique ne seront pas résolus par la seule adoption de programmes ou de projets à caractère économique et social. L'expérience des cinq siècles écoulés nous a clairement enseigné que s'ils ne reposent pas sur la participation des peuples indigènes, sur la base de leur conceptions propres, et mis en œuvre sous leur propre autorité dotée de pouvoirs suffisants, les programmes ne donnent aucune solution de fond et durable à la situation de marginalité et de pauvreté. Privés de pouvoir, les programmes partiels et désarticulés que proposent les gouvernements n'ont aucun effet positif. L'expérience historique que nous avons vécue est

celle de la spoliation. Nous avons été dépouillés de nos territoires et de nos ressources, de nos terres, de nos propres formes d'organisation sociale, et souvent de notre langue, nos vêtements, nos fêtes et cérémonies. On a voulu nous dépouiller de nos racines et de notre identité ; on veut même nous dépouiller de tout avenir en tant que sociétés, que groupes, que peuples. Au cours de ce processus douloureux, on nous a, en outre, dépouillés de toute participation au pouvoir politique national. Cette spoliation s'est accompagnée d'une imposition : l'imposition d'autorités, de formes d'organisation, de façons d'exploiter et de travailler la terre, de nous soigner, de nous éduquer et, en général, on nous a imposé brutalement les programmes du gouvernement, de façon irrespectueuse, en piétinant notre dignité.

Notre proposition d'autonomie

Peuples indiens, nous réfléchissons sur la façon de résoudre les grands problèmes qui nous étouffent. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'y a qu'une façon de changer la situation pour nous : il faut exiger une transformation de la société à l'échelle nationale, qui implique notre pleine participation dans les décisions et

l'exercice du pouvoir politique. Nous voulons être maîtres des affaires qui concernent nos communautés et nos peuples, mais aussi participer à la vie politique, économique, sociale et culturelle de nos régions, de nos Etats et du pays tout entier.

Les innombrables discussions, réflexions et échanges que nous avons pu avoir à ce jour par tout le pays, nous conduisent à la conviction que la solution de nos problèmes passe par la mise en place au Mexique d'un régime d'autonomie. Il faut remplacer le système politique actuel, l'organisation actuelle de l'Etat (centralisée, intolérante, autoritaire, normalisatrice, qui refuse le pluralisme) par un Etat des autonomies qui rende possible le respect du pluralisme et ouvre la porte à la participation des peuples indiens dans la définition d'un pays pour tous.

L'autonomie que nous réclamons n'est pas un nouveau système d'exclusion et elle s'inscrit dans la profonde aspiration de la majorité des Mexicains qui veulent la démocratie, la justice et la liberté. Tout au contraire, l'autonomie est la solution des peuples indiens pour accéder à la vie démocratique pour la première fois dans l'histoire moderne ; leur contribution aussi à la construction d'une société nationale plus démocratique, plus juste et plus humaine. De ce point de vue, notre revendication fondamentale d'autonomie s'identifie aux aspirations de tous les Mexicains qui ne sont pas indiens vers une nouvelle société.

Notre projet fondamental d'autonomie n'a pas non plus de caractère d'exclusion vis-à-vis des régions ou des zones où cohabitent plusieurs groupes. Il propose pour ces régions où vivent plusieurs groupes socioculturels ou plusieurs peuples, par leur libre décision, la possibilité de vivre ensemble dans l'unité et la diversité, dans l'égalité et le respect mutuel. Cela signifie la mise en place de régions multi-culturelles ou multi-ethniques.

Notre projet fondamental d'autonomie a un caractère national. Il l'est d'abord parce qu'il ne nie pas et ne rejette pas l'unité que l'ensemble des Mexicains ont construite tout au long de leur histoire. Nous voulons trouver une solution pour tous dans le cadre de l'intégrité de la nation mexicaine. Mais nous pensons que le régime politique, social et économique qu'un groupe restreint a imposé, affaiblit notre unité, parce qu'il exclut la majorité, méprise nos racines, marginalise les déshérités et divise les peuples. Notre autonomie propose que soient établies des formes d'autogouvernement communales, municipales et régionales, des régions autonomes, dans le cadre de l'unité natio-

Déclaration de la Convention nationale démocratique *

L'action de la Convention nationale démocratique (CND) vise à construire un projet de nation conduisant à la naissance d'un homme nouveau. Elle se base sur une analyse et une réflexion portant sur notre réalité et nous permettant de planifier de façon adéquate et en fonction des événements, les activités susceptibles d'assurer une transition pacifique vers la démocratie dans notre pays.

Nous sommes une représentation nationale de la société démocratique, pluraliste et indépendante, intégrant des organisations sociales civiques non-gouvernementales, des communautés du peuple indien, des courants et des partis politiques, des hommes et des femmes qui représentent l'alliance la plus large autour du programme de la CND.

Nous sommes un instrument dont l'aspiration est de regrouper tous ceux qui sont prêts à lutter de façon légale et pacifique pour mettre un terme au système du parti-Etat, pour un gouvernement de transition, pour la mise en place d'une nouvelle Assemblée constituante et donc une nouvelle constitution.

En partant de la base et de la voix des opprimés, nous cherchons à stimuler des alternatives pour la construction de la démocratie en exerçant une influence dans l'Etat et dans tous les secteurs de la société.

Nous sommes un instrument de lutte qui cherche constamment l'unité, pour réaliser un nouveau projet de nation en respectant les convictions politiques et religieuses de toutes les composantes et dans l'indépendance totale vis-à-vis de tout parti politique.

Nous prônons la plus large solidarité avec les luttes des autres peuples et soutenons toute résistance et insurrection populaire et civique du peuple du Mexique.

Nous souhaitons l'alliance des forces et l'unité des organisations et des citoyens mexicains quel que soit l'endroit où ils se trouvent. Nous aspirons à développer d'en-bas tous les secteurs de sorte qu'en partant des besoins les plus urgents de la population nous soyons en condition de réaliser des actions conjointes et coordonnées.

Nous nous engageons moralement à développer la conscience et la liberté du peuple.

Pour dépasser les tares de la pensée moderne telles que le centralisme et le verticalisme, nous reconnaissons le droit à la différence de chacun de nous, ce qui nous unit et nous renforce dans la construction d'un Mexique démocratique, libre et juste.

Revendications économiques et sociales :

(...) La question de la terre : rejet de l'amendement imposé par Salinas de l'article 27 de la constitution. Réforme agraire en pratique. Restitution des terres aux paysans pauvres et aux indiens spoliés. Suppression des latifundia.

(...) Expropriation des entreprises stratégiques et des biens des grands capitalistes nationaux et transnationaux au bénéfice du peuple. Réorientation et réorganisation des dépenses publiques.

Arrêt des privatisations des entreprises de l'Etat et des services publics. (...)

Contre l'impérialisme yankee, rejet de ses programmes de soutien économique et militaire du gouvernement du PRI, de même que les diktats du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. (...) ★

* Cette déclaration a été adoptée lors de la 2ème rencontre de la convention nationale démocratique qui a eu lieu le 8 novembre 1994 à Chiapas.

nale. Notre projet d'autonomie n'a donc rien à voir avec le séparatisme, qui est pour nous, peuples indiens, une idée stérile. Par l'autonomie, nous voulons nous sentir et vivre en authentiques Mexicains, partie prenante d'une patrie vivante et nôtre.

Notre grand projet d'autonomie a aussi un caractère national en ce que nous sommes convaincus que sa mise en œuvre contribuera à faire de notre pays une grande société démocratique, plus juste et plus prospère pour tous ; cela aidera à achever

le grand projet historique de la construction d'un Mexique qui soit la maison de tous. Tant que de nombreux peuples indiens resteront exclus, ils ne peut y avoir de démocratie au Mexique.

Ce que nous défendons ici n'est pas la lubie de quelques uns. Pour les peuples indiens, l'autonomie est un sentiment profond. C'est une aspiration séculaire, qui s'exprime dans la réalité, dans la vie quotidienne des communautés, dans leurs formes d'organisation, de production, dans l'utilisation du temps, des ressources, la

Plate-forme politique de la CND *

Partant de la résolution de la première CND, qui a eu lieu à Aguascalientes (Chiapas), et de la situation actuelle, politique, économique et sociale du pays, et étant donné qu'aujourd'hui et plus que jamais la CND doit définir clairement ses positions aussi bien tactiques que stratégiques, il est nécessaire d'adopter une plate-forme politique qui donne une orientation et précise l'objectif actuel de l'ensemble des membres de la convention, en unité avec le peuple du Mexique.

Cette plate-forme politique de la CND doit viser à unifier la plus grande partie des Mexicains prêts à lutter pour un changement démocratique dans le pays, auquel participent sous une forme organisée, consciente et massive, les secteurs populaires les plus larges, parce que ce n'est qu'ainsi que seront créées les conditions d'un changement réellement profond et radical de notre société. Parce que ce n'est pas suffisant de battre le PRI-gouvernement et sa politique néolibérale pour réaliser le changement dont notre pays a besoin, parce qu'il ne suffit pas de changer des personnes ou des partis dans le gouvernement : il est nécessaire de construire d'en-bas un nouveau système d'organisations sociales et politiques où la volonté de la société s'exprime et se concrétise. Avec la garantie que les gens qui nous gouvernent soient à tout moment révocables et soumis au contrôle de la base.

La CND rejette et refuse de reconnaître le gouvernement d'Ernesto Zedillo Ponce de León qu'on veut nous imposer, parce qu'il n'est pas le représentant légitime de la société mexicaine. Nous nous engageons à lui opposer notre résistance et à le combattre jusqu'à l'instauration d'un gouvernement de transition vers la démocratie qui convoque une assemblée constituante. Nous sommes pour l'annulation des élections qui ont eu lieu et contre la reconnaissance de Zedillo en tant que président.

En même temps, nous affirmons qu'aussi longtemps que les conditions permettant de réaliser des élections dans le respect de la volonté populaire n'existent pas, la CND en tant que telle ne devra pas participer à des processus électoraux, en réaffirmant son caractère d'instance de lutte sociale et non pas de lutte électorale. Toutefois on devra contribuer à créer les conditions nécessaires pour que le peuple du Mexique puisse prendre en main les processus électoraux dans l'optique qu'une véritable réforme politique et électorale ne pourra être assurée que par la convocation d'une assemblée constituante.

La CND rejette l'accord du traité de libre commerce (ALENA) en le considérant injuste pour notre pays et exige son annulation. Nous rejetons également les projets économiques néolibéraux que l'Etat mexicain veut mettre en œuvre. La CND déclare que tout projet économique doit avoir comme objectif la justice sociale, le bien être économique, la santé, et le logement pour tous les Mexicains, aussi bien pour ceux qui résident sur le territoire national que ceux qui résident à l'étranger. La CND s'oppose au paiement de la dette extérieure et considère qu'elle a déjà été largement payée, et qu'elle constitue une charge excessive pour tous les Mexicains. Nous affirmons la nécessité de structurer un plan de développement économique qui remplace la politique économique actuelle. ★

* Ce document a été adopté lors de la 2ème rencontre de la Convention nationale démocratique.

pratique de nos croyances, le choix de nos autorités, notre façon de respecter et d'être respectés. L'autonomie est la base de notre système de vie. Notre projet fondamental vise à transformer ces pratiques et ces modes de vie en éléments constitutifs du système politique du pays, de sorte que l'autonomie de fait se transforme en autonomie de droit.

Mais pas une autonomie réduite aux communautés. Nous ne voulons pas que les communautés soient transformées par les gouvernements en réserves de discrimination des peuples ; qu'ils continuent à nous isoler du reste du pays, à réduire nos espaces d'autodétermination ou de libre détermination ; qu'ils cherchent à nous isoler ou à nous séparer de nos frères mexicains qui luttent comme nous pour la démocratie, la justice et la liberté. La communauté est la base de l'autonomie, mais

l'autonomie va au-delà, en s'efforçant d'unir les peuples régis par leurs propres gouvernements à caractère régional. Nous les peuples indiens, nous demandons que soit créé un nouvel échelon de pouvoir régional dans tout le pays, qui s'ajoute aux échelons fédéral, national et municipal, tous partie prenante de l'unité nationale.

Construite l'autonomie

Nous avons les idées claires sur les objectifs inaliénables de notre grand projet d'autonomie. Nous voulons mettre en place des gouvernements spécifiques, des autogouvernements régionaux qui regroupent les gouvernements autonomes au niveau des municipalités et des communautés ; nous voulons créer des régions autonomes où soient respectés les droits de l'homme et les droits culturels, politiques

et sociaux des peuples ; nous voulons des régions autonomes où les peuples, représentés par leurs gouvernements autonomes, s'attachent à résoudre les multiples problèmes sociaux et économiques des communautés et des régions ; nous voulons participer avec nos propres représentants aux institutions politiques des entités fédérales où doivent siéger nos régions autonomes, et également dans les représentations politiques nationales ; nous voulons, en un mot comme en cent, participer véritablement, par le biais de nos propres organes autonomes, à la nation et à la patrie mexicaines.

Nous pensons encore que le projet d'autonomie n'est pas défini dans tous ses détails, et que sa définition concrète doit résulter de la réflexion et de l'adhésion des différents peuples. Nous savons que dans d'autres pays, les peuples indiens qui ont accédé à l'autonomie, l'ont fait après s'être mis d'accord sur l'autonomie particulière qui leur convenait. C'est ce qu'ils ont appelé processus d'autonomie, qui suppose cette discussion et cet accord. Nous tous, peuples indiens du Mexique, devons poursuivre cette discussion et ces échanges de vues pour donner forme au régime d'autonomie qui nous convient. Nous déclarons formellement ouvert au Mexique le processus d'autonomie, en lançant ce vaste débat que nous voulons intensifier dans tout le pays en tant qu'organisations et instances des peuples indiens.

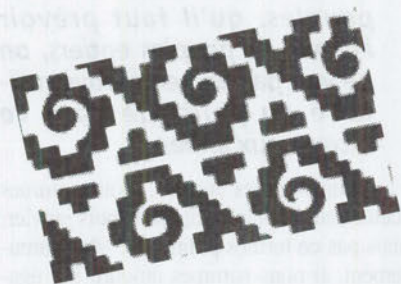
Nous devons discuter, analyser les droits à inclure dans notre autonomie, la façon dont nous comptons organiser nos gouvernements autonomes, dans les communautés, les municipalités, et le gouvernement régional autonome qui défendra les intérêts régionaux des peuples ; la façon d'élire ces autorités régionales et les actions qu'elles engageront pour résoudre les problèmes de nos peuples ; nous devons également approfondir les discussions pour avancer dans la définition de nos territoires autonomes, des communautés et municipalités que nous voulons regrouper dans ces territoires spécifiques.

Le grand projet d'autonomie pour lequel nous nous battons ne peut pas trouver place dans le système juridique actuel, de l'organisation territoriale actuelle du pays. Nous pensons qu'il faut modifier la légalité actuelle du pays, qu'il faut mettre en place un nouveau système politique et juridique pour faire place aux droits des peuples, à leur autonomie.

Notre constitution doit être modifiée. Il faut abolir tous ses chapitres et ses articles qui nous ignorent par omission, ou empêchent notre participation en tant que peuples. Nous devons adopter une consti-

tution qui nous reconnaisse pleinement en tant que peuples, et reconnaisse notre droit à satisfaire nos nécessités (en particulier la reconnaissance de nos territoires et de nos terres) pour vivre dans le bien-être et la dignité ; reconnaître notre droit à nous gouverner nous-mêmes sous des formes nouvelles au niveau national, adoptées démocratiquement par tous. Une constitution qui reconnaisse non seulement nos gouvernements autonomes (régionaux, municipaux et communaux) en tant qu'entités politiques légitimes et reconnues, mais qui garantisse aussi les ressources nécessaires au développement régional, défini et mis en œuvre par les peuples. Nous, peuples indiens, avons offert notre sang et notre sacrifice à la construction de cette nation au cours de son histoire. Dans les tranchées de notre histoire héroïque, nous nous sommes trouvés aux avant-postes. Nos frères Mayas du Chiapas offrent aujourd'hui leur part de sacrifice pour construire la démocratie, la justice et la liberté au Mexique. Il offrent l'exemple le plus dramatique. Mais d'un bout à l'autre du pays, en silence, de jour en jour, les peuples indiens, sans que la presse s'exalte, apportent le sacrifice de leurs morts dans la lutte pour la démocratie, pour la terre et leur territoire, pour la liberté. Que ce sacrifice ne soit pas vain. Nous ne voulons pas et nous ne permettons pas qu'on continue à nous exclure. Nous avons le droit de vivre dans la dignité, dans le bien-être, que monte à nouveau notre chant, que reviennent les temps heureux, la santé et la joie pour nos peuples en ces temps nouveaux. Nous exigeons l'autonomie pour tous les peuples du Mexique.

Nous peuples indiens du Mexique, nous appelons toutes les Mexicaines et tous les Mexicains de bonne volonté à soutenir et à appuyer notre grand projet politique d'autonomie. Que personne ne mette en doute la sincérité de nos paroles. Nous nous sommes engagés dans une voie sans retour, jusqu'au but final. Avançons tous ensemble vers la recherche de ces lendemains nouveaux. ★



Les armes ne sont pas négociables

Nous publions ci-dessous des extraits de l'entretien accordé le 7 décembre au journal mexicain *La Jornada* par le sous-commandant Marcos.

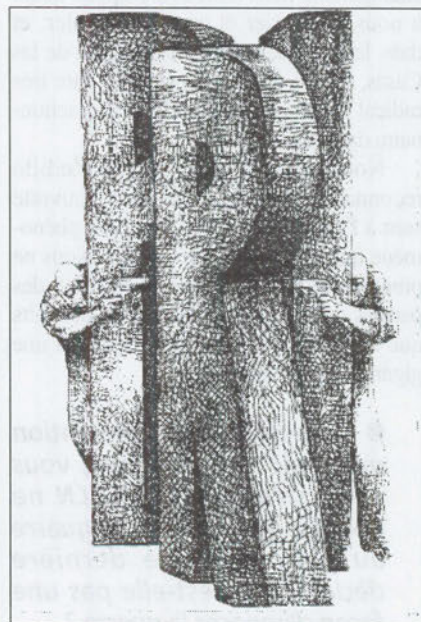
Entretien avec le sous-commandant MARCOS

La Jornada : Votre récente déclaration est une déclaration de guerre ?

Marcos : Nous soulignons deux types de problèmes. Le premier, au niveau national, est l'absence de messages concrets de la part du gouvernement face à la réalité des faits. Il ne nous semble pas qu'ils recherchent une solution politique du conflit. Nous admettons qu'au niveau du discours, Monsieur Zedillo parle de dialogue et de négociation comme solution, mais nous voyons également qu'il poursuit la même politique qu'avant (celle de l'ancien président Salinas qui tout au long de 1994 s'est efforcé de laisser le conflit s'enliser de lui-même). On prétend que les problèmes soient résolus sans les résoudre, et faire comme s'il ne s'était rien passé.

Comme si on n'avait pas connu de soulèvement armé en janvier et comme si rien de tout ce qui s'est passé cette année n'avait eu lieu. L'EZLN attire l'attention sur ce fait parce que ce qui s'est produit, c'est tout le contraire : les problèmes ne se sont pas atténués, le conflit ne passe pas au second plan, mais devient au contraire chaque jour plus aigu. En janvier, lors des heures les plus chaudes de la guerre, on a commencé à jeter un pont très sommaire entre les deux lignes les plus radicales qui s'affrontaient sur le champ de bataille.

Le fait de n'avoir pas attaqué le problème et ses véritables causes et d'avoir laissé, au contraire, le temps s'écouler, a conduit à ce que ce pont qui avait permis le cessez-le-feu et ensuite le dialogue, se rétrécisse, avec des succès locaux que tolère le gouvernement fédéral. Je fais allusion d'abord à la candidature de Robledo Rincón et à la décision préalable d'organiser au forceps des élections dans le cadre d'un conflit non résolu. On les a organisées en s'appuyant sur un personnage impopulaire, qui incarne en outre un



ensemble de conflits avec les gouvernements précédents au Chiapas, ceux justement qui nous ont contraints au soulèvement en armes, et je parle précisément d'Absalón Castellanos et de Patrocínio González Garrido.

Ainsi, le rétrécissement de ce pont provoque l'affaiblissement de la possibilité de parvenir à une solution négociée : cette situation ne vient pas de nos actions militaires, ni de conditions régionales spécifiques. Je crois que le gouvernement fédéral a toléré quand il ne l'a pas encouragé ce type de radicalisation.

Par ailleurs, nous redisons fermement que le dialogue, s'il doit voir le jour, doit se dérouler devant la nation et en présence de témoins. Il faut rechercher une sorte de médiation, pas au sens strict du mot, mais qu'il y ait devant nous quelqu'un pour attester que s'assoient à la même table deux forces de sens contraire, qui doivent trouver les moyens de résoudre leurs contradictions de façon civilisée, et pas par l'affrontement. Nous ne voulons pas d'un dialogue secret et que voient le jour des accords nous liant nous et le gouvernement, en l'absence de témoins. Nous ne refusons pas les accords ; nous refusons une procédure qui représenterait un coût élevé pour l'EZLN, car elle va à l'encontre de la santé publique de notre organisation, mais aussi de la santé politique du peuple mexicain.

● ***Et vous ne pensez pas que le discours de Zedillo présente des signes de changement par rapport à son prédécesseur ?***

Là nous voyons indiscutablement un changement, mais nous avons appris quant à nous en février et en mars dernier, et dans les entretiens de San Cristobal de las Casas, que le gouvernement peut être très radical dans ses discours et très réactionnaire dans son action.

Nous voyons, c'est sûr, un Zedillo reconnaître que les effets de la pauvreté sont à l'origine du mouvement, un phénomène qui peut apparaître ailleurs. Nous ne prenons pas nos décisions en fonction des paroles qu'on nous adresse, mais des faits que nous constatons. Nous voyons là une gigantesque contradiction.

● ***Au début de la Convention nationale démocratique, vous avez affirmé que l'EZLN ne pouvait pas imposer la guerre au peuple. Votre dernière déclaration n'est-elle pas une façon d'imposer la guerre ?***

Nous partons de l'analyse de la situation nationale. Lors de la Convention au mois d'août, nous avions affaire à un Mexique mobilisé, à une société civile et à une société politiques mobilisées, porteuses d'espoir de changement, riches de puissantes mobilisations, et engagées dans un processus de lutte pacifique et civile pour un changement démocratique. Dans pareilles circonstances, mettre en avant une solution militaire revenait à imposer un coup de force à ce vaste mouvement, à l'encontre des attentes de la nation. Mais en ce début décembre, nous n'avons plus affaire à cet élément, et certains secteurs sociaux attendent précisément que quelqu'un attire à nouveau l'attention, ou remette sous tension les forces sociales qui sont pour l'heure en léthargie, en situation d'impuissance et de frustration.

Nous ne lançons pas une déclaration de guerre, nous avertissons simplement que le délai à pris fin. Cet avertissement date du 17 novembre, quand le Comité clandestin a remis le bâton de commandement à la direction militaire comme pour dire : la situation se restreint, nous allons devoir à nouveau recourir à la seule voie qu'on nous laisse, celle du 1er janvier ; et nous lançons un dernier appel désespéré au gouvernement pour qu'il indique clairement s'il recherche réellement une solution politique, et nous lançons également un appel désespéré à la société civile pour qu'elle s'engage dans la mobilisation et qu'elle reparte à la conquête de cet espace

qu'elle avait avant le 21 août et qu'elle a perdu depuis.

Nous ne voyons pas, et je le dis sincèrement, que quiconque soit disposé à ouvrir grand les portes, et je parle des portes de la mobilisation de la société civile sous des formes pacifiques ; et par ailleurs d'autres secteurs, les plus déshérités, ceux que j'appelle le sous-sol de ce pays, nous font voir que notre heure a de nouveau sonné.

Nous ne pouvons pas accepter, nous ne pouvons pas nous sentir conséquents ni satisfaits quand après nos morts, après tout ce qui s'en est suivi, l'histoire se met à se répéter. L'heure d'un retour au 31 décembre 1993 approche et j'ai souvent expliqué que le 31 décembre 1993, nous étions au bord du désespoir, et que notre action du 1er janvier 1994 était désespérée.

● ***Marcos prévoit un Mexique «plus difficile» sur le terrain politique vu que, entre autres facteurs, la voie électorale ne permet pas de changer le «système du parti unique». Sans donner de noms ni de sigles, il affirme n'avoir pas confiance en «ceux qui, au bout du compte, engagent des négociations avec le gouvernement, des négociations sous la table».***

Le problème, précise-t-il, n'est pas de négocier, mais «de le faire sous la table et avec un gouvernement qu'ils prétendent combattre, un gouvernement qui est prêt à se maintenir au pouvoir quoi qu'il puisse arriver».

Je pense que nous avons raison quand nous estimons que la mobilisation civile décline, qu'on nous appelle à la mobilisation militaire ; telle est la lecture que nous faisons. Et c'est cette lecture qui nous a conduits à prononcer un cessez-le-feu, en janvier, à la négociation, à la tenue de la Convention, à nous y soumettre, et qui nous contraint pratiquement maintenant à prendre la décision de réengager les combats.

● ***Si on considère la situation, il y avait presque 6 000 personnes provenant de tout le pays lors de la Convention ; ensuite, à peine un peu plus de 400. Cette chute, n'est-ce pas aussi la chute de ce projet, et ne signifie-t-il pas pour vous que vous devriez passer à l'offensive en termes***

politiques ?

Bien. Nous pensons que cette chute, c'est avant tout la crise des formes d'organisation, le fait que le mouvement démocratique au Mexique a épuisé ses anciennes méthodes de travail — et j'inclus tout l'éventail, de l'ultra-gauche en passant par la gauche jusqu'à des secteurs du centre qui se prononceraient pour un changement démocratique —. Il a multiplié les assemblées, les mobilisations sans leur donner de projet défini, en privilégiant la mobilisation conjoncturelle. Le problème de ces mobilisations conjoncturelles, c'est que tu dois déterminer ce qui peut mobiliser vraiment le plus grand nombre, et les questions conjoncturelles affectent les uns et pas les autres. La seule conjoncture qui touche réellement tout le monde, c'est la guerre. C'est ça qui a permis les grandes mobilisations de janvier, et j'espère qu'elle aura quelque effet en décembre.

Nous considérons également que cela met en évidence l'absence d'une nouvelle force politique nationale, moderne donc, qui avance les revendications capables de dégager les points communs et mette en contact tous ces secteurs et surtout, qui définisse une nouvelle façon de travailler et une nouvelle façon de s'organiser. Nous pensions et je continue à penser que la Convention peut arriver à jouer ce rôle. Si ce n'est pas la Convention, alors ce sera un autre type de mouvement qui assumera ce rôle ; le problème ne tient pas tant aux revendications que tu avances qu'aux méthodes de travail que tu emploies pour les défendre et mobiliser les gens derrière elles.

● ***Vous vous êtes caractérisés par votre capacité à faire un usage politique des armes. Dans plusieurs de tes déclarations hier, il semblait que cet usage politique avait disparu, qu'on allait vers un usage des armes pour les armes, faute d'issue. Dans le choix tactique lui-même, quand tu dis qu'il n'y a pas de repli, que nous devons nous battre avec les peuples, qu'il faut prévoir l'exode de peuples entiers, on ne voit pas de perspective militaire ou politique dans ce recours aux armes.***

Nous sommes acculés. Nous sommes acculés sur le plan militaire depuis janvier, mais pas en termes politiques. Malheureusement, si nous sommes aujourd'hui également traqués sur le plan politique, ce n'est pas le fait du gouvernement mais de

la crise d'autres secteurs sociaux qui jusqu'alors nous avaient apporté de l'oxygène, non pas tant comme interlocuteurs mais en reprenant nos revendications et en s'efforçant de les faire aboutir. Quand ils commencent à refluer, il ne nous reste plus qu'à nous accrocher à ce que nous avons. Si l'ambiance est politique, je veux dire si les gens sont réceptifs aux effets politiques, qu'on a les armes et qu'on les montre mais sans en faire usage, on le fait. Mais quand il ne se passe rien de tout cela, on en arrive à la conclusion intuitive que les armes doivent à nouveau ouvrir un espace, et cracher le plomb à nouveau pour rendre à nouveau possible le politique. Nous pensons que décembre 1994 n'est pas janvier 1994 : nous nous trouvons dans une situation militaire plus tendue, plus déséquilibrée en notre défaveur ; nous n'avons plus l'effet de surprise, l'ennemi peut envisager notre extermination et il faut souligner que nous ne pouvons pas, dans ces conditions, revenir aux conceptions militaires de la guérilla sur un territoire comme le nôtre. Nous ne le pouvons pas parce que la conception même de notre armée est profondément enracinée dans nos peuples. Nous ne pouvons pas retirer les combattants de leurs familles et les laisser sans défense. Soit nous partons avec elles, soit nous restons avec elles, voilà ce que j'ai dit.

● *Tu as dit et répété que si la guerre éclate à nouveau, il sera difficile de l'arrêter. Dans les conditions d'encerclement que tu décris, ce serait une guerre très meurtrière, très coûteuse et donc plus difficile encore à arrêter, non ?*

Oui. Déjà en janvier, on a eu beaucoup de mal à arrêter nos combattants, après les premiers morts. Si la guerre reprend, ce sera plus difficile et je dirais même impossible, parce qu'à ce scepticisme, cette désillusion d'avoir engagé le dialogue sans obtenir de résultat, s'ajouterait le bilan que chacun de nos morts vient alourdir dans notre histoire.

Pourquoi l'EZLN considère-t-elle que l'entrée en fonction de Robledo formalise la rupture du cessez-le-feu de la part du gouvernement fédéral ? Pour nous le cessez-le-feu est déjà rompu, et il l'est parce que les forces militaires du zapatisme sont certes acculées sur ce territoire, mais le zapatisme lui s'étend largement dans tout le territoire du Chiapas, dans pratiquement toute la zone rurale et dans certaines zones urbaines. Ces zones sont zapatistes et c'est elles qui supportent tout le poids des

morts, des disparus, de la répression, qu'elle soit le fait du gouvernement ou des actions arbitraires de membres de l'armée fédérale, des assassinats de « gardes blancs », des évacuations brutales, des sévices auxquels se livrent la police judiciaire ou la sécurité publique. Alors les camarades partout nous disent : si le cessez-le-feu est rompu, pourquoi doit-on le respecter ? Tu as tes hommes en armes et ton armée est la nôtre, tu dois nous défendre, tu dois faire quelque chose, sinon pourquoi as-tu pris les armes ?

Quand nous disons que Robledo formalise la rupture du cessez-le-feu, nous voulons dire qu'elle est déjà dans les faits. Les forces gouvernementales l'ont rompu, et ce que nous disons c'est



que nous devons maintenant répondre à cette pression extérieure. En fait, l'ensemble du mouvement civil pacifique subit une répression accrue et plus violente, et nous dit que le moment est venu. C'est comme s'il nous présentait le bilan et nous demandait combien de morts encore pour que tu fasses quelque chose, ou combien de morts encore pour que tout continue comme avant et que tu ne fasses rien. C'est ça qui nous conduit à prendre cette position.

● *Vous avez dit non au dialogue avec Camacho, non au dialogue avec Madrazo, vous dites maintenant non au dialogue qu'aurait proposé*

Zedillo. Alors, avec qui et comment dialoguer ? Sur quoi dialoguer ? Est-ce encore possible ?

Il faut, au-delà des discours, que nous voyions une volonté d'essayer de résoudre le conflit par d'autres moyens, c'est-à-dire être prêts à changer en profondeur les structures sociales du sud-est mexicain.

Je ne crois pas que l'Etat y soit disposé. Parce qu'il faut sacrifier l'une des deux parties : soit sacrifier un mouvement indigène sans structure lui permettant d'apporter sa part au niveau économique national, autrement dit un secteur indigène qui n'est pas rentable, même pas en tant que force de travail ; soit sacrifier un secteur qui n'est pas lui non plus rentable dans le projet de modernisation économique du Mexique, le secteur des grands éleveurs et des grands propriétaires — même du point de vue de ses méthodes de production — qui représente en termes politiques un obstacle majeur à toute réforme, aussi timide soit-elle.

● *Quand tu parlais de transition pacifique à la démocratie, tu disais qu'elle aurait pu se produire le 21 août. La victoire du PRI empêche-t-elle toute transition pacifique ? Le PRI doit-il être obligatoirement balayé, ou reste-t-il des possibilités de coexister, de négocier, de travailler avec un gouvernement du PRI ?*

Nous ne le pensons pas, parce que la structure du PRI, au-delà de la structure d'un parti, est la structure d'un système politique. Pour emporter la victoire ou gagner un poste, le PRI passe des tas de compromis, et verse des tas de pots de vin. Concrètement, dans l'Etat du Chiapas, il passe des compromis avec les caciques indigènes, les grands éleveurs et les gros négociants. Comment peut-il alors y avoir quelque démocratie que ce soit avec les structures qui confortent l'antidémocratie au niveau régional et national dans toute la République ? Ce qui permet le pouvoir de domination au niveau fédéral est aussi ce qui permet la domination au niveau local et régional.

Un processus de démocratisation implique de balayer le système de parti de l'Etat, et cela veut dire balayer le parti qui l'incarne.

● *Le zapatisme ne peut-il pas former un contrepois, un zapatisme politique, pas forcément engagé dans des combats*

militaires ?

Le problème du zapatisme aujourd'hui, en termes militaires, c'est qu'il est acculé dans une partie du pays, et que sur le plan politique il se heurte à bien des obstacles avec ses interlocuteurs. Il est armé, et donc illégal, le visage masqué, autrement dit il n'a pas d'identité. Le rôle du zapatisme se limite donc à lancer des appels, ce qu'il peut faire de ses montagnes du sud-est mexicain, comme nous disons, pour que d'autres secteurs se mobilisent et agissent. Nous pensons qu'il pourrait exister un zapatisme non armé, qui lancerait les mêmes appels que nous sur un terrain authentiquement légal, mais ce que nous voyons, et c'est ce qu'a dit Tacho quand il en a confié la tâche à la Convention, c'est que cela ne sert à rien d'offrir du nouveau aux gens, si on le fait avec du vieux. Cela reviendrait, a-t-il dit, à vous offrir encore un homme neuf mais dans un corps vieux : c'est l'image que nous utilisons. Nous nous attribuons ce qualificatif mais nous sommes les mêmes que par le passé, un passé qui a conduit à l'échec. Nous avons nourri le scepticisme, la désillusion, la frustration et nous avons créé un mouvement armé. Parce que ce qui a conduit à l'apparition de l'Armée zapatiste, c'est aussi la responsabilité des partis politiques d'opposition, des organisations politiques d'opposition qui au moins pour certaines couches sociales n'ont offert aucune alternative.

C'est aussi le signe d'un échec que naisse un mouvement armé et qu'il bénéficie du consensus social qu'a gagné l'Armée zapatiste, ce n'est pas seulement un échec du gouvernement, c'est aussi un échec de l'opposition. Et si on regarde les revendications de l'EZLN et celles de l'opposition, on peut voir que ce sont les mêmes. Pourquoi alors l'un provoque-t-il tant de scepticisme et l'autre tant de crainte ?

En janvier, tout était très simple, le monde était très simple, il y avait les bons, c'était nous, et les méchants, c'était les autres. Mais après le cessez-le-feu, quand nous sommes apparus à la lumière et avons travaillé avec nos interlocuteurs, le monde est devenu plus compliqué pour nous, il est devenu plus politique et moins militaire, et pour une armée, se porter sur le terrain politique, c'est s'engager sur un terrain nouveau, inconnu. On retrouvait ce qui s'est passé quand nous sommes entrés dans les villes pour les occuper en janvier, et les erreurs que nous avons commises. En entrant sur le terrain politique, nous avons à nouveau pénétré sur un terrain que nous ne connaissons pas et nous avons commis des erreurs. Mais il nous reste la possibilité de faire marche arrière ; après

notre échec dans les villes, nous avons pu regagner nos montagnes. Si nous subissons un échec en politique, nous pouvons retourner sur le terrain des armes.

● Et au lieu d'un repli, ce ne serait pas plutôt battre en retraite, reprendre les combats pour aller vers la mort ?

Hier on m'a demandé si nous avions conscience du rapport de forces militaire, si ce n'était pas un suicide de rompre le cessez-le-feu ou d'engager une action militaire, et j'ai répondu que ce n'était pas notre avis. Nous ne nous arrêtons pas au rapport de forces militaires, parce que sinon les événements de janvier n'auraient même pas eu lieu, nous ne serions même pas nés : du point de vue militaire, l'EZLN est absurde, c'est une aberration. Ce qui en fait une réalité tangible, ce qui la rend possible, c'est les revendications qu'elle défend.

● Que dire de l'état d'esprit des zapatistes ?

Nous nous sentons acculés. Nous voyons que nous nous sommes peut-être trompés en recherchant une voie pacifique. Nous constatons que nous nous sommes fait avoir, que nous n'aurions pas dû accepter le cessez-le-feu en janvier, que le pays avait besoin de morts et de balles, que le dialogue était probablement prématuré, tout comme le cessez-le-feu, que ce que nous devons faire maintenant c'est ce que nous aurions dû faire avant. Mais nous pensons que nous avons la capacité de corriger cela. Comment ? Eh bien, en achevant ce que nous n'avons pas fait en janvier.

● Mais il faudra bien dialoguer un jour, et on dialogue bien avec l'ennemi. Ou est-ce un refus du dialogue ?

Le problème c'est qu'il faut des signes provenant de l'ennemi, montrant sa disposition à dialoguer ou à exterminer. Savoir s'il se prépare à t'exterminer, alors qu'il affirme qu'il veut dialoguer. Dans ce cas tu dois dire à tes forces combattantes qu'elles fourbissent leurs armes. Tes forces militaires ne peuvent pas dialoguer parce que ce sont des forces militaires. Quand les camarades présentent le bâton de commandement militaire, c'est pour dire : ils vont nous exterminer ou il va y avoir un affrontement armé. La fonction qui commande alors, c'est la fonction militaire. Si on voyait l'ennemi disposé à por-

ter l'affrontement sur un autre terrain, le terrain politique, alors la direction reviendrait, comme en février, au Comité. Mais ils ne voient rien, rien du tout, pas le moindre signe que l'ennemi voudrait s'engager dans une autre voie que la reddition ou l'affrontement.

La situation au Chiapas en décembre 93 et en décembre 94 est la même. Alors à quoi ont servi janvier, San Cristóbal en février et en mars, la consultation, les concessions, à quoi bon si tout continue comme avant ?

● Que penses-tu de la proposition d'Eduardo Robledo de démissionner si vous déposez les armes ?

J'en pense qu'une nouvelle fois le gouvernement, qui parle par sa bouche, ne prend pas en compte la situation, pas sérieusement. C'est une plaisanterie de mauvais goût, c'est encore jouer avec le feu que de prétendre échanger un gouverneur imposé contre un mouvement qui s'est constitué dans la justice et la dignité. Des propositions comme celle-là conduisent à coup sûr le pays à la guerre. Il n'y a pas le moindre doute, ils se moquent de nous, ils se moquent de la situation comme si ce que nous avons annoncé le 6 n'était qu'une plaisanterie. Nous refusons ne serait-ce que d'en discuter.

● En aucun cas ?

Les armes zapatistes ne sont pas négociables. En aucun cas.



Vers un 2ème plan de San Luis

Le texte suivant est une déclaration adoptée par le Parti révolutionnaire des travailleurs (Section mexicaine de la Quatrième internationale).

DOCUMENT

Au terme d'une participation démocratique euphorique, alors que le changement politique n'avait jamais paru si proche dans notre pays, la fraude «parfaite», menée à bien par l'Etat mexicain, pourrait avoir atteint un double objectif : écarter les perspectives de changement démocratique et s'octroyer une légitimité importante. Mais pour autant, la crise continue. Le récent assassinat de Francisco Ruiz Massieu confirme l'incapacité, à ce jour, de l'oligarchie politico-financière qui nous gouverne à dégager de nouveaux mécanismes assurant la reproduction du pouvoir. Pour le moment, à la différence du passé, il n'y a ni règles ni lois qui assurent cette reproduction ou, plus exactement, la seule qui existe réellement est la «ley del hampa» (la loi du milieu).

De même qu'à l'époque où Madero a rédigé le Plan de San Luis*, notre patrie a atteint aujourd'hui un point limite. La crise de fin de règne que nous vivons a ouvert un inter règne profondément morbide où, au sein de l'oligarchie au pouvoir, les «arguments» qu'on se lance à la table des négociations internes sont les crimes, les enlèvements, les accusations de fraude, les narcopoliticiens et les politiciens narcos, la formation de groupuscules voués au terrorisme d'Etat, etc. Si cela ne devait affecter qu'eux-mêmes, aussi terrible que soit la situation, on pourrait hausser les épaules et laisser filer, mais il n'en est rien. Le terrorisme d'Etat (la base matérielle de la tristement célèbre «réforme de l'Etat» réalisée par Salinas) cherche à corrompre plus encore le régime mexicain, à éliminer tout vestige de la définition classique de l'Etat (res publica - la chose publique), pour le transformer en une chose privée, instrument d'un groupe restreint mais puissant (les affrontements qui



se règlent dans les fusillades tiennent à l'appartenance ou non à ce groupe et à la place qu'on y occupe dans la hiérarchie interne), formé par un secteur des vieux politiciens du PRI, les yuppies de Salinas, les 24 multimillionnaires et leurs associés nord-américains.

Organiser la société

Cette oligarchie s'est préparée comme jamais auparavant pour l'échéance électorale du 21 août dernier. Elle a monté une fraude conçue non pas tant pour convaincre, mais pour empêcher qu'elle soit prouvée. Le mouvement démocratique s'est engagé en position de grande faiblesse dans ce processus. Les modifications du Code électoral ont été approuvées par des secteurs clé de l'opposition, et cela a rendu opératoire la fraude. C'est vrai qu'elle était devenue plus difficile, mais ces difficultés ont pu être dépassées ; et il en a résulté un degré de légitimité proportionnel aux réformes adoptées. La conclusion est on ne peut plus claire : il n'est pas possible de battre le PRI, et en particulier sa nouvelle oligarchie, sur le terrain électoral, tant que subsiste tout ce canevas politique qui assure la victoire de l'Etat.

Les théoriciens de la transition négociée oublient quelque chose de fondamental : la Moncloa, le Pacte du Club Nau-

tique, celui de la Moneda au Chili, celui d'Afrique du Sud, etc., sont issus de conditions particulières où des dictatures sans masque ne disposaient pas d'outils politiques (il n'y avait pas de parti de Franco, de Pinochet, ni des militaires uruguayens, et dans le cas de Prétoria, le parti du gouvernement ne représentait que les secteurs ultraréactionnaires de la population blanche). Les seuls exemples comparables à celui du Mexique concernent les pays d'Europe de l'Est. Et même là, la transition ne s'est mise en place qu'après la destruction du système de parti d'Etat par les mobilisations sociales ; dans la majorité des cas, les nouveaux partis ou associations de citoyens ont surgi de la clandestinité pour se retrouver au pouvoir. Les vieux partis communistes corrompus se sont autodissous, ou se sont transformés, et la réforme politique engagée a non seulement enlevé le contrôle électoral de mains des PC, mais l'a remis entre les mains de la société.

Pour nous, la fin du système politique mexicain ne pourra résulter de pactes, de dialogues nationaux ni de rien de ce style. Cardenas a raison de dire que le gouvernement ne se suicidera pas. La seule façon

* Appel lancé par Francisco I. Madero aux peuples du Mexique en 1910 pour l'insurrection contre la dictature de P. Diaz.

d'y parvenir sera en mobilisant un grand mouvement social qui assiège l'oligarchie politico-financière, son appareil d'Etat et son parti, leur lie les mains et les force à abandonner la scène politique. Effectivement, l'Etat mexicain ne tombera pas tout seul, il faudra précipiter sa chute.

Il faut donc élaborer un nouveau Plan de San Luis qui se fixe pour objectif de chasser le PRI du Palais national. Face à ceux qui se préoccupent de créer les conditions permettant de gouverner, l'opposition - si elle veut vraiment un changement politique qualitatif - a besoin de se saisir des éléments de colère, de désespoir, de frustration et d'exaspération pour développer un mouvement social de masse qui permette une participation horizontale, à la conquête de parcelles de pouvoir. Il faut organiser les différents micro-pouvoirs, non pas comme une fin en soi, mais pour s'efforcer d'isoler et de conquérir le pouvoir politique. En un mot, si le pouvoir est un rapport social, il est indispensable d'organiser la société de sorte qu'elle dispose d'une perspective de conquête du pouvoir.

Réformes structurelles

La création d'un mouvement de ce type ne peut aboutir si on n'a pas dès le départ une vision claire du but : chasser le PRI du Palais national. Bien entendu, un tel mouvement doit se doter d'une structure organisationnelle et s'adresser tout spécialement aux organisations sociales existantes. Souvent, les militants des partis politiques veulent s'arroger le droit de se doter de telles structures, et quand il est question que ce soit le fait d'un mouvement social, on objecte immédiatement que ce n'est pas possible, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un parti politique. C'est vrai que l'hétérogénéité propre à un mouvement social ample a des conséquences limitatives sur les aspects organisationnels, mais elle ne les interdit pas. Pour développer un mouvement de ce type, il faut recourir à des mécanismes particuliers — d'ailleurs assez variés — qui rendent cohérente notre action. Nous cherchons à impulser une série de modifications moléculaires, souterraines, qui aboutissent à la transformation des formes de participation sociale à la politique. Il ne s'agit pas d'un mouvement clandestin, mais bien d'un mouvement légal et ouvert qui cherche à tisser dans la société une toile d'araignée qui enveloppe l'appareil d'Etat.

Ce mouvement doit être armé d'un programme de réformes structurelles. Il ne peut pas et ne doit pas se confiner aux aspects électoraux (qui suscitent de plus

une méfiance bien compréhensible) ; il doit s'étendre à toutes les questions qui découlent de l'intronisation de l'oligarchie politico-financière. Pareil programme ne peut pas prendre en charge tous les problèmes qui affectent chaque catégorie de la population, et il faudra les inclure dans quelques grands chapitres : corporativisme, productivité, démocratie syndicale et salaires ; droit à la terre, mécanismes de production, subventions et rentabilité dans l'agriculture ; propriété privée et propriété sociale (ce qui ne veut pas dire de l'Etat), autrement dit démocratisation de la propriété ; redéfinition du concept d'Etat-nation en faisant droit aux communautés indiennes, redistribution des territoires, redéfinition des communes ; adoption d'une loi qui garantisse l'égalité de chances pour les femmes, en impulsant des actions affirmatives dans tous les secteurs de la société ; les rapports de l'être humain avec son environnement naturel, en cessant de prendre comme unique critère le profit dans l'exploitation de la nature, qui ne fait aucun cas des dégâts ; etc.

Il faut donc se fixer comme perspective la lutte et l'organisation face au régime de Zedillo, conscients que s'il paraît bien difficile de l'empêcher de devenir président le 1er décembre prochain, cela ne veut pas dire que nous devons supporter pendant six ans ce pouvoir illégitime. Nous proposons donc de développer au maximum les obstacles à l'exercice du pouvoir, de ne pas laisser de répit à ce gouvernement.

Une constituante souveraine

Dans un premier temps et jusqu'au 1er décembre, l'axe de notre lutte doit être l'annulation des élections (...)

Si nous n'arrivons pas à empêcher Zedillo de revêtir ses habits de président, alors commencera une deuxième étape de notre lutte pour obtenir sa démission et la nomination d'un gouvernement intérimaire, qui aurait pour mission essentielle de convoquer une Assemblée constituante, qui devra se déclarer souveraine (c'est-à-dire qui assume la responsabilité du gouvernement) ; il s'agit du cadre juridique à même d'assurer la transition, d'élaborer un nouveau cadre légal qui enterre pour toujours le système du parti-Etat et qui ouvre la voie à la construction d'un système démocratique.

Dans cette perspective, nous devons comprendre qu'il faut construire quelque chose de comparable à ce que Raul Sendic a appelé le «Frente Grande» en Uruguay. L'avenir de notre nation est aujourd'hui menacé. Le projet de l'oligarchie politico-

financière est à ce point miné de contradictions qu'il est encore possible d'y faire échec ; mais si nous mettons en avant notre sectarisme et notre esprit de chapelle, alors le «zedillismo» bénéficiera d'une marge de manœuvre considérable pour consolider son projet à long terme. Ainsi donc il faut mettre en place à coup sûr un pacte ou une conférence nationale, non pas avec ceux qui se sont compromis dans la fraude et l'escroquerie au détriment des citoyens, mais avec tous ceux qui ont le même et quasiment unique point de départ : expulser le PRI du pouvoir, chasser le PRI du Palais national. Dans ce contexte, ce que nous appelons le «cardénisme» a un rôle central à jouer. Cuauhtémoc Cárdenas représente aux yeux de larges secteurs de la population la lutte intransigeante pour la démocratie. C'est quelque chose que la CND ne peut pas ignorer, sous peine de nous marginaliser par rapport à ces secteurs. Un Frente Grande apparaît comme la tâche première dans la lutte pour renverser le pouvoir politique de l'oligarchie politico-financière mexicaine.

La CND peut être un axe de regroupement pour une telle politique, sans que cela signifie que chacun doive en passer par notre Convention. Nous devons nous faire les promoteurs de cette idée et avoir simultanément la souplesse nécessaire pour soutenir les formules organisationnelles les plus variées. Le drapeau que nous a transmis le sous-commandant Marcos par l'entremise de Rosario Ibarra doit nous inspirer dans la définition précise de nos tâches. Il n'y a rien de plus confortable que de se dire qu'une victoire n'est envisageable qu'au Chiapas. Pour que cela se produise, il faut un changement des rapports de forces au plan national ; sans aucun doute, ce changement sera largement favorisé par le haut degré de mobilisation de la population du Chiapas, mais le contraire n'est pas vrai. Nous devons donc redéfinir une perspective à moyen terme pour la Convention. Nous sommes convaincus que le moment n'est pas venu pour l'EZLN de battre en retraite, et que nous n'avons pas épuisé les possibilités d'organiser une mobilisation civique à l'échelle nationale qui empêche un bain de sang pour le pays. Mais nous ne pouvons pas nous installer dans une conception routinière du rôle de la CND. Sa raison d'être, son objectif et sa justification résident dans la création d'un Mexique nouveau, démocratique et juste ; c'est une tâche actuelle. Pour l'assumer nous devons nous mettre à la hauteur de l'objectif. ★

Mexico, le 7 octobre 1994.

Dernier étage, rez-de-chaussée et sous-sol

L'article suivant a été publié dans le n°3 de la revue mexicaine *Viento del Sur* (4ème trimestre 1994).

Sous-commandant MARCOS

A ce pays, on accède par en haut ou par le sous-sol. Au Mexique du sous-sol, on arrive à pied et en pleurs, dans la boue. Au Mexique d'en haut, on arrive en avion.

Un aéroport à Mexico, Monterrey, Guadalajara ou Acapulco, ouvre l'accès à un escalator qui ne monte ni ne descend, mais qui parcourt plutôt à l'horizontale le pays des 24 plus grandes fortunes du pays, les allées du Mexique de la modernité, les officines gouvernementales où s'administre le néolibéralisme, les cercles patronaux où s'étale de plus en plus l'emblème national, les centres touristiques dont la véritable vocation est de tendre un miroir à une classe qui ne veut pas voir ce qui se trouve sous ses pieds : un long escalier, labyrinthe hélicoïdal, qui conduit au Mexique du sous-sol, à pied, dans la boue.

Juchés sur le peuple de sang et de boue qui vit au sous-sol de ce pays, les 24 tout-puissants sont occupés à compter les 44 milliards de dollars, offrande pour 6 années de modernité.

Le Mexique d'en haut n'a pas de vocation étrangère. Pour avoir une vocation étrangère, il faut avoir une identité nationale, et le seul pays dont on entende parler, en toute sincérité, dans cet étage supérieur toujours plus confiné, c'est le pays de l'argent. Et ce pays ne connaît pas de patrie, il ne connaît que des indices de pertes et profits.

Le cours de l'histoire se fraye à travers les Bourses de valeur et les héros modernes, tout là-haut, sont les bons vendeurs. Par quelque fait de l'autre histoire (l'histoire véritable) cet étage supérieur, plutôt que de se développer, se restreint sous nos yeux. Ils sont toujours moins nombreux ceux qui en font partie. Délicatement parfois, ou bien brutalement, les incompetents sont poussés vers... l'escali-



lier. L'escalator du Mexique d'en haut ne monte ni ne descend. Pour en sortir, il faut s'engager dans la descente, descendre jusqu'à atteindre... le Mexique du milieu.

On y arrive en voiture. Il est urbain et son image est un double au papier carbone de la capitale, qui se répète à l'identique en divers endroits du pays. Image réelle qui ne peut nier la contradiction de la cohabitation entre richesse et pauvreté extrêmes, le Mexique du milieu sent mauvais.

Quelque chose pourrit en son cœur, alors que se dilue le sentiment de collectivité. Le Mexique du milieu a bien, lui, une vocation étrangère. Quelque chose lui dit que la voie pour accéder au Mexique d'en haut passe par un pays qui n'est pas celui-ci. Au Mexique d'en bas, on peut arriver presque directement.

Il cohabite en conflit perpétuel avec le Mexique du milieu. Les 17 Etats mexicains qui présentent des indices MOYEN, BAS et TRES BAS de marginalité, ont la moitié de leurs habitants qui vivent entassés les uns sur les autres (avec plus de 2 personnes par pièce) et 50 % des Mexicains qui vivent dans les Etats «du milieu» gagnent moins du double du salaire minimum journalier, autant dire qu'ils vivent dans la pauvreté (à Tlaxcala, les trois quarts de la population vivent dans la pauvreté). Le Mexique d'en bas ne possède

rien, mais il ne s'en rend pas compte. Le Mexique d'en bas connaît déjà des problèmes de surpopulation. Le Mexique d'en bas est millionnaire en misères, en désespoirs. Le Mexique d'en bas partage espaces urbains et ruraux, faux pas et chutes, combats et défaites. Le Mexique d'en bas est tout en bas, si bas qu'il semblerait qu'il n'y ait rien de plus pas, à peine aperçoit-on cette petite porte qui conduit (...) au Mexique du sous-sol.

On y arrive à pied, pied nu ou en sandales ou en bottes de caoutchouc. Pour y arriver, il faut descendre le cours de l'histoire et remonter les indices de marginalité. Le Mexique du sous-sol a été le premier. Quand le Mexique n'était pas encore le Mexique, ce qui est aujourd'hui le Mexique du sous-sol existait déjà, et vivait.

Le Mexique du sous-sol

Le Mexique du sous-sol est «indigène» parce que Colon croyait, il y a 502 ans, que la terre où il accostait était l'Inde, et ils appelèrent dès lors Indiens les natifs de ces terres. Le Mexique du sous-sol est indigène, mais pour le reste du pays il ne compte pas, il ne produit pas, il ne vend pas, il n'achète pas, autant dire qu'il n'existe pas.



rie la plus inférieure, celle des «citoyens en formation», le sous-sol de la nation mexicaine, le soupirail où l'on se penche à l'occasion pour chercher quelque chose qui pourrait être utile aux étages supérieurs, ou pour réparer quelque défaut qui mettrait en péril l'équilibre et la stabilité de

Janvier 1994, le pays entier a pris conscience de l'existence de ce sous-sol. Des milliers d'indigènes, armés de vérité et de feu, d'honneur et de dignité, ont ébranlé le pays des doux songes de la modernité. «Assez !» a crié leur voix, assez de rêves, assez de cauchemars. Depuis que le glaive et l'évangile ont pris possession de ces terres, cette voix est contrainte de résister à une guerre d'extermination qui s'est dotée des tout derniers progrès de la technologie intergalactique. Satellites, équipements de télécommunications et rayons infrarouges surveillent en permanence ses mouvements, repèrent ses foyers de rébellion, indiquent sur les cartes militaires où semer les bombes et la mort. Des dizaines de milliers de masques vert olive préparent une nouvelle guerre supérieure. Dans le sang indigène ils voudraient laver leur honneur de serviteurs des puissants, complices dans la répartition injuste de la douleur et de la pauvreté.

Les indigènes zapatistes paieront de leur sang leur péché. Lequel ? Celui de ne pas se satisfaire d'aumônes, de maintenir leurs demandes de démocratie, de liberté et de justice pour tout le Mexique, celui de leur cri : «Tout pour tous, rien pour nous seuls».

Ceux qui déniaient au paysan indigène mexicain la capacité de comprendre le concept de NATION et l'obligent à se tourner vers son passé (qui est ce qui l'unit à la Nation et sa seule et UNIQUE possibilité de survivre comme indigène) reproduisent la division en classes sociales ou (ce n'est qu'une forme déguisée de cette dernière) la division en catégories de citoyens : ceux de première catégorie (la classe au pouvoir), ceux de deuxième catégorie (les partis politiques d'opposition) et ceux de troisième catégorie (le reste des citoyens). Les indigènes appartiendraient à la catégo-

l'édifice.

Le Mexique du sous-sol est le plus dangereux pour la grande vente promotionnelle qu'organise le Mexique d'en haut. Le Mexique du sous-sol est celui qui n'a rien à perdre, celui qui a tout à gagner. Le Mexique du sous-sol ne se rend pas, il ne se vend pas, il résiste.

Du Mexique du sous-sol est montée au mois d'août 1994 une voix, qui n'est pas un cri de guerre, qui ne cherche pas à faire tourner de 502 ans en arrière l'horloge de l'histoire, qui ne se dit pas l'avant-garde, qui n'exclut aucune misère. «Tout pour tous, rien pour nous seuls» s'exclame la voix millénaire. La voix des sans visage, de la multitude s'est faite une dans la Convention nationale démocratique. Elle s'adresse à des interlocuteurs précis, cette voix. C'est au Mexique d'en bas, et au Mexique du milieu aussi qu'elle parle. «Que le sang ne soit pas versé en vain ! Que la mort ne frappe pas en vain !», voilà ce que clament les montagnes.

Que la parole fasse converger les différents chemins, que la révolte soit aussi celle des femmes : double rêve, double cauchemar, double réveil.

Le cauchemar des femmes

Si pour les hommes, la division entre Mexicains est jusqu'à un certain point évidente, elle provoque chez les femmes des effets supplémentaires qui engendrent soumission et révolte. Si dans le Mexique d'en haut la femme confirme sa position de filigrane, de décoration sur le bureau et de gestionnaire «efficace» du bien-être familial (autrement dit la fréquence des sorties chez Mc Donald's), et si dans le Mexique du milieu elle reste confinée dans le cycle ancestral de la fille-fiancée-épouse

et/ou amante-mère, dans les Mexique du rez-de-chaussée et du sous-sol, le cauchemar redouble dans le microcosme où l'homme domine et commande.

Pour les femmes d'en bas et du sous-sol, tout est redoublé (à part le respect) ; pour ce qui concerne les femmes, les pourcentages d'analphabétisme, de conditions de vie misérables, de bas salaires, de marginalité, s'accroissent en un cauchemar que le système préfère ignorer ou camoufler derrière des indices généraux qui ignorent l'exploitation en tant que sexe qui conditionne l'exploitation en général.

Mais quelque chose commence à se dresser contre cette double soumission, le double cauchemar qui engendre un double réveil.

Des femmes d'en bas, et de plus bas encore, se réveillent contre le présent et contre un passé qui menace d'être leur probable avenir.

La conscience d'humanité passe par la conscience de féminité, s'identifier comme être humain exige de s'identifier comme femme et de lutter. Elles n'ont plus besoin que l'on parle à leur place. Leur voix emprunte le double chemin de la révolte sous sa propre impulsion, la double impulsion des femmes rebelles.

Trois lectures des résultats électoraux

Première lecture (dans la propagande et les médias). L'étage supérieur de ce pays lit que la moitié des Mexicains sont enchantés et heureux de la façon dont on gère la modernité (autrement dit, l'existence des 24 éminences de la patrie de l'argent), sont orgueilleux de l'histoire nationale (autrement dit, les 65 années de l'histoire du PRI) et voient l'avenir avec optimisme (autrement dit, ils sont enchantés d'accéder à l'an 2000 sous la direction avisée du PRI). Elle bénéficie de l'aval de l'insoupçonnable Secrétariat du gouvernement, des groupes d'observateurs du PRI et de l'Entreprise privée, du gouvernement nord-américain et du Fonds monétaire international. Autrement dit l'aval des véritables maîtres de ce pays.

Deuxième lecture (terrée dans le peu qu'il reste de moyens de communication honnêtes). Le rez-de-chaussée du Mexique est partagé sur la lecture à faire des récentes élections. Les plus fragiles (en moral comme en terres) y lisent une défaite et en cherchent les coupables, du coin de l'œil, près d'eux, parmi leurs semblables. Ou encore, les décalés du discours (qui aspiraient à conseiller des vainqueurs, et se retrouvent à critiquer des perdants, et distribuent, sans la moindre pudeur, les étiquettes propres à classer l'inclassable :

«réformistes en armes», «révolution désarmée») lisent l'échec en termes de stratégies, tactiques, médiations, conjonctures, conjectures, postures et impostures. Tout bien pesé, la défaite tient à ce qu'on n'a pas suivi leurs conseils. Ou encore les plus velléitaires lisent le désenchantement. La défaite vient de ce qu'on a fait confiance au peuple mexicain. Ou encore les plus frustrés lisent l'inutilité des luttes. Ils perdent espoir face à un peuple qui refuse, d'après eux, d'être racheté par de si brillants rédempteurs. Mais aussi, ailleurs au sous-sol, il y a ceux qui refusent une lecture facile, la paresse de s'interroger. Leur lecture s'éclaire du doute, du désir sincère de comprendre pour comprendre la lutte, d'expliquer pour expliquer la lutte, de connaître pour connaître la lutte.

Troisième lecture (à faire). Au sous-sol du pays on ne sait pas lire. L'analphabétisme ici cherche sa lecture ailleurs, on se lit soi-même, on se parle selon des codes ancestraux, avec des images de jadis, avec les sons des temps anciens, on communique par des canaux souterrains. On le dit, on le répète : le changement se construit d'en bas. Le scepticisme ne reste pas les bras croisés. Il aiguise patiemment la pointe tendre de l'espérance. Au sous-sol du Mexique, on devine la vérité : même avec la super-fraude, les deux tiers de l'électorat ont voté contre le PRI. La majorité du pays veut un changement démocratique, veut qu'on en finisse avec le système du parti d'Etat. Cette intuition rejoint les conclusions du Mexique du rez-de-chaussée, celui qui sait lire : il faut organiser un mouvement civil de résistance et de lutte. Le Mexique du sous-sol sait qu'il y a mensonge, que le parti d'Etat n'a même pas le soutien des 17 millions qui auraient voté pour lui. Le Mexique du sous-sol connaît une vérité qui circule depuis des années dans les vases communicants des profondeurs de la nation : il n'est pas possible d'en finir avec le système de parti d'Etat si on le combat avec les armes mêmes qui le protègent et le légitiment devant l'opinion publique. Tant que l'organisation des élections est entre les mains du parti d'Etat, toute tentative de lutte s'achèvera dans la frustration, l'immobilisme politique ou la compromission cynique.

Cárdenas et le PRI

Un gouvernement de transition, de changement est nécessaire pour la démocratie. C'est pourquoi les appels à la formation d'un grand front d'opposition, qui regroupe tous ces millions de Mexicains opposés au système du parti d'Etat, soulèvent l'espoir. Bien qu'il ait été attaqué et

calomnié par l'ensemble des moyens au service du parti d'Etat (et il sont nombreux), Cuauhtemoc Cárdenas reste le représentant indiscuté des forces de démocratisation du Mexique. Confiné aujourd'hui, y compris par des membres de son propre parti, à une position apparente d'intransigeance et de volontarisme, le fils du général a seulement agi dans le droit fil de la lutte qu'il a engagée en 1988. Déjà par le passé il a été attaqué et présenté à l'opinion publique comme l'instigateur de la violence et de l'opposition à outrance, du chaos, du désordre et de l'anarchie. Mais c'est bien le contraire qui se produit : dans ces élections, Cárdenas représentait l'espérance d'un changement pacifique pour des millions de Mexicains qui habitent le Mexique du rez-de-chaussée et du sous-sol. Non seulement pour les déshérités mais aussi pour les classes moyennes et aisées. La voie de la transition civile et pacifique à la démocratie, la liberté et la justice, c'est Cárdenas qui l'a incarnée avant août 1994, en dirigeant sérieusement, honnêtement et conséquemment. Quand il déclare que personne ne peut prétendre avoir gagné une épreuve électorale aussi malpropre que celle qui vient de se dérouler, Cárdenas est fidèle à lui-même. Pourtant, dans son propre parti, certains dirigeants, à différents niveaux, entonnent à mi-voix le chant du cygne de cette figure parmi les plus remarquables de la lutte démocratique de ces dernières décennies.

La CND

A la veille des élections, une nouvelle force politique a commencé à prendre corps. Elle a comme qualité d'être NATIONALE. La Convention nationale démocratique est jeune dans la politique mexicaine, mais elle a pour elle d'être un front populaire et de bénéficier de la fraîcheur de la jeunesse qui forme sa base essentielle. Implantée dans tous les Etats, la CND est appelée à prendre en charge le vide de la gauche au Mexique. Quelque chose s'est brisé cette année, pas seulement l'image trompeuse de modernité que le néolibéralisme nous a vendue, pas seulement le mensonge des projets gouvernementaux, des aumônes institutionnelles, pas seulement l'oubli inique dans lequel la Patrie enferme ses habitants originels, mais aussi le schéma rigide d'une gauche condamnée à vivre du passé et dans le passé. Dans cette longue traversée de la douleur vers l'espérance, la lutte politique s'est vue dépouillée de ses attributs oxydés dont la douleur l'avait affublée ; c'est l'espoir qui la conduit à chercher de nouvelles formes de lutte, de nouvelles façons d'être politique, de faire de la politique.

Une nouvelle politique, une nouvelle morale politique, une nouvelle éthique politique, ce n'est pas seulement un souhait, c'est la seule façon d'avancer, de sauter sur l'autre rive. Le 21 août a marqué la fin d'un long cycle de lutte pour la démocratie, la liberté et la justice, un cycle chargé d'héroïsme et de sacrifice, de dévouement et de persévérance. On peut en apercevoir les avancées, et si le brouillard actuel empêche qu'on les discerne clairement, elles n'en sont pas moins nombreuses et significatives. Le vent qui se lève finira par dissiper les brumes et rendra à chacun la plus belle récompense, celle du devoir accompli.

La Convention regroupe en son sein d'une part un groupe important d'intellectuels, de scientifiques et de dirigeants populaires, et d'autre part le meilleur de la société civile en province comme dans la capitale : un éventail qui englobe des maîtresses de maison, des habitants des quartiers populaires, des paysans, des indigènes, des travailleurs des moyens de communication, des ouvriers, des employés, des enseignants, des artistes, des religieux et des organisations de femmes. Le meilleur du peuple mexicain se reconnaît aujourd'hui dans la CND. Réalité qui s'impose dans les moments les plus difficiles de notre histoire contemporaine : des hommes et des femmes avec ou sans parti, des noms et des visages qui ne figurent sur aucun almanach historique d'aucune organisation politique, mal considérés et réduits à l'anonymat par des avant-gardes qui sont tellement à l'avant-garde qu'elles se retrouvent seules, et les ont regroupés et standardisés dans des concepts tels que «masses» et «peuple».

La CND peut être le lieu qui rendra possible cette grande force d'opposition que le vent réclame, à laquelle aspire la patrie, que nous espérons, nous les plus humbles, qui aspirons à disparaître. Alors que des milliers de Mexicains excédés que tout continue comme avant fourbissent leurs armes, la Convention nationale démocratique a la parole : la possibilité de la transition pacifique à la démocratie, la liberté, la justice est entre ses mains.

Au sein de la CND peuvent se regrouper les forces honnêtes qui s'opposent au mensonge qui gouverne notre pays. La Convention nationale démocratique, c'est en elle que réside aujourd'hui l'espoir d'un mouvement national révolutionnaire pour tourner la page de l'histoire honteuse qui s'est écrite aujourd'hui au Mexique. ★

Chiapas, Septembre 1994

Ça bouge dans les télécommunications

Les télécommunications sont un des secteurs de l'économie où le taux de croissance est le plus fort. Un marché de 509 milliards de dollars, 80 % pour les services (les opérateurs de télécommunications), 20 % pour les constructeurs de matériels (Alcatel NV, à majorité française, est le premier, suivi de l'américain ATT puis de l'allemand Siemens).

Ce fort taux de croissance s'accompagne du développement de nouveaux services, qui s'appuient sur des technologies en pleine évolution. Après le téléphone de base, c'est aujourd'hui l'explosion des communications mobiles, et tous les acteurs se disposent pour l'étape suivante : le «multimédia», les transmissions larges bandes.

Pour les grands groupes capitalistes et les gouvernements, les télécommunications sont un enjeu considérable, dont ils espèrent qu'il soit un des vecteurs du redécoupage économique. Une telle situation est propice aux alliances et aux concentrations (1). Elle est aussi propice à une redéfinition générale des règles du jeu dans le secteur des télécommunications.

Le début des années 70 avait vu naître la première phase de ce que l'on a appelé la «déréglementation», ou «dérégulation», sous l'impulsion des USA. Il s'agissait de passer d'une situation de monopoles nationaux assurant des missions de service public, sociétés ou administration d'Etat le plus souvent, mais parfois sociétés privées, comme aux USA avec ATT. Aux USA, ATT a été démantelé, 7 compagnies régionales ont été créées, et la concurrence s'établit sur les liaisons inter-régionales et internationales (avec ATT, MCI et Sprint). Le modèle s'exporta en Angleterre (ou Mercury concurrence British Telecom sur les longues distances) et au Japon. Ailleurs les évolutions furent plus modérées, mais avec, partout, l'introduction de doses de concurrence dans des marchés très protégés.

Aujourd'hui nous sommes entrés dans une nouvelle phase. Une phase où se joue l'ouverture généralisée à la concurrence sur tous les segments de la chaîne téléphonique, avec liberté pour tous les acteurs. Aux USA, sur pression des opérateurs locaux, l'administration Clinton essaie de faire passer cette deuxième déréglementation. Le congrès a émis un premier avis négatif (de nombreux acteurs craignant une déstabilisation générale). Mais la bataille n'est pas terminée. En Europe les choses vont encore plus vite : le conseil des ministres européen a repris un projet, pourtant rejeté par le parlement en juin 1994, qui consiste à ouvrir totalement le secteur à la concurrence dès 1998. C'est dans ce contexte que l'administration Clinton a demandé la tenue d'un G-7 sur les télécommunications.

Son objet premier était assez trivial : la balance commerciale US est structurellement déficitaire, et une telle réunion devait permettre de faire pression pour que s'ouvrent les marchés européens et japonais pour l'équipement en matériels téléphoniques. Les télécommunications, après les tourteaux de soja, le riz et les semi-conducteurs, font l'objet de chantages à la rétorsions dans des négociations avec le Japon et la CEE. En final l'objectif de ce G-7, qui se réunira les 25 et 26 février à Bruxelles, a été élargi : il s'agit de parler de la coopération internationale sur les nouvelles technologies. En pratique, le sens politique de ce sommet est évident : il s'agit d'accélérer encore l'ouverture à la concurrence et la privatisation des compagnies de télécommunications qui sont encore sous contrôle étatique (2).

Les plans de suppressions d'emplois, voire de licenciements dans les entreprises sous statut privé se multiplient. Quant au service public, il est menacé aussi bien sur le plan de l'égalité de traitement des usagers (ceux des zones rurales risquent fort d'avoir à payer «au coût réel», c'est-à-dire très cher !) que de la structure tarifaire (un rééquilibrage se prépare en faveur des entreprises et au détriment des particuliers). Devant une offensive de cette envergure, une réponse syndicale s'impose. Une réponse qui favorise la mobilisation des personnels. Une réponse qui trace les voies d'un service public moderne, un service public qui dépassera nécessairement les limites de l'état national.

La tenue du G-7 peut-être l'occasion de créer la coordination syndicale nécessaire. Des appels syndicaux circulent, à l'initiative, en particulier, de la fédération SUD des PTT, en France. En Belgique un comité pour l'organisation d'un «contre G-7» commence à se mettre sur pieds. ★ **C. MATHIEU**

1) Deux types d'alliances se développent aujourd'hui. D'abord une concentration et une internationalisation des opérateurs de télécommunications. Cela passe par des achats dans les pays du tiers monde et dans les pays de l'Est ; ainsi France Télécom a pris des parts importantes dans les télécommunications argentine, mexicaine et russe. Cela passe surtout par des accords entre grands opérateurs : British Telecom a un accord avec l'américain MCI, le premier aux USA, ATT, a un accord avec un japonais et surtout «Unisources», qui regroupe des opérateurs européens de taille moyenne, France Télécom a un accord avec Deutsche Telekom et l'américain Sprint.

2) Le principe des privatisations a été arrêté en Allemagne et en Grèce, sans qu'il ne soit encore entré en pratique en France, en Italie, en Suisse et en Belgique.

Sud en France

Dans la lutte contre la privatisation, un nouveau syndicat est à la pointe de l'action. Il s'agit de SUD (Solidaires, Unitaires, Démocratiques), une fédération des PTT qui syndique le personnel de La Poste et de France Télécom. SUD s'est créé en janvier 1989, sur la base des militants de la CFDT-PTT de la région parisienne qui ont été sanctionnés par la fédération nationale fin 1988 pour avoir soutenu une coordination de salariés en grève. Il s'agissait, à l'époque, d'une tentative de la direction confédérale de la CFDT de se débarrasser des secteurs syndicaux les plus combatifs, les PTT et la Santé en région parisienne (CRC, Construire, Rassembler, Coordonner).

En presque 6 ans, la fédération SUD a fait du chemin. Très investie dans les luttes contre le changement de statut de La Poste et France Télécom, SUD a réussi à dépasser très largement ses points d'implantation initiaux en rassemblant des militants investis dans les coordinations, et l'essentiel des militants oppositionnels de la CFDT et de la CGT. En 1989, SUD obtenait près de 5 % des voix aux élections professionnelles aux PTT (4,5 % à La Poste, 6 % à France Télécom).

En 1994, après avoir quintuplé son nombre d'adhérents SUD obtenait 12 % à La Poste et 22 % à France Télécom. Ce résultat place SUD en 2ème position à France Télécom.

La fin de l'ère Deng Xiaoping

La transformation en cours de la société chinoise, au sein de laquelle la bureaucratie post-maoïste continue apparemment à jouer un rôle dominant, constitue un des principaux enjeux de notre temps. Et aussi un important sujet de débat. *Inprecor* a publié récemment (n°383 de septembre 1994 et n° 384 d'octobre 1994) une étude sur la transition chinoise de notre camarade Livio Maïtan, auteur notamment de *L'armée, le parti et les masses dans la révolution culturelle chinoise* (Paris 1971) et de *Il dilemma cinese* (Rome 1994). Nous présentons aujourd'hui un point de vue différent, persuadés que l'analyse marxiste ne peut se développer sans confrontation d'opinions.

Roland LEW*

La République populaire de Chine (RPC) d'aujourd'hui surprend et même stupéfie. Deux décennies plus tôt, du vivant de Mao, le pays incarnait aux yeux de nombreux révolutionnaires du monde une voie originale, de construction socialiste, sinon même le seul projet socialiste authentique dans le monde. Laissons pour l'instant de côté la caractérisation précise du vrai-faux socialisme maoïste et constatons que le régime gérait et imposait une politique originale d'autarcie économique, d'indépendance nationale fièrement assumée, de déconnexion — comme on dit aujourd'hui — par rapport au marché mondial ; et il se faisait fort de résister aux pressions capitalistes extérieures. D'une certaine façon le régime « communiste » tenu en quarantaine par les occidentaux et, de surcroît, en rupture avec l'ancien allié et mentor soviétique n'avait pas d'autre choix que d'assumer son isolement ou de se renier. Mais c'est justement la négation de ce passé, le



reniement des principes de base du maoïsme, pratiquement terme à terme, qui frappent aujourd'hui. Qui peut reconnaître la Chine maoïste dans le pays tel qu'il se présente aujourd'hui en proie à un affairisme généralisé, ouvert économiquement sur le monde, submergé par une corruption qui vaut bien celle qui ravageait la Chine de Chiang Kaishek et qui n'était pas pour peu dans l'arrivée au pouvoir d'un certain... Mao ? Sans prétendre ici que la Chine du grand timonier ne connaissait pas la corruption ; mais il y a un changement d'échelle, sinon de nature.

Un pays remodelé

La Chine se prétend toujours rouge. Elle est dirigée par le Parti communiste chinois (PCC), mais c'est un pays transformé, bouleversé par la pénétration du marché en voie de généralisation ; un pays en grande partie remodelé par l'action d'un capitalisme aux formes hybrides et largement sous tutelle bureaucratique (de l'Etat ou des régions). Un capitalisme que les autorités s'obstinent à qualifier de « socialisme de marché », une formule qui ne trompe personne mais permet à nombre de

hauts dignitaires « communistes » éduqués dans une tradition anticapitaliste de préparer leur reconversion, et plus encore celle de leurs enfants, sans trop de douleur et surtout sans trop d'aveu. Bref, la Chine « socialiste » s'est avancée loin dans la voie de l'abandon du socialisme réel, et dans le passage d'un système économique à un autre. Plus loin sans doute que la Russie qui prétend pourtant marcher à bonne vitesse vers le capitalisme.

Mais tous ces événements en soi déjà étonnants sont éclipsés et sans doute rendus possibles par l'aspect le plus visible : la montée en puissance économique de la Chine, sa place de plus en plus grande sur le marché mondial. On en parle même dans la presse et les chancelleries du monde comme d'une des grandes superpuissances du XXI^{ème} siècle.

Là où les autres pays du socialisme réel entamaient une spirale descendante, la Chine sous l'autorité d'une équipe réformatrice entraînée par Deng Xiaoping connaissait ce qu'on dit être la « susses story » des années 80, et plus encore, de

* Sinologue, Roland Lew est enseignant à l'Université Libre de Bruxelles.

ces premières années de la décennie 1990 — après, il est vrai, l'épisode sanglant de la répression de la révolte du printemps de Tiananmen.

Comment comprendre cette véritable mutation chinoise ? Comment en fixer le cadre, les limites, voire en relativiser la signification et les apparents triomphes ? Et surtout comment en situer les dimensions chinoises et les spécificités du modèle chinois de transition actuelle ? Autrement dit, il s'agit de réfléchir sur ce qui appartient en propre à l'expérience du pays-continent chinois, et ce qui est exportable ailleurs. Concentrons nous sur quelques points essentiels. Je partirai ici de la fin de la période Mao, comme moment critique dans l'histoire du régime ; j'analyserai ensuite la trajectoire imprévue du règne de Deng Xiaoping, ce qui nous amène à l'actualité : les incertitudes de l'après-Deng.

L'ère Mao

Le pouvoir maoïste quelle ait été sa signification effective, à l'évidence très différente de ce qu'il proclamait, a bénéficié d'une considérable légitimité populaire jusqu'à la Révolution culturelle. Mao et le régime communiste incarnaient l'aura du libérateur national, du réunificateur du pays et en tiraient les bénéfices ; ils représentaient le sauveur et le protecteur du pays contre les impérialismes étrangers qui n'avaient pas été loin de réussir à détruire la Chine millénaire. Tout particulièrement contre le plus agressif et le plus déterminé des prédateurs : l'empire nippon qui avait mené plusieurs décennies de conquête progressive de la Chine, culminant dans la très cruelle guerre généralisée qui couvre la période de 1937 à 1945.

Même si la Chine s'est mal défendue, et si, de surcroît, le rôle du PCC ne fut pas, dans les faits, important dans la capitulation du Japon (les armées nipponnes ne furent jamais battues en Chine), la victoire de Mao dans la guerre civile contre Chiang Kaishek (1946-1949) fait du nouveau pouvoir communiste à la fois le libérateur national et le garant contre toute future visée impérialiste. Rien qu'à ce titre, considérable en lui-même, le PCC se trouvait muni d'un solide viatique, était entouré d'un prestige considérable.

Qui plus est, son action de réformateur social, dans les villes et les campagnes, de modernisateur d'un pays de plus en plus enfoncé dans l'arriération — après avoir été, des siècles durant (jusqu'au XVIII^{ème} siècle), l'une des civilisations les plus avancées (y compris économiquement) du monde ; sa volonté d'industrialiser rapidement le pays et donc de rattraper le retard

accumulé, tout cela amplifiait l'espace de légitimité et aussi les marges de manœuvre du pouvoir communiste, qui ne dissimulait pas son côté autoritaire ou l'usage fréquent de la répression.

Peu de Chinois dans les villes (à l'exception d'une partie des intellectuels) et les campagnes avaient, avant 1949, une vraie sympathie pour le système soviétique (inconnu voire incompréhensible des campagnards, même de ceux qui avaient connu la présence et l'action du PCC avant 1949). Mais le prestige du régime récemment établi était tel qu'il avait latitude d'imposer ses solutions (les autres alternatives étant disqualifiées : libéralisme occidental, retour à l'ancien régime, etc.). L'utilisation souvent lourde et répétée de la répression contre les opposants (de droite comme de gauche), qui plus est d'un emploi très précoce et parfois de grande ampleur, tout cela ne doit pas dissimuler l'essentiel : la majorité de la population chinoise était prête à accepter les innovations apportées par les vainqueurs, y compris celles qui s'éloignaient des habitudes et attentes immédiates. Aussi la copie, jusqu'à la caricature, du système économique soviétique (le premier plan quinquennal, 1953-1957), ne posa pas de problème aux habitants. Mais il en posa de redoutables à une économie et une société peu adaptées à ce modèle extérieur.

Même la désastreuse politique du «grand bond en avant» (1958-1961) lancée à l'initiative de Mao qui aboutit à un sévère recul économique et à des millions de morts n'a pas remis en cause la légitimité du régime. Mais le doute s'est alors insinué dans l'esprit de la population et parmi nombre de cadres du parti. C'est la Révolution culturelle (RC) qui a changé complètement la perception du régime par la population. La RC, qui est un événement d'une grande complexité, traversée par des tendances multiples, portée et déchirée par des passions et nombre d'intérêts inavoués, n'a qu'une seule dimension indiscutable : elle a conduit à une grave perte de légitimité du pouvoir communiste.

Mao indiscutable vainqueur des cruels affrontements de la RC est alors un despote craint, le maître absolu — plus en apparence qu'en réalité ; plus à même d'assouvir ses caprices personnels et ses vengeances que d'imposer ses orientations au pays — d'une population certes terrorisée ou passive mais qui désire avant tout des changements importants.

On peut même dire que l'absence d'expression ouverte d'une population réduite au silence à la fin du règne du Grand Timonier n'implique aucun consentement : le «mandat du ciel», la survie du



régime, est en fait en question. Et une bonne part de l'appareil gouvernemental et du parti entrave les directives maoïstes, tout en faisant semblant d'obéir, à l'image du premier ministre Zhou Enlai dans les dernières années de sa vie (il meurt en janvier 1976, avant Mao) qui fait assaut de courbettes devant le maître mais prépare dans son dos une politique différente, une prudente et progressive sortie du maoïsme.

L'ère post-Mao

Il faut que les successeurs agissent promptement. L'après Mao (décédé en septembre 1976) exigeait encore plus vite la démaoïsation que l'après Staline la déstalinisation. Insistons : la démaoïsation ne s'explique pas d'abord par des raisons économiques. Certes, l'autarcie maoïste n'était plus durable ; certes, la paysannerie confinée dans le cadre peu motivant des communes populaires, voire quasi tenue emprisonnée dans les villages, était peu satisfaite et d'ailleurs peu active ; certes, l'économie industrielle urbaine, une «économie de commande» fort rigide était en train d'épuiser son potentiel de développement ; certes, l'encadrement bureaucratique devenait progressivement insupportable. Mais tous ces maux indéniablement et lourdement présents, qui condamnaient à terme le «socialisme d'Etat» chinois dans sa forme autoritaire, voire despotique, n'impliquaient pas des changements immédiats : l'industrie progressait encore rapidement au milieu des années 1970 ; l'agriculture nourrissait vaille que vaille les populations des villes et des campagnes ; la frustration des ruraux n'impliquait pas un risque visible de révolte ; et le régime pouvait continuer quelque temps encore, du moins en gérant une autarcie économique moins strictement appliquée.

C'est politiquement et socialement qu'il y avait urgence ; le pouvoir devait reprendre l'initiative, apporter lui-même



du changement avant d'y être contraint malgré lui, contre lui.

La victoire de Xiaoping

Un consensus s'établit d'ailleurs assez vite (entre 1976 et 1978) dans les hautes sphères du PCC en vue d'éliminer le courant le plus maoïste («la bande des quatre»), d'écarter le successeur Hua Guofeng, un opportuniste, et de mettre à sa place une équipe réformatrice menée par Deng Xiaoping, un vieux de la vieille, au parti depuis les années 1920, un très haut cadre qui fut longtemps un maoïste fidèle (depuis le début des années 1930), l'exécutant des œuvres et basses œuvres du grand chef avant de prendre ses distances avec lui après le «grand bond en avant», et même d'en devenir une des principales victimes au début de la RC. Bref, il bénéficiait d'un bon pedigree lui permettant de rassembler une large coalition de cadres du PCC.

Victime lui-même de la RC (quoique moins maltraité que d'autres hiérarques du parti, comme Liu Shaoqi), il pouvait mesurer le passif que cette période représentait aux yeux de l'opinion chinoise même réduite au silence. L'essentiel pour le parti-Etat était de renouer des liens avec la population, de rendre le régime à nouveau présentable et, dans la foulée, de répondre à des maux avérés du fonctionnement du socialisme réel. Il s'agissait, en gros, des mêmes problèmes qui assaillaient les autres pays de l'Est et qui découlaient d'une application plus ou moins stricte de «l'économie de commande» stalinienne et de l'encadrement autoritaire, bureaucratique et policier de la population (policier au sens strict : l'ampleur du système concentrationnaire, le quadrillage des populations sur leur lieu de vie et de travail, le certificat de résidence — le fameux

«houku», qui bloquait toute mobilité géographique).

De ce point de vue, les vives critiques émises par Mao sur le modèle soviétique n'avaient pas abouti à des modifications significatives. Les dirigeants du PCC de l'après Mao en conviennent : la Chine maoïste est un monde très soviétique.

Cet ensemble de données et d'exigences fournit la thématique du projet de réforme accepté par consensus (en dehors des plus farouches maoïstes écartés ou mis en prison). Deng et son principal allié des débuts de la réforme (1978-1979), l'économiste Chen Yun, un vétéran du parti (il est né en 1905), et un adversaire prudent de Mao depuis longtemps dans le domaine économique, lancent la réforme fin 1978. Ils reprennent pour l'essentiel des propositions de Chen Yun datant des années 1950 et 1960 et visant à améliorer et assouplir le système économique de type soviétique. Il s'agit de rendre moins étroit le contrôle de la vie économique, d'élargir la sphère d'initiative économique des entreprises, donc le pouvoir des chefs des unités de production à la ville et à la campagne. D'introduire une forme de «système de responsabilité» à la place d'une obéissance passive aux ordres venus d'en haut, et, dans ce contexte, de faire réémerger un peu de marché pour rendre plus compréhensibles et visibles les besoins de la population, afin de pouvoir les satisfaire mieux et plus vite. L'essentiel reste l'économie centralisée, mais allégée, et moins fixée sur l'industrie lourde que sur l'élévation du niveau de vie de la population ; d'où la valorisation du rôle de l'industrie légère et des petites entreprises rurales.

La réforme au-delà de la réforme

L'important était donc d'entreprendre une autoréforme aux objectifs relativement réduits, autoréforme attendue depuis longtemps — et même invoquée par Mao — du fonctionnement du socialisme réel ; mais il n'était pas question de sa remise en cause.

L'équipe réformatrice voulait obtenir une amélioration rapide du niveau de vie, en parallèle avec un desserrement des contrôles économiques et politiques, ainsi qu'une ouverture politique et économique accrue sur le monde extérieur. Le pouvoir tentait d'acheter sinon une nouvelle popularité du moins un consentement de la population pour l'action et surtout la présence du pouvoir «communiste».

C'était là du moins les espoirs et options du projet réformateur que l'on met en place au début de 1979. Dans les faits, l'histoire a pris un cours très différent,

source de surprise pour tout un chacun, acteurs et sujets de la réforme, et aussi les observateurs du monde entier. Car si la réforme remporte des succès et permet de rétablir des liens — mais pas une véritable légitimité — entre le pouvoir et la population, elle ne se déroule pas comme prévu, et surtout pas là où c'était prévu. La réforme dans une première étape donne en effet peu de résultat à la ville et dans le secteur industriel, donc au cœur même du système du socialisme réel.

Face à une population traumatisée et un appareil du PCC craintif, échaudé par la RC et de toute façon peu préparé au changement (faute de connaissance technique pour le gérer), le pouvoir avance prudemment, à l'essai, au coup par coup, en multipliant les expériences locales tout en évitant les généralisations (qui avaient coûté tellement cher pendant le «grand bond en avant»). Prudence justifiée mais qui aboutit à un quasi échec dans les villes : l'appareil conservateur ou incompetent bloque les réformes des entreprises d'Etat, et limite par des chicaneries bureaucratiques la réémergence du petit commerce privé, voire de la petite entreprise, pourtant légalisés pour la première fois depuis le début des années 1950. Deux ou trois ans après son lancement, vers 1982-1983, la réforme est au point mort ou presque dans les villes et l'industrie.

Mais les campagnes, que l'on n'attendait pas à cette étape de la réforme, réagissent très différemment : elles vont plus loin que la réforme. Elles imposent en effet sans violence mais par une pression irrésistible la décollectivisation des terres que le pouvoir n'avait ni prévu ni voulu, mais qu'il accepte, au vu des résultats économiques remarquables obtenus par des paysans qui ont transformé le «système de responsabilité» que le PCC leur proposait en un véritable retour à l'agriculture familiale, privatisée de fait (la terre reste, en principe, propriété d'Etat).

Dans ce nouveau système économique agricole, les paysans se sont remotivés et activés, augmentant leur production (de surcroît mieux payée par l'Etat), et ils ont profité d'entrée de jeu des marchés agricoles reconstitués et du droit à la commercialisation privée des excédents agricoles (au-delà des livraisons obligatoires), ou encore de la possibilité de créer des petites entreprises rurales (privées, ou coopératives, ou du village, etc.) pour améliorer fortement leur revenus. Le capitalisme, en fait le petit capitalisme, renaît en RPC dans et par les campagnes.

Les paysans ont ainsi répondu presque immédiatement aux nouvelles règles qu'ils se sont d'ailleurs empressés de transgres-

ser, pour presque d'un coup (en une période de deux ou trois ans, entre 1979 et 1982) décollectiviser, en quelque sorte «désocialiser» la vie campagnarde, donc celle de 80% de la population. Même si la base du «socialisme d'Etat» est principalement dans les villes et l'industrie, la décollectivisation et ses réussites économiques (élévation rapide du niveau de vie paysan, une plus grande fourniture de biens aux villes) transformaient complètement les données et la face de la Chine, revenue presque au point de départ, à la réforme agraire de 1950, reconstituant ainsi un océan de petits paysans propriétaires, et sapant sans brutalité mais radicalement les fondements du dit socialisme d'Etat. Un véritable basculement de période, un remodelage du paysage rural qui, au surplus, posaient les scellés définitifs sur le mausolée de Mao, lui qui avait imposé, en 1955-1956, contre l'avis de nombre de dirigeants communistes — probablement la majorité d'entre eux — la rapide et complète collectivisation des terres.

Ce n'est pas seulement parce que le PCC est aux abois, ou pour le moins désorienté après les ravages de la RC, qu'il accepte si facilement le mouvement imprévu de privatisation et de réémergence d'un petit capitalisme à la campagne. C'est surtout parce que les dirigeants communistes estiment, à juste titre, que le monde paysan mieux nourri, mais toujours fragmenté, même s'il échappe à la tutelle étroite du parti, n'est pas une menace pour le régime : dans l'histoire chinoise seule une paysannerie désespérée pouvait représenter un danger de mort pour la dynastie régnante. Le capitalisme renaissant dans le monde rural n'est pas perçu comme un grave danger pour le pouvoir ; plutôt comme un atout pour sa survie.

La réforme arrive dans les villes

Le processus réformiste moribond en ville pouvait renaître grâce aux acquis obtenus dans les campagnes. Et les réformateurs politiquement sur la défensive, après les débuts peu fructueux de leurs initiatives dans les villes, pouvaient repartir à l'offensive en s'attaquant à l'industrie, les places-fortes du socialisme d'Etat ; et ils se sentaient, en outre, assez forts pour contenir leurs adversaires.

Parmi ceux-ci, il faut compter dorénavant l'initiateur de la réforme, Chen Yun, devenu assez vite un opposant farouche face à ce qui n'était plus tout à fait une autoréforme du système, mais une mutation rampante : non pas l'introduction d'un peu de marché comme un régulateur parmi d'autres de l'économie et qui devait

être subordonné au plan, mais le déploiement d'un capitalisme inavoué à partir de la privatisation de l'agriculture et de la percée du marché en ville.

L'ouverture sur le monde s'élargit rapidement, les capitaux extérieurs commencent à arriver en Chine. Ils vont affluer à la fin des années 1980 (plus de 200 milliards de dollars négociés entre 1979 et 1993, dont 58 milliards en 1992, et plus de 100 milliards en 1993, mais peut-être le tiers ou le quart effectivement investi). Qui plus est, par hostilité aux soviétiques, le régime noue une quasi alliance avec les USA, à la fin des années 1970, poursuivant ainsi la politique mise en œuvre par Mao (ou acceptée par lui) depuis 1970-1971. Le pays présente un profil bas sur la scène internationale, au point de devenir un partenaire responsable et utile aux occidentaux, notamment à l'ONU et agit seulement en fonction de ses intérêts d'Etat et de puissance montante.

En 1984, année record de la production agricole, période d'euphorie économique, est promulguée la réforme générale du système urbain, donc des grands bastions industriels. Et là tout se gâte. Car cette fois-ci, la logique des réformes amène des changements importants dans la vie industrielle et urbaine. Mais dans des sens très divers. Le secteur d'Etat qui représente la majeure partie du potentiel industriel, l'essentiel d'un monde ouvrier soumis mais aussi privilégié, citadelle d'une bureaucratie étatique, résiste aux changements, les entrave. Cette bureaucratie détourne les principes de la réforme à son avantage, surtout au profit des cadres du parti. On assiste alors à un processus de différenciation important dans la nomenclature, l'appareil du PCC, entre ceux, nombreux, qui veulent garder les avantages et pouvoirs du passé et se sentent incapables de s'adapter aux nouvelles contraintes et habitudes du marché et du profit et ceux qui n'essaient pas de s'adapter mais seulement de profiter de la situation pour parasiter les réformes et faire payer le pouvoir qu'ils détiennent, enclenchant ainsi une spirale sans fin de corruption (le tampon qui est indispensable pour ouvrir une entreprise privée ; l'argent que l'on peut plus facilement détourner dans l'usine en profitant des nouvelles marges de liberté économique, etc.). Ou ceux encore — un groupe menu au départ mais progressivement en nombre plus élevé — qui préparent une privatisation de fait de l'économie d'Etat, donc leur reconversion capitaliste, essentiellement par des voies illégales, mais le temps passant, en profitant des nouvelles possibilités légales.

On entre ainsi dans une période agitée où diverses logiques économiques et



sociales contradictoires s'affrontent, dans un climat d'affairisme qui envahit tout, dans une atmosphère de corruption qui atteint aujourd'hui des sommets égalant et peut-être dépassant les pires périodes du passé (notamment les années réprouvées du pouvoir Guomindang de Chiang Kai-shek, surtout après 1945).

Automutation et automutilation

Cette évolution très rapide — cette logique de réformisme prudent qui prend vite la forme d'une automutation pour ne pas dire d'une automutilation du système érigé en 1949 — est, on le voit, inséparable des données propres à la Chine, et de la crise de la fin du maoïsme. Et probablement aussi de ce qu'étaient effectivement les liens entre la société et le régime. Même à l'époque du raidissement maoïste, dans la phase apparemment figée d'une Chine d'après la RC qui est aussi une fin de règne, les rapports entre le régime et la société sont plus complexes que les apparences ne pouvaient le faire croire. La société et le régime sont en mouvement, en partie dans la même direction, et en interaction. Ce n'est pas la séparation totale entre «eux» et «nous», même si tout un chacun connaît sa place — les avantages, les inconvénients et quelques fois les malheurs qui en découlent — dans un univers très hiérarchisé, où le commandement va strictement du haut vers le bas.

La société chinoise, au moins celle des villes, a évolué à la suite des changements induits par l'industrialisation et une certaine modernisation du monde urbain. Le parti, une société complexe en lui-même, n'est pas resté impénétrable aux évolutions de la société, à ses demandes et attentes, à ses sourdes pressions aussi. Il a bougé malgré les inlassables efforts des hauts cadres désirant préserver la séparation entre les dirigeants et les dirigés ; entre



ceux qui doivent maintenir ferme le cap (« prolétarien », ou « maoïste », ou, etc.) et ceux qu'il faut diriger et contrôler (éduquer, contraindre, châtier, parfois cajoler) et surtout ne pas laisser aller à leurs tendances spontanées, dont on sait bien qu'elles ne correspondent pas aux intentions des maîtres du parti. La dynamique d'évolution de la société, comme le mouvement propre du parti, un fragment de la société chinoise en mouvement, conduisent de ce fait à une irrésistible démaoïsation, à la conquête d'un espace de liberté, personnelle, intellectuelle, sexuelle, et d'une initiative économique, tendance accentuée, rendue pressante par l'effet de repoussoir de la RC — mais aussi par l'apprentissage chez les jeunes gardes rouges de zones de libertés involontairement offertes durant la RC dans le contexte de chaos politique, de perte d'autorité et de pouvoir subis par quantité de petits et grands bureaucrates.

La volonté de survie d'un pouvoir moins monolithique que l'unanimité forcée de la fin du maoïsme ne le faisait penser, comme la volonté de vivre, de bouger, de connaître un mieux-être, d'être mieux traité, du peuple chinois, expression d'une extraordinaire vitalité, ont convergé pour donner au chef réformateur, Deng, et à son équipe une marge de manœuvre importante, mais aussi l'obligation d'aller plus loin ; en dépassant les schémas maoïstes auxquels ils ne croyaient plus guère, et, à la limite, sans s'embarrasser d'aucun dogme inscrit dans les tablettes sacrées.

Le double pragmatisme

Dans les années 80, nombre de cadres et une bonne part de la population étaient prêts à tenter une nouvelle expérience qui rompait avec le maoïsme, sans pour autant

rejeter Mao lui-même, sans ressentir non plus de nécessité de baptiser ouvertement ce que l'on faisait : sortir du socialisme réel, entrer dans une forme ou l'autre de capitalisme. Ce n'est pas seulement le parti qui se cache à lui-même sa métamorphose capitaliste pour ne pas admettre son reniement ou effaroucher ceux qui refusent le changement ; c'est la population elle-même, qui s'intéresse moins à « l'aveu » du capitalisme, ou à la discussion sur la nature du capitalisme en gestation ou de tout autre nouveau système à introduire, qu'aux résultats concrets, matériels, immédiats que l'on en obtient. Le pragmatisme du dengisme renvoie et s'appuie sur le pragmatisme de la population — puissamment enraciné dans la vie rurale, et dans des villes encore fortement ruralisées : sur un consentement sans phrase, sans accord explicite, pour bouleverser sans violence le pays, et l'imposer à ceux, encore nombreux qui n'en veulent pas, ou qui en subissent seulement les méfaits (la nouvelle pauvreté, les confins arriérés du pays, etc.). Le mouvement suit d'autant plus sa propre dynamique, celle aussi des poussées et attentes de la population, qu'on ne peut pas parler d'une orientation cohérente et articulée vers le capitalisme, ou même d'une direction vers un capitalisme bien situé, voire d'une place bien définie d'une Chine plus ouverte sur le monde. Le capitalisme qui sort de partout ; la Chine revenue vers le marché mondial ; le monde fortement présent dans la Chine (au point que près de 40 % du commerce extérieur du pays dépend en 1994 d'entreprises à capitaux étrangers, en majorité, il est vrai, des entreprises sino-étrangères) ; tout cela n'implique pas que l'on sache où l'on en est et où l'on va. La Chine qui avance et qui monte est bien un pays en crise et en transition, qui a érigé le pragmatisme et la politique au coup par coup, à l'essai, comme programme général de transformation quitte à générer une crise sociale de grande ampleur.

Mais comment faire autrement avec la société chinoise réelle, et avec une élite provenant encore presque exclusivement du PCC, ou avec un monde extérieur et des règles du capitalisme que l'on est toujours en train d'apprendre, de subir, d'essayer d'utiliser, d'approprier ou de parasiter ?

Le capitalisme chinois se compose pour l'instant d'un petit capitalisme urbain et rural essentiellement familial, 18 millions d'entreprises (à la ville et à la campagne) employant près de 30 millions de personnes. Le capitalisme officiel est celui qui vient du monde extérieur, 170 000 entreprises (en fait souvent sino-étrangères) faisant travailler 6 millions de per-

sonnes, ou encore le capitalisme chinois autochtone légal (officiellement plus de 7 personnes par entreprise) encore bien modeste : 240 000 entreprises utilisant environ 3,5 millions de personnes. C'est significatif, et en fait relativement peu.

Le vrai capitalisme qui monte est logé, plus discrètement mais aussi parfois de manière plus tapageuse, dans une fraction de la nomenklatura — donc parmi les hauts cadres du PCC — qui joue soit la privatisation progressive de l'économie des villes, soit la gestion, voire le parasitisme d'un capitalisme d'Etat : les grandes entreprises commerciales d'import-export, les entreprises d'investissement international (CITIC et autres) qui ont pignon sur rue sont des créations de l'Etat ou des provinces et sont dirigées par des grands commis de l'Etat (ou des régions).

Les tendances futures du capitalisme chinois dépendent des évolutions, intérêts et reclassements qui concernent et agitent la haute nomenklatura, et tout particulièrement les fils (plus rarement les filles) des grands chefs du PCC, ce qu'on appelle « le parti des princes », qui prépare une reconversion complète de la Chine, mais avec des options diverses. L'Etat, qui a toujours joué un rôle considérable dans la vie économique dans le passé (durant l'empire, mais aussi sous le Goumindang, sans parler bien sûr de la période maoïste), a de nombreux partisans, soit sous forme de capitalisme d'Etat, soit d'un capitalisme privé mais sous supervision étatique (voire soumis à son parasitisme), à l'exemple du cas taïwanais qui fascine les hauts dignitaires de la RPC.

Une situation incertaine

Autant dire que si la situation est incertaine, et l'issue du processus en cours bien aléatoire, la RPC est sortie depuis des années de la phase d'autoréforme du système pour entrer dans une étape de décomposition et de préparation peu cohérente et surtout chaotique de l'après-« socialisme d'Etat ». Et cela dans le contexte d'une crise sociale généralisée mais où les mécontentements ne convergent pas pour mettre à bas le régime. Pas encore du moins.

Les mécontents sont de plus en plus nombreux. Parmi les paysans qui après les débuts favorables de la réforme sont maintenant en proie à nombre de difficultés : abus fiscaux, stagnation du niveau de vie, écart croissant entre les prix des produits agricoles et ceux des biens qu'ils achètent. Ils sont de nouveau en retard sur l'évolution du niveau de vie urbain. Mais nombre d'urbains sont eux aussi insatisfaits : les ouvriers d'Etat menacés de perdre leur sta-

tut ; les nouveaux secteurs ouvriers surexploités sans limite (jusqu'à 16 heures de travail par jour parfois 7 jours sur 7). Ces travailleurs multiplient les grèves et actes de protestation et commencent même à créer des structures, encore très embryonnaires, de défense de leurs intérêts, en dehors des syndicats officiels peu actifs, voire se plaçant carrément du côté du patron (il arrive que le patron même dans des joint-ventures soit à la fois le directeur, le secrétaire du parti de l'entreprise, et le chef du syndicat : une sainte trinité redoutable pour les ouvriers). Les intellectuels cherchent toujours une plus grande liberté d'expression, qu'ils conquièrent d'ailleurs péniblement, pas à pas. Mais la tutelle du parti est toujours pesante. La censure jamais très loin et toujours capricieuse. Et même de nombreux petits capitalistes se plaignent des exactions des bureaucrates qui les exploitent, qu'il faut corrompre sans cesse pour survivre, des cadres qui les briment et parfois entravent illégalement leur champ d'action économique. Sans oublier une vaste marginalité sociale comprenant des dizaines millions de paysans vivant illégalement en ville, ou encore un «milieu» chinois, une délinquance, voire un gangstérisme en plein développement ; ou les exclus du système : la nouvelle pauvreté en ville et surtout dans les campagnes éloignées et arriérées. Pas étonnant alors que la Chine qui avance vite, et s'affirme de plus en plus sur la scène internationale, soit aussi une nation envahie et menacée par une vaste crise sociale, cinq ans après l'explosion étudiante et populaire de Tiananmen.

La fin de règne de Deng a ainsi l'allure d'une fin de régime qui peut soit disparaître, soit va réussir, si le pouvoir est capable de nouvelles initiatives, l'exploit peu banal de parachever la mutation du système et de la société : de passer d'un système à l'autre, d'opérer une reconversion d'une élite à l'autre ; tâches redoutables, considérables, à tout le moins. En tout cas, le pays est à un tournant qui ne consiste pas seulement à choisir un successeur à Deng Xiaoping, besogne en elle-même complexe et bien incertaine. D'une façon ou d'une autre, le «socialisme d'Etat» chinois, le faux socialisme est moribond, ce qui ne veut pas dire que ce qui viendra après, «la vie après la mort» comme disent les Russes, soit évident.

Sauf implosion et régression générale, ce qui s'annonce a beaucoup à voir avec une forme au l'autre de capitalisme qui devra négocier avec les données du long

passé chinois, et tenir compte de la place traditionnellement prééminente de l'Etat et du fonctionnaire-mandarin, ancien ou moderne (le cadre du parti).

Les limites du modèle chinois

On mesure mieux ce qui est spécifique au cas chinois, mais aussi ce qui fascine nombre de pays et d'observateurs, voire ce qui attire les quelques «socialismes réels» (dont Cuba) qui s'efforcent de survivre en copiant certaines leçons du pays-continent chinois. Le ressort profond du changement en Chine est le même que celui qui s'exerce partout dans le dit socialisme réel : c'est une défaite dans la compétition avec le capitalisme occidental. Le système est battu en rase campagne dans une course-



poursuite que les pays de l'Est ont de leurs propres chefs entrepris de mener et de gagner. Et donc aussi de perdre : la défaite est là.

Le «socialisme d'Etat» bureaucratique ne pouvait vaincre. L'échec est consommé. Mais les rythmes, la vitesse et l'ampleur de la défaite sont liés à des facteurs plus «locaux», plus nationaux. On a dit plus haut ce qu'il en était de la Chine. Sans la RC, le socialisme chinois pouvait poursuivre quelque temps sa route, et essayer sur une certaine durée le projet réformiste, un socialisme réel assoupli, qu'un Chen Yun proposait depuis les années 1950, qu'un Deng Xiaoping ou un Liu Shaoqi commençaient à mettre en pratique après le «grand bond en avant».

La crise de légitimité engendrée ou mise à vif par la RC en a décidé autrement. Le «socialisme chinois» ne fait pas, ou plus, exception à la règle générale : il se dirige vers sa disparition. Faute de prétendant sérieux à la succession du régime,

c'est le pouvoir en place, pratiquement toutes ses composantes réunies, qui tente d'organiser sa propre reconversion. Tout en étant hanté par la crainte d'une explosion sociale, et tarabulé par le sentiment de son illégitimité : la bureaucratie du socialisme d'Etat fondée sur un étatisme anticapitaliste n'est certainement pas l'instrument le plus apte ni le meilleur candidat à la gestion d'un capitalisme. Même si dans une continuité chinoise, l'Etat et ses «serviteurs» sont destinés à exercer, longtemps encore peut-être, des prérogatives considérables, une véritable tutelle sur le capitalisme chinois en voie de constitution, créant ainsi une variété zoologique nouvelle. Modèle imparfait, mais modèle quand même, de gestion d'une transition d'un système à l'autre, la Chine sous la direction du PCC n'apporte rien d'original et de crédible pour assurer la survie du socialisme réel en tant que tel.

C'est d'ailleurs, à quelques exceptions près, le cadet de ses soucis. Muter et survivre comme régime, se reconvertir comme élite dirigeante, c'est déjà un exploit remarquable. Et qui n'est pas encore accompli. De façon moins directement intéressée, c'est de la prospérité et de la grandeur de la Chine qu'il est question. C'est là que se situe le véritable test pour le pouvoir ; le défi qu'il essaie de relever.

Et si les 15 dernières années parlent en sa faveur à cet égard, au point de faire oublier, pour l'instant, la meurtrière répression de 1989, les considérables problèmes sociaux et économiques, voire moraux ou écologiques, qui s'accumulent rendent toujours bien incertain le verdict final. Mais il n'y pas de doute à avoir sur les attentes. Ce que la Chine vise, toutes les élites confondues et une bonne part du peuple sans doute avec elles, c'est une revanche contre les humiliations du passé moderne, et le retour du pays à un statut de puissance, de prospérité matérielle, qui en imposent au monde, et qui soient digne de la majesté et des gloires passées de la civilisation chinoise.

Le socialisme est loin de tout cela, loin des pensées. Et il reste à voir si le succès escompté enfin atteint (quand ?), une Chine forte et sûre d'elle-même sera attentive et bienveillante à l'égard de son environnement extérieur. Mais ça c'est une autre histoire, pour un autre temps. ★

Octobre 1994

La nouvelle guerre

Les conséquences sociales de la réforme macro-économique appliquée au Vietnam depuis le milieu des années 80 ont été dévastatrices. Des cliniques et des hôpitaux ont été fermés, la famine a fait éruption, affectant plus d'un quart de la population du pays. Trois quart de million d'enfant ont été exclus du système scolaire. Il y a eu la résurgence des maladies infectieuses ce qui a triplé le nombre de morts de la malaria durant les quatre premières années de la mise en œuvre de la réforme. Quatre milles (sur un total de 12 000) entreprises publiques ont fait faillite, plus d'un million de travailleurs et quelques 200 000 employés publics incluant dix milles enseignants et personnel de la santé ont perdu leurs postes de travail.

L'accord conclu à Paris en 1993, dont l'objectif est de forcer le Vietnam à rembourser des frais de guerre à Washington, oblige Hanoi à reconnaître la dette multilatérale du défunt régime de Saigon du général Thieu comme condition préalable aux crédits français et à la levée de l'embargo américain.

Les réussites des luttes antérieures et les aspirations de la population entière sont remis en cause et effacés : sans bombes, sans napalm, sans les toxiques chimiques. Une nouvelle phase de destruction économique et social (plutôt que physique) se déroule.

les soi-disants outils de la politique macro-économique (sous les conseils des institutions de Bretton Woods) constituent le contrecoup de la guerre du Vietnam et un instrument, formellement non-violent, de recolonisation et d'appauvrissement affectant les moyens d'existence de millions de personnes.

Michel CHOSSUDOVSKY

La dévastation laissée par la guerre du Vietnam a créé dès le départ une atmosphère d'impuissance et d'inertie politique. La guerre civile qui éclata au Cambodge ensuite alimentée par le soutien officieux de Washington aux forces de Pol Pot après



1979, et l'invasion de la Chine sur la frontière nord ont encore retardé la reconstruction de l'économie civile.

Avec la réunification deux systèmes socio-économiques divergents furent réunis: les réformes dans le sud furent appliquées en suivant strictement la ligne dictée par le comité central en se souciant peu des forces sociales en présence: le petit commerce à Ho Chi Minh ville fut supprimé tandis qu'un processus actif de collectivisation était mis en œuvre dans le delta du Mekong, rencontrant une forte opposition de la moyenne paysannerie. La répression politique n'affecta pas seulement les secteurs de la société qui avaient des liens avec le régime de Saigon mais aussi beaucoup de ceux qui s'étaient opposés au général Thieu. Entre temps, l'environnement international avait changé: les transformations du système global du marché et l'effondrement du bloc soviétique qui était le principal partenaire commercial du Vietnam ont entraîné une situation de désorganisation de l'économie nationale ainsi qu'un vide politique dans le processus de formulation d'un projet national. De profondes divisions et des changements à l'intérieur du parti communiste se sont déroulés dès le début des années 80. Aujourd'hui, après plus de 50 ans de lutte contre l'occupation étrangère, l'histoire de la guerre du Vietnam est en train d'être prudemment réécrite: le néolibéralisme

constitue (avec le soutien technique des institutions de Bretton Woods) la doctrine officielle du Parti communiste. Bureaucrates et intellectuels sont appelés à soutenir sans réserve le nouveau dogme au nom du socialisme.

Réécrire l'histoire

Avec l'adoption en 1986 de «Rénovation» («Doi moi») les références au rôle brutal de l'Amérique dans la guerre sont de plus en plus considérées comme mal venues. La direction du Parti communiste a récemment souligné le «rôle historique» des Etats-Unis dans la libération du Vietnam des forces d'occupation japonaises en 1945. Les symboles de la période américaine reviennent petit à petit dans les rues de Saigon.

Au «Musée des crimes de guerre américains» maintenant rebaptisé «Maison d'exposition des crimes de guerre», on peut acheter au magasin de souvenirs une maquette d'avion de guerre léger utilisé par l'US Air force pour les bombardements, avec un logo Coca Cola imprimé sur son fuselage, ainsi qu'un vaste choix de manuels sur l'investissement étranger et la réforme macro-économique. Pas un seul texte sur l'histoire de la guerre n'est en vue. A l'extérieur du musée, la frénésie d'une économie de consommation à ses débuts contraste fortement avec la misère

des enfants des rues, des mendiants, des vélos-taxis, dont beaucoup étaient des vétérans de la guerre à la libération de Saïgon en 1975. Quelle relation entre les crimes de guerre et la politique macro-économique ? Aucune à première vue du moins.

L'image stylisée décrite dans beaucoup de médias occidentaux est que le mécanisme de marché « libre » a catapulté le Vietnam dans statut d'un futur « tigre asiatique ». Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité: les réformes économiques lancées en 1986 sous la direction des institutions de Bretton Woods ont initié dans la période brutale de l'après guerre une nouvelle phase historique de dévastation sociale et économique. La réforme macro-économique a conduit à l'appauvrissement du peuple vietnamien, frappant simultanément tous les secteurs de l'activité économique.

La première étape en 1984-1985 (avant le lancement formel de « Doi moi » par le 6ème congrès du parti) a consisté à écraser la monnaie vietnamienne. L'inflation et la dollarisation des prix domestiques furent mis en oeuvre par des dévaluations répétées qui rappelaient l'effondrement spectaculaire de la piastre en 1973 sous le régime de Saïgon, l'année suivant l'accord de Paris et le « retrait » formel des troupes de combat américaines. Aujourd'hui le Vietnam est une fois de plus inondé de billets verts, qui ont largement remplacé le Dong vietnamien. Alors que le FMI surveille de près les émissions monétaires de la Banque centrale du Vietnam, la Réserve fédérale américaine a de facto pris en charge la responsabilité d'émettre la monnaie (c'est-à-dire une opération de crédit massive) pour l'ancien ennemi de l'Amérique.

L'illusion de « progrès économique » et de prospérité décrite dans la presse occidentale est basée sur la croissance rapide de petites mais très visibles « poches » de consommation de style occidental, largement concentrés à Saïgon. Les dures réalités sociales et économiques sont différentes : les prix de la nourriture qui augmentent très vite, les famines au niveau local les licenciements de travailleurs citadins et de fonctionnaires, la destruction des programmes sociaux du Vietnam.

Le remboursement des « mauvaises dettes »

Le Vietnam n'a jamais reçu de réparations de guerre, et pourtant Hanoi a été obligé (comme condition pour la « normalisation » des relations économiques et la levée de l'embargo américain en février 1974) de payer les dettes multilatérales

contractées par le régime de Saïgon soutenu par les Américains. A la conférence qui s'est tenue à Paris en 1993 un total de 1,86 milliards de dollars en prêts et aides fut généreusement accordé en soutien aux réformes de marché au Vietnam ; mais immédiatement après la conférence une autre réunion s'est tenue, cette fois-ci derrière des portes fermées, avec le Club de Paris des créanciers officiels. A l'ordre du jour : le rééchelonnement des « mauvaises dettes » contractées par le régime de Saïgon avant 1975. Qui donne le feu vert à qui ? Le FMI a donné son approbation aux réformes économiques du Vietnam avant la conférence de Paris. Cependant se sont les résultats des réunions du Club de Paris qui ont été décisives pour fournir « le feu vert à Washington ». C'est seulement après la levée officielle de l'embargo que le déblocage des crédits multilatéraux et bilatéraux fut autorisé.

Le remboursement des arriérés de 140 millions de dollars (dûs par Saïgon) au FMI fut aussi exigé pour l'obtention des crédits. A cette effet le Japon et la France (les anciens maîtres coloniaux du Vietnam à l'époque de Vichy) ont formé un soi-disant comité des « Amis du Vietnam » pour prêter à Hanoi l'argent nécessaire au remboursement du FMI.

En reconnaissant pleinement la légitimité de ces dettes, Hanoi avait en fait accepté de rembourser des prêts qui avaient été utilisés pour soutenir l'effort de guerre américain. Ironiquement, ces négociations se déroulèrent avec la participation d'un ancien ministre des finances du gouvernement du Sud du Vietnam. c'est-à-dire le gouvernement militaire du général Duong Van Minh qui avait été mis en place par la mission militaire américaine en 1963 après l'assassinat du président Diem et de son jeune frère. Le Docteur Nguyen Xian Oanh (un économiste éminent qui se trouvait être aussi un ancien membre du personnel du FMI) occupe maintenant la position de conseiller économique auprès du premier ministre Vo Van Kiet. (Oanh avait travaillé avec Kiet depuis le début des années 80 quand celui-ci était secrétaire du Parti communiste à Ho Chi Minh ville).

La destruction de l'économie

A travers le mécanisme apparemment inoffensif du marché libre (et sans besoin de guerre et de destruction physique) les réformes ont contribué à une démobilisation massive de la capacité de production; plus de cinq mille sur les 12.300 entreprises d'Etat ont été fermées ou conduites à la faillite. Ce processus a été encore



aggravé par l'effondrement du commerce avec les pays du bloc socialiste. Des lois sur la liquidation des entreprises d'Etat furent adoptées en 1990, menant à une « réduction » supplémentaire de la base industrielle à travers la restructuration des entreprises restantes... Plus d'un million de travailleurs et quelques cent trente six mille employés du secteur public (dont une majorité de travailleurs de la santé et de professeurs) avaient été licenciés à la fin de 1992. Le but du gouvernement selon la décision n°111 est de licencier encore cent mille ouvriers d'ici la fin de 1994 en réduisant de 20 % la taille du secteur public. De plus, avec le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge, environ cinq cent mille soldats furent démobilisés et deux cent cinquante mille travailleurs sont rentrés de l'Europe de l'Est et du Moyen Orient avec peu de perspectives d'emploi.

Selon les données de la BM, la croissance de l'emploi dans le secteur privé a été très insuffisante par rapport au nombre des nouveaux arrivants sur le marché du travail. Avec des prix qui montent en flèche, les gains réels de ceux qui ont encore un emploi ont chuté de façon catastrophique : incapables de survivre avec des salaires gouvernementaux de 15 dollars par mois, une série « d'activités de survie » y compris le trafic, se sont développés chez les employés de l'Etat, amenant à un taux d'absentéisme élevé et la paralysie de fait de tout l'appareil administratif. A l'exception des joint-ventures où le salaire minimum recommandé a été fixé à 30-35 dollars par mois, il n'y a pas de salaire minimum ni de directives concernant l'ajustement ou l'indexation des salaires. « La politique de marché libre du Parti est que le marché du travail doit aussi être libre ».

Alors que beaucoup des entreprises d'Etat étaient « non-rentables » et « non-compétitives » selon les critères occidentaux, leur liquidation a été orchestrée par une manipulation délibérée des forces du marché : la restructuration du système bancaire de l'Etat et des institutions financières (y compris l'élimination des coopératives de crédit au niveau communal) ont conduit au « gel » de tout crédit à moyen et

long terme pour les producteurs domestiques. Seul le crédit à court terme peut être obtenu et à un taux d'intérêt de 35 % (1994). De plus selon les termes de l'accord avec le FMI, l'Etat n'a pas le droit de soutenir financièrement l'économie nationalisée ni le secteur privé.

La destruction de l'économie d'Etat a été aussi engendrée par un système de taxes hautement discriminatoire : alors que les entreprises d'Etat continuent à payer, sans subsides ni crédits d'Etat, la taxe de retenue sur le profit de 40 à 50 % héritée du système de planification, l'investisseur étranger (y compris toutes les joint-ventures) bénéficient de généreuses exemptions. De plus, la taxe de retenue sur le profit n'est plus prélevée de façon régulière dans le secteur privé.

L'ordre du jour secret des réformes est de déstabiliser la base industrielle du Vietnam : l'industrie lourde, le pétrole et le gaz, les mines, le ciment et la production d'acier doivent être organisés et pris en charge par le capital étranger avec les conglomérats japonais qui jouent un rôle décisif et dominant. Les entreprises d'Etat les plus rentables seront transmises à des joint-ventures. La direction ne se soucie pas de renforcer et de préserver sa base industrielle, ou de développer une économie capitaliste contrôlée par des «nationaux».

Le point de vue dominant dans la «communauté des donateurs» est qu'une réduction de l'économie d'Etat est nécessaire pour «faire de la place» au développement spontané d'un secteur privé vietnamien. L'investissement d'Etat est censé dans ce contexte «encombrer» la formation du capital privé. Pourtant il est évident que les réformes, non seulement démobilisent l'économie d'Etat, mais empêchent aussi une transition vers le capitalisme de marché.

De plus, il n'y a pas pour le moment de classe entrepreneuriale développée extérieure à l'économie d'Etat. La relative faiblesse des groupes d'affaires au Vietnam combinée avec le gel du crédit et la quasi-absence de soutien de l'Etat tendent à étouffer le développement d'un secteur privé domestique de l'économie. Tandis que des incitatifs symboliques sont offerts aux Viet Kieu («Vietnamiens d'outre-mer»), une grande partie de la «diaspora vietnamienne», y compris les réfugiés de la guerre du Vietnam et les «Boat People», possède peu en termes de ressources financières ou d'épargne. A quelques exceptions près, leurs activités sont largement concentrées dans le commerce et les services.

Un exemple frappant des réformes concerne le sort de l'industrie sidérurgique

vietnamienne. Environ huit millions de tonnes de bombes et une énorme quantité de matériel militaire abandonné ont fourni à l'industrie lourde du Vietnam un approvisionnement important en matière première. Cependant, la seule contribution tangible de l'Amérique à la reconstruction est en train d'être remise en cause : avec la politique de la «porte ouverte», de grandes quantités de ferraille sont librement «réexportées» (à des prix très inférieurs au cours mondial). Pendant ce temps les cinq principales aciéries du Vietnam tournent au ralenti, par manque de matière première (sans parler de l'interdiction faite aux entreprises d'Etat d'importer de la ferraille), un conglomérat japonais comprenant Kyoei, Mitsui et Itochu a établi une aciérie moderne en joint-venture, qui réimportera la ferraille au Vietnam (aux prix du marché mondial).

L'exclusion des producteurs domestiques

Par le biais de la manipulation délibérée des forces du marché, les producteurs domestiques sont littéralement exclus de leur propre marché, même dans des domaines où on considère qu'ils ont un certain avantage. Avec la levée des barrières douanières, une grande partie de l'industrie légère est déplacée par un influx massif de marchandises importées. Depuis 1986, les maigres ressources du commerce extérieur du pays sont allouées presque exclusivement à l'importation de marchandises de consommation, créant un vide de capital disponible pour l'équipement de l'industrie domestique. Les réformes permettent aux entreprises d'Etat ayant un rapport avec l'exportation d'utiliser librement leurs gains en devises pour importer des marchandises de consommation.

Un réseau est ainsi établi entre les directeurs des entreprises d'Etat faisant de l'import-export, les bureaucrates locaux et les marchands privés. Les recettes en devises sont gaspillées et de grandes quantités d'argent sont détournées. Avec la réforme du marché, beaucoup d'entreprises d'Etat échappent au contrôle de l'Etat et sont impliquées dans diverses activités illicites. Avec la levée du soutien du budget de l'Etat et le gel du crédit, les activités productives sont abandonnées.

Dans les nouveaux secteurs de l'industrie légère et de la fabrication encouragés par la politique de «porte ouverte», le marché interne est hors de portée pour les compagnies vietnamiennes. Des producteurs de vêtements employant de la main d'oeuvre à bon marché, impliqués dans

des joint-ventures ou des accords de sous-traitance avec du capital étranger exportent la totalité de leur production. Par contre le marché vietnamien est alimenté par des vêtements d'occasion importés et des rejets d'usine venant de Hong Kong, ce qui entraîne le chômage des tailleurs et des petits producteurs locaux. (Le prix des vêtements d'occasion achetés dans les pays développés est de 80 dollars la tonne.)

L'asphyxie du commerce

Les réformes ont encouragé la «balkanisation économique» des régions, qui sont intégrées séparément dans le commerce mondial.

la dérégulation de l'industrie du transport a entraîné des hausses de prix importantes. Cependant la tendance est à une faillite des compagnies de transport d'Etat, remplacées par des joint-ventures.

Les canaux du commerce intérieur sont aussi minés par des hausses périodiques des prix du carburant et par les taxes (imposées par la Banque mondiale) qui ont l'effet d'un «droit de péage interne» sur les mouvements de marchandises du marché domestique. Les prix excessivement élevés de l'essence et du diesel, ainsi que les nombreux péages se répercutent sur le prix des marchandises locales, à l'avantage des marchandises importées.

De plus, avec le gel des transferts de budget du gouvernement central vers les autorités provinciales et locales recommandé par la Banque mondiale, ces autorités sont de plus en plus «libres» d'établir leurs propres investissements et relations commerciales avec les compagnies étrangères, au détriment du commerce intérieur. Les provinces négocient de nombreux accords commerciaux, y compris des concessions de terrains aux investisseurs étrangers, ce qui leur permet, dans un contexte de déréglementation, de piller les ressources forestières. Ces accords constituent souvent le seul moyen qu'ont les gouvernements locaux et provinciaux de couvrir leurs dépenses, y compris les salaires des fonctionnaires, à cause de la crise du budget de l'Etat.

Dans un contexte où les salaires des employés du service public sont très bas, la coopération et les liens avec les joint-ventures constituent un moyen d'obtenir des «suppléments» de salaire sous forme d'indemnités diverses. Ces dernières, payées en devises, permettent aux investisseurs étrangers de s'assurer de la collaboration de cadres professionnels ainsi que de fonctionnaires et bureaucrates locaux. L'Etat est en faillite et incapable (selon les clauses de ses accords avec ses créanciers)

de rémunérer ses fonctionnaires. Les entreprises étrangères et les «organisations d'aide», non seulement s'approprient les ressources humaines des unités de recherche et des services gouvernementaux, mais elles deviennent la principale source de revenus des hauts et moyens fonctionnaires impliqués dans la gestion de l'investissement étranger et le commerce extérieur.

Les réformes placent les finances de l'Etat dans un carcan. La Banque centrale ne peut augmenter la masse monétaire ou émettre de la monnaie qu'avec l'accord du FMI. Il n'est pas permis non plus de financer ou d'accorder des crédits aux entreprises d'Etat, qui se retrouvent acculées à la faillite. Cette faillite entraîne à son tour une chute des revenus de l'impôt, qui se répercute sur les finances de l'Etat.

La situation est la même en ce qui concerne les banques d'Etat. Elles sont touchées par la diminution des dépôts de Dong de la part (qui préfère épargner des dollars), sans parler de la perte des subsides de l'Etat, des contraintes strictes de réserves etc.

L'effondrement du capital d'Etat

Les réformes ont induit un effondrement significatif de l'investissement public. Depuis 1985, la part de dépenses du gouvernement dans le PIB a chuté de 63 %, de 8,2 % à 3,1 % du PIB tandis que dans l'agriculture la chute était encore plus importante (90 %), de 1 % à 0,1 %. Dans l'industrie et la construction, les dépenses sont passées de 2,7 % à 0,1 % du PIB.

De nouvelles règles concernant les dépenses d'investissement ont été établies sur la base des accords de prêts négociés avec les institutions de Bretton Woods. Des plafonds précis ont été mis à toutes les dépenses, avec licenciement des employés du secteur public, gel des subventions à l'éducation et à la santé, etc. L'objectif est de réduire le déficit du budget. En d'autres mots, l'Etat n'a plus le droit de mobiliser ses propres ressources pour la construction de l'infrastructure publique, routes, hôpitaux, etc. Donc, non seulement les créanciers deviennent les «courtiers» de tous les projets d'investissements publics importants, mais ils décident aussi dans le contexte du «Programme d'Investissement Public» (PIP), mis en place sous les auspices de la Banque Mondiale, quel type d'infrastructure publique convient le mieux au Vietnam, et ce qui doit ou non être financé par la «communauté des donateurs». Cela va sans dire, le processus de financement crée des dettes qui renforcent la main-mise des créanciers sur la

politique de réforme économique.

Cette supervision ne s'applique pas seulement à l'investissement public, elle affecte la nature des dépenses publiques et fixe les priorités d'investissement. Elle exige aussi le désengagement et la privatisation de la plupart des entreprises d'Etat liées à l'infrastructure et aux secteurs statistiques de l'économie.

Réintégration dans l'empire japonais

La tendance est à une réintégration du Vietnam dans la sphère d'influence japonaise, une situation qui rappelle la deuxième guerre mondiale, quand le Vietnam faisait partie de la «Sphère de co-prospérité de l'Est-asiatique» du Japon. Cette position dominante du capital japonais s'explique par le contrôle de plus de 80 % des prêts destinés aux projets d'investissement et d'infrastructure. Ces prêts passant par l'OECE du Japon ainsi que par la Banque de développement asiatique (ADB) appuient l'expansion grandes compagnies commerciales japonaises et des transnationales.

Avec la levée de l'embargo en février 1994, le capital américain se rue pour restaurer sa position dans une zone de hauts profits en termes d'investissement et de commerce dominée par le Japon et dans une moindre mesure par l'Union Européenne. Les Japonais ont non seulement une longueur d'avance dans le domaine des investissements-clés, mais ils contrôlent aussi la plus grande part du crédit à long terme du Vietnam. Des confrontations entre Washington et Tokyo sont prévisibles si les compagnies américaines transnationales tentent de retrouver la position qu'elles occupaient au Sud-Vietnam avant 1975. Les Coréens et les Chinois de Hong-Kong sont aussi entrés dans le jeu. Mais il existe une démarcation claire: ils se concentrent sur la fabrication et l'exportation, alors que les grands projets d'exploitation des ressources naturelles comme le gaz ou le pétrole sont entre les mains de conglomérats japonais ou européens.

Il faut noter que le Japon contrôle aussi une grande partie des prêts utilisés pour financer les importations de consommation. Cette frénésie de consommation de produits d'origine japonaise est largement appuyée sur de l'argent emprunté injecté sous forme de centaines de millions de dollars de soi-disant «prêts rapides» offerts par le Japon et les banques multilatérales, y compris la Banque de développement asiatique, la Banque Mondiale et le FMI. Ces prêts, qui dans le jargon officiel sont censés être une aide à la balance des paiements, sont explicitement destinés



à des importations de biens de consommation, ce qui accélère le déluge de marchandises tout en contribuant à gonfler la dette extérieure.

A l'exception d'un petit nombre de grosses entreprises d'Etat (et celles impliquées dans l'importation), les réformes contribuent à démobiliser des secteurs entiers de l'économie nationale: le seul moyen de «survie» pour une entreprise nationale est de rentrer dans les affaires d'importation ou d'établir un joint-venture dans laquelle le partenaire étranger a accès au crédit (en devises) et au contrôle sur la technologie, les prix et la répartition des profits. De plus, tout le système commercial international est envahi par la corruption (depuis les plus bas échelons jusqu'aux hauts fonctionnaires) et les pots de vin des entrepreneurs étrangers.

La crise économique n'a pas signifié, cependant, une chute parallèle du taux de croissance officiel (PIB). Ce dernier a augmenté en grande part à cause de la réorientation rapide de l'économie en direction du commerce étranger (développement du pétrole et du gaz, des ressources naturelles, fabrication par une main d'oeuvre à bon marché). Malgré la vague de faillites et la compression du marché intérieur, il y a eu une croissance significative dans les nouvelles joint-ventures orientées vers l'exportation. A son tour, l'afflux «artificiel» de marchandises importées a conduit à une augmentation du secteur commercial et sa participation au PIB.

La croissance économique est alimentée par la dette. le poids du service de la dette a plus que décuplé depuis 1986, il a encore été aggravé par l'accord du gouvernement avec le club de Paris en 1993 reconnaissant les dettes du défunt régime de Saïgon.

La famine

L'adoption d'un «système de contrat agricole» plus flexible dans les premières réformes de 1981 pour soutenir la production domestique avait été bien accueillie par la population rurale. Mais la seconde vague de réformes adoptées depuis 1986 dans le secteur de l'agriculture a contribué

à l'appauvrissement de larges secteurs de cette population. Sous la houlette de la Banque Mondiale et de la FAO, les autorités ont abrogé la politique d'"auto-suffisance alimentaire au niveau local" qui était destinée à éviter le développement de pénuries régionales. Dans les régions de montagne du centre du Vietnam, les agriculteurs ont été encouragés à se spécialiser «selon leurs capacités régionales», c'est à dire à abandonner l'agriculture vivrière et à se reconverter dans les productions «à haut rendement» pour l'exportation. Les récoltes excédentaires de café, de noix de cajou et de coton combinées à la chute des cours mondiaux et au prix élevé des produits nécessaires à l'agriculture, importés, ont provoqué des famines localisées. Ironiquement, le passage aux productions agricoles pour l'exportation a aussi eu pour conséquence un net déclin des gains du commerce extérieur parce que de grosses quantités de denrées agricoles ont été vendues par des entreprises commerciales d'Etat avec des pertes substantielles.

«Nous mobilisons les paysans pour qu'ils produisent du coton et du cassave, mais ils ne peuvent pas faire de bénéfices à l'exportation parce que le cours international a baissé (...) Ce qui oblige les compagnies d'Etat à exporter à perte. Ils arrivent cependant à compenser ces pertes en utilisant les procédés d'échange extérieur pour importer des biens de consommation. Ils font aussi de gros profits en augmentant les prix des engrais importés (...).»

En d'autres mots, les compagnies d'exportation d'Etat, bien qu'elles présentent des comptes positifs, génèrent en fait des dettes. Dans beaucoup de zones ayant un déficit alimentaire, les récoltes industrielles des paysans, qui ont abandonné les récoltes vivrières, restent invendues en raison de l'excédent qui caractérise le marché mondial. Le résultat, c'est la famine, car les paysans ne peuvent ni vendre leurs récoltes industrielles ni produire de la nourriture pour leur propre consommation... On retrouve une situation similaire dans les entreprises d'Etat qui s'occupent du commerce du riz. Celles-ci préfèrent exporter à perte plutôt que de vendre sur le marché intérieur. Avec la déréglementation complète du marché du grain et les ventes entre les mains de marchands privés, les prix domestiques sont montés en flèche, surtout dans les zones de déficit alimentaire, alors que le riz est exporté sous le cours mondial, des pénuries importantes se sont développées dans des régions où la production vivrière a été abandonnée au profit de la spécialisation. En 1994 par exemple, les autorités ont admis l'existence d'une famine dans la province de Lai Cai à la frontière chinoise, touchant plus

de 50 000 personnes. Pendant que la pénurie s'installait, sans qu'aucun secours ne soit fourni, deux millions de tonnes de riz restaient invendues dans le Delta du Mékong par suite de l'effondrement des compagnies d'Etat commercialisant le riz.

La famine n'est pas limitée aux zones de pénurie, elle frappe toutes les régions, y compris les zones urbaines. Dans les villes, la dévaluation du dong ainsi que la fin des subventions et du contrôle des prix ont conduit à une hausse très importante du riz et des autres denrées de base. La désindexation des prix et le chômage urbain massif ont eu un impact important sur la consommation de nourriture et sur le statut nutritionnel des enfants dans les villes.

L'agro-alimentaire international

La politique générale céréalière du gouvernement correspond largement aux intérêts de l'agro-business international: abandon du riz pour diverses cultures (citrons, maïs hybride, noix de cajou) encouragé même dans des régions hautement favorables à la culture du riz, comme le Delta du Mékong. Dans la province de Dong Nai au sud, par exemple, on encourage les paysans à abandonner le riz, des semences de maïs hybride sont achetées à une filiale de Cargill (un conglomérat céréaliériste international) avec des prêts à court terme financés par la Banque d'Etat de l'agriculture. Le maïs produit est ensuite «racheté» par Prononco, une joint-venture agro-alimentaire française qui exporte et vend de la nourriture pour animaux sur le marché intérieur pour produire de la viande pour Hong Kong et Taïwan... Le crédit à court terme n'est disponible que pour certaines productions commerciales avec des périodes de prêt (moins de 180 jours) inférieures à la durée de production et de commercialisation de la denrée.

Une augmentation impressionnante de la production de riz a eu lieu en 1987-1989 et en 1992, ce qui a permis au Vietnam de passer d'une situation d'importateur à celle d'exportateur de riz. Cette tendance s'est dessinée sans augmentation des surfaces consacrées à la production de riz. Elle était le résultat de l'utilisation de nouvelles variétés et de l'augmentation de l'utilisation d'engrais et de pesticides entraînant des coûts beaucoup plus élevés pour le petit paysan. Le gouvernement a cessé de fournir les produits, les entreprises d'Etat produisant des pesticides ont fermé. Une quantité de plus en plus importante de produits pour l'agriculture sont importés: *«Notre productivité a augmenté mais notre revenu n'a pas augmenté. Nous*

devons payer pour les nouvelles espèces de graines et les pesticides, l'engrais et les transports ont augmenté. Si les coûts continuent à augmenter, nous ne pourrions plus continuer. L'emploi à l'extérieur de la ferme est essentiel, y compris l'artisanat et le travail en ville. L'agriculture ne rapporte pas assez.»

Largement centrée dans le delta du Mékong, cette production de riz et l'augmentation correspondante des exportations a conduit aussi à une concentration des terres, dans le delta de la Rivière Rouge, les petits paysans payent des royalties à l'Institut international de la recherche sur le riz (IRRI), soutenu par la Banque mondiale et la Fondation Rockefeller, pour une nouvelle variété de riz produite dans les laboratoires locaux. Les instituts de recherche agricole dont les fonds ont été coupés par l'Etat, sont entrés dans les affaires lucratives de développement et de production de graines.

L'expansion de la production de riz a cependant atteint une limite: le retrait du soutien de l'Etat en matière d'infrastructure d'irrigation, de conservation de l'eau, et de maintenance depuis 1987 affecteront les futures productions. L'irrigation à grande échelle et le drainage ont été négligés: la Banque mondiale recommande de couvrir les coûts et de commercialiser les ressources en eau tout en reconnaissant que les agriculteurs hors du delta du Mékong sont trop pauvres pour supporter l'augmentation des frais d'irrigation. *«Le risque d'inondations à répétition et de sécheresse a aussi augmenté en raison de l'effondrement des entreprises d'Etat responsables des opérations de maintenance. Une situation similaire existe dans les services de soutien et d'extension de l'agriculture»*

L'apport en semences, engrais, crédit, services vétérinaires, machines etc, était une fonction principalement gouvernementale jusqu'à la fin des années 80. Ce système, bien que toujours en vigueur sur le papier n'existe plus en raison du retour à l'exploitation familiale, du manque de crédits et de la chute des salaires réels des fonctionnaires due à l'inflation. Ces services concernant une production commercialisable ont été semi-privatisés avec quelque succès, et les autres ne fonctionnent quasiment plus. Un grand nombre d'employés survivent grâce au trafic et huit mille diplômés des écoles agro-techniques sont au chômage.

La concentration des terres

La tendance est à une crise majeure de la production, une polarisation sociale accrue dans les campagnes et une plus

grande concentration de la propriété terrienne. Des secteurs importants de la population dans les régions de la rivière Rouge et du Mékong sont forcés de partir, des famines se sont produites dans des régions à production excédentaire de riz. La nouvelle loi votée par l'Assemblée nationale en octobre 1993 a été élaborée avec l'aide des services juridiques de la Banque mondiale. Des séminaires de la Banque mondiale furent organisés autour des implications de la nouvelle loi agraire:

«Les experts étrangers pensent que la Loi agraire convient à nos conditions particulières: si les paysans manquent de capital ou de ressources, ils peuvent "transférer la terre" ou ils peuvent aller en ville. Le manque de terre n'est pas la cause de la pauvreté, les pauvres manquent d'instruction, d'expérience et ils ont trop d'enfants.»

Selon la loi, les terres agricoles peuvent être librement transférées (c'est-à-dire vendues) ou hypothéquées (officiellement seulement par le système bancaire d'Etat, mais en réalité par des prêteurs privés également). La terre peut être «transférée» ou vendue si les prêts ne sont pas remboursés.

La conséquence, en particulier au sud, c'est la réémergence de l'usure et du métayage ramenant les paysans à l'époque des luttes pour la terre et le crédit menées à la fin de la période coloniale française. Dans le sud, la concentration des terres est déjà avancée, marquée par le développement de moyennes et grandes exploitations (y compris des joint-ventures à capital étranger). Les fermes d'Etat sont systématiquement transformées en joint-ventures.

Les paysans sans terre, qui constituent une part de plus en plus importante de la population rurale, sont obligés d'aller chercher un emploi dans les villes ou des travaux saisonniers chez les riches exploitants. Les salaires dans la région du Delta de la Rivière Rouge sont de l'ordre de 50 cents par jour. Alors que la spoliation des petits paysans n'en est qu'à ses débuts au nord du Vietnam, la nouvelle loi agraire ouvre la voie à l'appropriation de vastes zones agricoles par des marchands urbains et des prêteurs.

Il est nécessaire de mentionner que les politiques agricoles du défunt régime de Saïgon du général Thieu refont surface. Dans le sud, les titres de propriété de la terre accordés par les programmes d'«aide» américains en 1973 comme moyen de pacification des zones rurales sont pleinement reconnus par les autorités. Par contre, des milliers de paysans qui avaient quitté leurs villages pour combattre aux côtés des forces de libération sont aujourd'hui sans droit légal à une

terre. On peut rappeler que ce programme américain de redistribution des terres fut mis en oeuvre à la suite de l'accord de Paris de 1973, dans les dernières années du régime de Thieu. Cette période de soi-disant «vietnamisation» de la guerre coïncidait avec le retrait formel des troupes de combat américaines et le soutien financier massif au régime de Saïgon. Selon le ministère de l'Agriculture, le programme américain est un «modèle utile»: *«Notre politique actuelle est d'émuler le programme américain de distribution des terres de cette période, bien que nos ressources financières soient insuffisantes.»*

Malnutrition infantile

La déréglementation du marché des céréales a non seulement provoqué des famines, mais elle a aussi eu une incidence importante sur la malnutrition infantile. Malgré la «disponibilité» accrue des denrées de base comme le suggère les données de la FAO, une étude sur la nutrition conduite en 1987-1989 indique une détérioration subite de l'alimentation des enfants et des adultes. L'absorption moyenne de calories par personne et par jour était de 1861 calories avec 25 % de la population en-dessous de ce chiffre, ce qui est une situation de malnutrition extrême. Dans 9 % des foyers, l'absorption était de moins de 1 500 calories pour les adultes. La moyenne pour les enfants de moins de six ans était de 827 calories.

La situation en ce qui concerne la malnutrition infantile est reconnue par la Banque mondiale:

«Le Vietnam a une proportion d'enfants trop maigres ou déformés plus élevée que n'importe quel autre pays du sud et du sud-est asiatique, à l'exception du Bangladesh...il est possible que l'aggravation de la crise macro-économique de la période 84-86 ait contribué à la détérioration du statut nutritionnel»

Il faut aussi noter que la carence en vitamine A, cause de cécité, qui résulte d'une alimentation composée presque exclusivement de céréales, est largement répandue chez les enfants de toutes les régions à l'exception du sud-est et de Hanoi.

La destruction de l'éducation

Les effets les plus dramatiques des réformes se sont fait ressentir dans les domaines de l'éducation et de la santé. L'éducation et l'alphabétisation pour tous était un objectif-clé de la lutte contre l'occupation coloniale française. De la défaite française à Dien-Bien-Phu en 1954



jusqu'en 1972, les inscriptions dans les écoles primaires et secondaires au Nord-Vietnam avaient été multipliées par sept. Après la réunification en 1975, une campagne d'alphabétisation s'est déroulée dans le Sud. Selon les chiffres de l'UNESCO; les taux d'alphabétisation et de scolarisation étaient parmi les plus élevés du Sud-est asiatique.

Les réformes ont consciemment et délibérément cherché à détruire le système éducatif en faisant des coupes sombres dans le budget de l'éducation, en diminuant le salaire des enseignants et en «commercialisant» l'éducation secondaire et supérieure, en introduisant des frais de scolarité. La tendance est à la transformation de l'éducation en marchandise. Dans le jargon officiel des agences des Nations-Unies, cela demande que *«les consommateurs des services payent des sommes plus élevées, que les institutions s'auto-financent, et, en utilisant des incitatifs, privatiser l'éducation et la formation partout où c'est possible»* remettant en cause tous les acquis y compris la lutte contre l'analphabétisme, les réformes ont entraîné une chute sans précédent de la scolarisation, avec un taux élevé de sortie du système scolaire dans les dernières années du primaire. L'obligation de payer des frais de scolarité est maintenant inscrite dans la Constitution qui a été soigneusement réécrite en 1992. Selon les données officielles, la proportion d'élèves du primaire entrant dans le premier cycle de 4 ans de l'éducation secondaire a chuté de 92% en 86-87 (avant l'introduction des frais de scolarité) à 72 % en 1989-1990, une perte de plus de cinq cent mille élèves. De la même façon, 231 000 élèves sur un total de 922 000 ont quitté le deuxième cycle secondaire. En d'autres mots, un total de près de trois quarts de million d'élèves ont été poussés hors du système scolaire secondaire en trois ans (malgré une augmentation de plus de 7 % de la population d'âge scolaire). Bien que les chiffres récents ne soient pas disponibles, rien n'indique que cette tendance ait été inversée. Les données disponibles des années 80 suggèrent un taux de sortie du système scolaire de 0,8 % par an dans le primaire, avec des inscriptions en augmentation,

mais de façon inférieure à la croissance de la population d'âge scolaire.

La diminution des crédits provoquera une érosion rapide de l'éducation primaire dans les années à venir. L'Etat alloue (1994) une moyenne de 3 à 4 dollars par enfant et par an au niveau primaire. Dans la région du Delta de la Rivière Rouge, le coût pour les parents des livres et du matériel scolaire (précédemment financés par le gouvernement) est de l'ordre de 100 kilos de riz par enfant et par an, une fraction significative de la consommation totale d'un ménage.

Le gouvernement a toutes fois exprimé son « inquiétude », ainsi que les « donateurs », sur le fait que la diminution rapide du taux de scolarisation « augmentait les coûts de financement » et qu'il y avait maintenant « un excédent de professeurs ». Avec un système scolaire « réduit », on devra considérer davantage « la qualité plutôt que la quantité », ce qui nécessite, selon les « donateurs », le licenciement des professeurs en trop. Tous les échelons du système éducatif sont touchés : les crèches d'Etat ne sont plus financées. Elles devront donc être gérées comme des entreprises commerciales.

La « rentabilisation » a été imposée dans les universités et tous les instituts d'éducation supérieur. Les instituts de recherche appliquée doivent se financer en commercialisant les produits de leurs recherches. L'Etat ne couvre que 25 % des salaires et des dépenses des principaux instituts de recherche. On leur accorde cependant un taux de crédit préférentiel (1,8 % par mois au lieu de 2,3 %).

Dans l'éducation technique et professionnelle, un gel du recrutement a été établi en accord avec les directives des principales agences de « donateurs ». Il en résulte un déficit important en termes de capital humain et de professionnels qualifiés.

Dans ce contexte, le contrôle financier et la supervision de la plupart des instituts de recherche et de formation sont dans les mains d'agences de « donateurs » étrangers qui financent sélectivement les contrats de recherche tout en dictant aussi l'orientation des recherches et le développement des études universitaires.

Effondrement du système de santé

Dans le secteur de la santé, l'effet le plus immédiat des réformes a été la ruine des hôpitaux de districts et des centres de santé au niveau communal. Jusqu'en 1989, des unités de santé apportaient des consultations médicales et les médicaments essentiels, gratuitement, à la population. La désintégration des centres de soin

est globalement plus avancée dans le sud, où l'infrastructure de la santé n'avait été développée qu'après la réunification en 1975. Avec les réformes, un système de soins payants a été introduit. Les principes de « couverture des coûts » et le marché libre de la vente des médicaments ont été appliqués. La consommation de médicaments de base (à travers le système de distribution public) a décliné de 89 %, poussant l'industrie pharmaceutique du Vietnam à la faillite. En 1989, la production domestique de produits pharmaceutiques avait diminué de 98,5 % par rapport à 1980, et un grand nombre de sociétés avaient fermé. Avec la déréglementation complète de l'industrie pharmaceutique, y compris la libération des prix des médicaments, les médicaments importés, (maintenant vendus exclusivement sur le marché « libre » à des prix très élevés) ont largement remplacé les produits locaux. Un marché commercial considérablement réduit mais hautement profitable s'est mis en place pour les multinationales pharmaceutiques. La consommation annuelle moyenne de produits pharmaceutiques achetés sur le marché « libre » est de l'ordre de 1 dollar par an, ce que même la Banque Mondiale considère comme trop peu. L'impact sur la santé de la population a été dramatique.

Le gouvernement, sous la conduite de « la communauté des donneurs », a aussi cessé d'alimenter le budget de la maintenance et de l'équipement médical, ce qui revient à une paralysie presque complète de tout le système de santé publique. Les salaires réels et les conditions de travail du personnel médical se sont beaucoup détériorés : le salaire mensuel d'un médecin dans un hôpital de district n'est que de 15 dollars. Avec la chute des salaires du secteur public et l'émergence d'un petit secteur privé, des dizaines de milliers de médecins et de travailleurs de la santé ont, de fait, abandonné le secteur public. Une étude réalisée en 1991 confirme que la plupart des centres de santé communaux sont devenus inopérants/ avec un personnel de cinq travailleurs en moyenne, le nombre de patients est tombé à moins de 6 par jour. Depuis les réformes, il y a eu aussi une réduction considérable des admissions dans les écoles de médecine du pays, qui souffrent d'une diminution massive de leur budget de fonctionnement.

La résurgence des maladies infectieuses

Bien que les données disponibles soient pour le moment incomplètes, la résurgence d'un certain nombre de maladies infectieuses, comme le paludisme, la tuberculose, et la diarrhée est reconnue par

le Ministère de la santé et les donateurs. Une enquête a démontré que le nombre de morts dues au paludisme avait triplé durant les quatre premières années des réformes, parallèlement à la désintégration du système de santé et à la flambée du prix des médicaments anti-paludéens. Ce qui est frappant c'est que le nombre de morts dues au paludisme a augmenté plus vite que le nombre de cas déclarés, ce qui suggère que la ruine du système de santé curatif a joué un rôle décisif dans l'augmentation de la mortalité. Ces tendances sont largement confirmées par les données au niveau communal :

« L'état de santé était auparavant bien meilleur. Il y avait un contrôle annuel pour la tuberculose, maintenant il n'y a plus de médicaments pour traiter le paludisme, les paysans n'ont pas l'argent pour aller à l'hôpital de district, ils ne peuvent pas payer les frais (...) »

La Banque Mondiale admet candidement la désintégration du système de santé (les causes « macro-économique » sous-jacentes, cependant, ne sont pas mentionnées) :

« Malgré ses performances passées impressionnantes, le système de santé vietnamien est actuellement en déperissement... il y a une pénurie sévère de médicaments, fournitures médicales et équipements et les cliniques du gouvernement sont largement sous-utilisées. Le manque de crédits dans le secteur de la santé est si aigu qu'on se demande comment ces établissements vont pouvoir continuer à fonctionner dans l'avenir. »

Alors que la Banque Mondiale reconnaît que les programmes de contrôle des maladies contagieuses « ont été dans le passé parmi les interventions les plus réussies dans le domaine de la santé au Vietnam », les solutions proposées consistent à « commercialiser » la santé publique et licencier massivement le personnel de santé. Les salaires des travailleurs de la santé devront être augmentés dans le cadre du même budget : « une augmentation des salaires entraînera presque obligatoirement une réduction massive des effectifs (...) »

Les réformes démantèlent brutalement les secteurs sociaux, annihilant les efforts et les luttes menées pendant 40 ans par le peuple vietnamien, renversant d'un trait de plume tous les progrès accomplis. Il y a un schéma cohérent : la détérioration de la santé et de la nutrition (dans les années suivant les réformes) est similaire (ainsi que la chronologie) à ce qui est observable dans la scolarisation. Après une guerre brutale et criminelle, la communauté mondiale doit prendre conscience de l'impact mortel de la politique macro-économique, appliquée à un ancien ennemi. ★

Crise et incertitudes

En avril et mai prochains, se déroulera l'élection présidentielle française, à moins que le cancer de la prostate dont souffre François Mitterrand n'anticipe l'échéance. Un scrutin capital dans un pays dont les institutions, héritées du général de Gaulle, consacrent la prééminence du chef de l'Etat. Cette fois, au terme de quatorze ans de règne d'un président socialiste, l'issue de la consultation est rendue totalement incertaine par la tornade politique qui balaie l'Hexagone.

Christian PICQUET



Bien malin qui oserait un pronostic sur l'élection présidentielle et ses lendemains. Situation inédite depuis que les citoyens sont appelés à désigner, une fois tous les sept ans, leur monarque, les principaux candidats ne se sont toujours pas déclarés, à l'exception de Jacques Chirac, le président du Rassemblement pour la République (RPR). Chaque semaine, ou presque, un événement fait rebondir la crise qui affecte le pays. Les scandales éclaboussent, à tour de rôle, les «partis de gouvernement», de droite comme de gauche, au point de pouvoir ruiner l'ambition de ceux que les sondages peuvent, un jour, donner victorieux. Cette incertitude s'explique fondamentalement par les ébranlements qui, se succédant, bouleversent la donne politique française.

Ebranlements en chaîne

Ebranlement social en premier lieu. En cette fin d'année, le thème de l'exclusion se trouve au cœur de la campagne électorale. Les prétendants putatifs de la droite font assaut de déclarations démagogiques, allant jusqu'à villipender les «groupes financiers» ou les «quartiers bourgeois» et à en appeler à la solidarité

avec «les citoyens marginaux et laissés de côté» (1). Les dirigeants socialistes ne disent pas autre chose, qui s'efforcent d'en revenir à un discours de gauche, quoiqu'ils fussent les artisans de la conversion de leur parti au déferlement de l'argent-roi et de la mise en pratique des règles édictées par le traité de Maastricht. Un signe incontestable que le pays arrive au seuil de l'explosivité et qu'aucun des porte-flambeaux du libéralisme déployé par tous les gouvernements depuis vingt ans ne saurait plus l'ignorer. Outre les trois millions de chômeurs recensés, ne dénombre-t-on pas près de dix millions de personnes vivant en état de précarité ou se retrouvant au seuil de la pauvreté (2) ? On comprend, dès lors, le constat inquiet d'un éditorialiste du principal quotidien de la droite : «*Désormais, la richesse fascine moins. Elle ne suffit plus, en tout cas, à asseoir un pouvoir. Et les élus ont, semble-t-il, compris cette évolution vertueuse de l'opinion.*» (3).

Ebranlement politique aussi. La nécessité, pour l'élite dirigeante, de retrouver l'oreille des victimes du chômage et de l'austérité, se heurte aux contingences héritées de la construction, puis des secousses, de l'Europe capitaliste. La classe dominante semble désormais acquise à l'idée que l'édifice maastrichtien, tant vanté voici seulement deux ans, s'avère en charpie. Comme le directeur du *Figaro*

l'écrivait récemment : «*Même si le traité de Maastricht a été adopté par les Douze, il n'aura ni approfondi, ni élargi l'Europe. Il est caduc et hors sujet. A l'heure de la montée du chômage, de la nouvelle guerre des Balkans et de la démocratisation des anciennes "démocraties populaires", l'Europe attendait autre chose que ce salmigondis de deux cents pages jargonneuses.*» (4) Dès lors, tend à revenir en force la conception d'une Union européenne à plusieurs vitesses, gravitant autour d'un noyau dur formé de l'axe franco-allemand élargi aux pays du Bénélux. Nul n'ignore que le Premier ministre, Edouard Balladur, se montre acquis à cette logique, dans la mesure où elle tend à s'imposer actuellement outre-Rhin. Cependant, pareille option suppose un arrimage étroit à l'Allemagne, dont l'économie française se révèle de plus en plus dépendante. D'où l'âpre débat qui partage les possédants et reflète les difficultés rencontrées par le capitalisme français dans un contexte de concurrence exacerbée. Ainsi, derrière les diatribes d'un certain nombre de dirigeants de droite et de représentants du capital industriel, se dessine-t-il une nette préférence pour une

1) Propos respectivement empruntés à Jacques Chirac et Edouard Balladur.

2) Chiffres avancés par les organisations caritatives.

3) *Le Figaro*, 20 décembre 1994.

4) Franz-Olivier Giesbert, *La fin d'une époque*, Le Seuil.

politique protectionniste, à connotation nationaliste.

Ebranlement institutionnel encore. L'ampleur de la crise sociale sape les bases des partis traditionnels. Déjà, sous la Vème République, ces derniers avaient progressivement perdu leur fonction de représentation de fractions distinctes de la société.

Puis, leur distanciation croissante des citoyens, conjuguée à leur incapacité de relever les défis de la dépression, les avaient privés d'influence réelle dans l'élaboration des programmes, désormais confiés aux groupes d'experts et dépendants principalement des sondages. Abouissement de ce lent processus, cette fois, les présidentiables ayant le plus de chances de l'emporter sont également ceux qui affichent ostensiblement leur indépendance envers les états-majors partisans.

Ebranlement moral enfin. Si l'on ne peut assimiler les configurations italienne et française, force est néanmoins de constater que la corruption défraie quotidiennement la chronique de l'Hexagone. Trois ministres du gouvernement Balladur ont déjà été acculés à la démission, l'un d'entre eux s'étant même retrouvé sous les verrous, en compagnie d'autres politiciens de moindre envergure et d'un quarteron de grands patrons.

Cette situation est le produit des mécanismes de fausses facturations sur des marchés publics ou des prestations fictives de sociétés-conseils, grâce auxquels les appareils dominants s'assuraient jusqu'alors d'un financement occulte. La déréglementation libérale de l'économie aura donné un formidable coup d'accélérateur à cette tendance, tandis que la loi de décentralisation, promulguée en 1982 et instaurant des régions plus ou moins artificielles, favorisait l'émergence de véritables féodalités, autonomisées des formations parlementaires et bénéficiant de moyens financiers colossaux. L'universitaire Yves Mény résume parfaitement cette nouvelle dimension de la vie politique française : « *Contrairement au système local italien où les exécutifs sont faibles et divisés, dépendants des appareils centraux et donc vulnérables, les élites locales françaises constituent l'osature du système. (...) Les exécutifs locaux se considèrent de plus en plus comme des entrepreneurs, davantage préoccupés des résultats obtenus que de l'orthodoxie des pratiques et des méthodes. La recherche obsédante de l'efficacité qui justifie en France le cumul des mandats, l'absence de séparation des pouvoirs au niveau local, la concentration des moyens au profit d'un homme appuyé par un entourage à sa dévotion et à sa solde (les cabinets), font*

oublier que la démocratie ne se réduit pas à une élection tous les cinq ou six ans. » (5)

Cyclone à droite ...

Semblable panorama explique l'implosion, en cours, de la droite. Selon toute probabilité, l'élection présidentielle verra s'affronter, à travers Edouard Balladur et Jacques Chirac, deux hommes issus de la même formation, le RPR. Et, à en juger par l'avalanche de propos assassins entre les deux protagonistes, la confrontation s'annonce sanglante et meurtrière. Pour importantes qu'elles apparaissent dans la motivation de l'un et l'autre, les ambitions personnelles n'expliquent pas le choc. A une aile de la droite et de la classe dominante, la candidature du Premier ministre en exercice paraît répondre à la nécessité d'une réorganisation du camp réactionnaire. Non que Balladur incarne un projet nouveau ou puisse être l'artisan d'un nouveau souffle du capitalisme français. Il est plutôt un pape de transition, dont la fonction serait de créer les conditions d'un dépassement de la crise française. Autour du personnage tendent donc à s'amalgamer l'essentiel des composantes de l'Union pour la démocratie française (UDF, confédération des courants libéraux et démocrates-chrétiens, jadis fondée par Giscard d'Estaing) et un assortiment hétéroclite de courants du parti gaulliste, mus par l'unique volonté de faire éclater une configuration politique figée et qui nourrissait, jusqu'alors, une destructrice guerre des chefs.

L'orientation autour de laquelle se fédèrent ces courants a été parfaitement synthétisée par le rapport d'une commission, dirigée par Alain Minc et présentée par la commission du plan (6). Le nom d'Alain Minc est, en lui-même, significatif : cet économiste libéral, très lié aux milieux d'affaires mais souvent critique de l'ultralibéralisme, a collaboré avec les gouvernements socialistes avant de se rallier au candidat Balladur. Sa commission comprenait une trentaine de hauts fonctionnaires, de patrons et d'experts. Trois grandes idées ressortent de ses travaux. Premièrement, que l'on ne saurait revenir sur la politique de franc fort et de la désinflation compétitive, promu au rang de dogme par les socialistes en 1983. Deuxièmement, qu'il est impératif d'abaisser rapidement les coûts du travail, en faisant décroître les charges sociales des employeurs comme en s'opposant à toute revendication d'augmentation des salaires. Troisièmement, que la France doit, sans délai, faire sienne la proposition allemande d'un « noyau dur » européen. Face à ce qui semble le centre de gravité

de la politique bourgeoise pour la prochaine période, se dessine une possible réorganisation de la droite selon de nouvelles lignes de clivage. Jacques Chirac tente désespérément de préserver la suprématie du parti gaulliste sur le camp réactionnaire, mais il doit, pour cela, pratiquer un grand écart idéologique. D'un côté, il continue à vanter les vertus du libéralisme, de l'autre, il affirme vouloir en revenir à la promesse d'un « contrat social », semblable à celui qui permit jadis au gaullisme d'acquiescer un véritable enracinement populaire. Le tout produit un discours incohérents, aux relents populistes et démagogiques, qui nuit finalement à la crédibilité du maire de Paris.

L'échec de Chirac pourrait favoriser l'émergence, face au pôle conservateur et libéral représenté par Balladur, d'une droite radicale, nationaliste et protectionniste, au leadership de laquelle aspirent ouvertement plusieurs sensibilités. De celle de Charles Pasqua, le ministre de l'Intérieur, qui ne cache pas son intérêt pour l'Alliance nationale italienne, se voulant l'incarnation de cette tradition bonapartiste, autoritaire et populiste du gaullisme originel. A celle de Philippe de Villiers, qui vient le lancer son propre parti sur la lancée de son bon résultats des élections européennes (12,33 %) et aspire à ressusciter une tradition hyper-conservatrice et catholique intégriste (7). En passant par une aile du Front national, laquelle manifeste un intérêt accru pour une recombinaison de la droite, dans laquelle elle pourrait jouer un rôle non négligeable.

... et champ de ruines à gauche

La droite peut d'autant mieux laisser éclater ses dissensions que la gauche a probablement perdu la partie, après le renoncement de Jacques Delors à s'aligner dans la compétition électorale. Jusqu'au 11 décembre, les sondages donnaient le président de la Commission européenne vainqueur. Mais il représentait surtout un recours face à la dislocation des formations réactionnaires et un cache-misère pour le Parti socialiste. Son retrait sanctionne en premier lieu l'échec d'un projet. Dans son ouvrage (8) comme à travers ses innombrables interviews, Delors s'attachait à parachever la conversion libérale de la social-démocratie. Il préconisait l'alliance entre une fraction de l'actuel PS et le courant démocrate-chrétien, autour d'une politique assez semblable, au fond, à

5) Le Monde, 30 septembre 1994.

6) La France de l'An 2000, éditions Odile Jacob.

7) Voir Inprecor de septembre 1994

8) J. Delors, L'unité d'un homme, éditions O. Jacob.

celle que mène Balladur. Le PS aurait, dans cette optique, disparu au profit d'une sorte de Parti démocrate à l'américaine. En jetant l'éponge, il prend acte du fait que les conditions d'une telle perspective n'existent pas. Le recentrage qu'il appelait de ses vœux ne dispose, en un temps où la crise génère une exclusion de masse, d'aucune base sociale suffisante. Sorti exsangue des années passées aux affaires, le Parti socialiste ne peut se couper davantage du monde du travail, à moins de perdre ce qui lui reste de substance. Les institutions de la Vème République constituent, en outre, un obstacle aux tentatives visant à rechercher un consensus au centre de la vie politique, car elles récrètent en permanence les conditions d'une polarisation entre droite et gauche, interdisant du même coup les opérations de «troisième force»(9). Certes, le président de la Commission de Bruxelles eût pu, malgré tout, risquer sa chance et profiter de son éventuel succès pour bouleverser la donne politique. L'entreprise était toutefois rendue fort aléatoire par l'inexistence d'un appareil partisan à son service.

La gauche traditionnelle se retrouve, à présent, à la case départ. Les socialistes n'affichent aucun programme crédible et, surtout, ils se montrent incapables de surmonter le bilan calamiteux des deux septennats de F. Mitterrand. Michel Rocard ayant été la victime des luttes de clans au PS (10), il faudra plus que de la chance, au futur porteur des couleurs du parti, pour rester en lice au second tour (11). Cela conduit quelques dirigeants socialistes à engager, dans le pays, une bataille en faveur d'une candidature unique de la gauche. Sans grande chance, cependant, d'être entendus, tant leur proposition résonne comme un moyen de sauver leurs meubles.

De l'implosion à la réorganisation

Il est encore trop tôt pour dire de quelle configuration exacte accouchera la prochaine présidentielle. Elle risque pourtant de provoquer l'onde de choc d'un séisme. Si la réaction l'emporte, les élections municipales pourraient coûter de nombreuses villes aux partis de la gauche traditionnelle. Et il n'est pas impossible que le candidat victorieux recourt à des législatives anticipées afin d'enregistrer les nouveaux rapports de forces à droite.

Le Parti socialiste risque de payer cette nouvelle conformation au prix le plus fort. Les indices d'un éclatement transparaissent dès à présent. On pourrait ainsi voir une aile du parti reprendre le flambeau d'une «gauche moderne», prétendant assu-

mer au grand jour son acceptation d'un libéralisme qu'elle veut, bien sûr, tempéré. Michel Rocard a, d'ores et déjà, pris date : *«Cette réalité, c'est celle d'un champ de ruines. Nos chances de gagner la prochaine présidentielle sont aujourd'hui très faibles et tout le monde le sait. Le PS a perdu depuis bien longtemps la force qui construisait, mais il a gardé celle qui détruit. De cela, nous sommes à la fois coupables et responsables. Nous n'avons plus de vérité.»* Et les partisans déçus de Delors d'enchaîner : *«Il faut mettre sur pied une coalition susceptible de prendre le pouvoir. Il faut une social-démocratie digne de ce nom, qui ait la capacité de s'allier avec d'autres, avec une démocratie-chrétienne qui ne serait plus le suppléant d'un pouvoir conservateur.»* En réaction, pourrait s'affirmer plus fortement une logique de repli sur l'identité social-démocrate traditionnelle, telle que l'actuel premier secrétaire, Henri Emmanuelli, cherche à l'incarner en invitant les militants à «parler socialiste». Mais on ne peut exclure que soit également ressuscitée, face au désastre, l'idée déjà agitée d'un «parti de toute la gauche».

Cette crise par désintégration pourrait également faire le lit d'un populisme tout aussi ravageur pour le mouvement ouvrier. On le sait, au scrutin européen de juin dernier, la liste conduite par l'affairiste Bernard Tapie avait réuni environ 12 % des suffrages. Mis en faillite personnelle et impliqué dans un grand nombre de scandales, l'homme d'affaires risque de devoir abandonner tous ses mandats électifs. Il n'en prétend pas moins occuper le même créneau démagogique : *«Le peuple français veut qu'on lui restitue le pouvoir qui lui a été confisqué par une toute petite aristocratie. Si on est insensible à la force de ses arguments, on risque de subir les arguments de sa force. (...) On a voulu m'exclure. C'est un magnifique cadeau politique car je ne répugne pas, moi, à devenir le leader des exclus»* (12) Dans le vide qui s'installe à gauche, un espace s'ouvre au développement d'importants conflits sociaux. Avec une ampleur d'autant plus grande qu'aucune hypothèse électorale ne pèse plus sur les luttes et que, pour timide qu'elle soit, la reprise économique tend à stimuler les revendications salariales. Déjà, dans le groupe Alstom, une grève dure et longue vient de remettre à l'ordre du jour la revendication d'une augmentation de les salaires. Reste que les confrontations de classes se voient toujours dépourvues de débouché politique. Un phénomène qui préoccupe d'ailleurs autant les partisans d'une transformation radicale de la société que les possédants. A preuve, ce cri d'alarme

récent du directeur du *Monde*, Jean-Marie Colombani : *«Entre une droite divisée, tentée selon le mot de Jacques Delors de "ratisser large", et une gauche orpheline, désormais livrée aux risques de l'OPA aventuriste et démagogique d'un Bernard Tapie, la réforme devra peut-être être renvoyée à plus tard. Et passer le tour de cette élection présidentielle. Dans l'état actuel du pays, ce serait une grave erreur : la situation sociale ne permet pas d'attendre.»*(13)

Voilà qui vient conforter la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la Quatrième internationale) dans son combat pour refonder une perspective mobilisatrice et une force nouvelle apte à la faire mûrir. Hélas, l'élection présidentielle ne permettra probablement pas d'avancer dans cette direction. Logiquement, elle appelait une candidature rassemblant, à gauche de la gauche gouvernante d'hier, toutes les composantes critiques du mouvement ouvrier et l'écologie progressiste. Le Parti communiste a toutefois préféré gérer son pré-carré et se présenter comme le seul interlocuteur «des gens» en difficulté. Quant aux Verts, ils ont également répondu négativement aux possibilités ouvertes, désignant unilatéralement leur représentante, Dominique Vynet. Si le retrait de Jacques Delors les a conduits ensuite à sortir leur discours de la seule problématique écologiste, ils n'ont toujours pas su engager un réel processus unitaire avec les courants issus de la gauche ou de l'extrême gauche.

Seul élément positif dans ce paysage de désolation, le regroupement de plusieurs composantes de la «gauche critique», principalement originaires du PCF, dans une Convention pour une alternative progressiste. Née à la mi-octobre, se voulant un cadre d'expérimentation d'une pratique unitaire sur un an, sans remettre en cause l'identité des organisations politiques partie prenante, cette Convention marque une volonté positive de sortir de l'éparpillement qui prévalait jusqu'à présent. C'est la raison pour laquelle la LCR s'est engagée dans ce processus. Mais le pas en avant reste encore bien modeste face aux gigantesques défis du moment.★

26 décembre 1994

9) C'est ainsi que l'on désignait, sous la IVème République, l'alliance entre les socialistes et une partie de la droite.

10) Ayant obtenu moins de 15 % des voix aux dernières élections européennes, l'ancien premier secrétaire avait dû quitter ses fonctions.

11) La plupart des sondages évoquent un second tour ne laissant en lice que les deux principaux prétendants de la droite.

12) *Le Monde*, 21 décembre 1994.

13) *Le Monde*, 13 décembre 1994.

Triple match nul !

Le 27 novembre se sont tenues des élections nationales en Uruguay, pour l'élection du président de la République, des députés, sénateurs, de maires et conseillers municipaux. Le Parti Colorado, qui l'a finalement emporté, a obtenu 32,5 % des voix, le Parti national (Blanco) 31 % et le Frente Amplio (la gauche) 31 %. Ce triple match nul aura de profondes répercussions politiques, avec un parlement élu à la proportionnelle, du fait de la division du pays en pratiquement trois parts égales qui vont exercer leur activité dans un système politique conçu pour le bipartisme.

Gustavo Vasquez



Julio M. Sanguinetti, à la triste réputation, qui a été président de l'Uruguay de 1985 à 1989, exercera à nouveau les plus hautes fonctions de notre pays à partir du 1er mars 1995. Candidat du Parti Colorado qui a recueilli le plus grand nombre de voix, il assumera la présidence de la République en s'appuyant sur une faible majorité relative de députés et de sénateurs, ce qui l'obligera à de délicats équilibres politiques, et ce dès l'ouverture de la législature.

Avec l'aide de Jorge Battle, l'autre candidat du Parti Colorado à la présidence de la République (la loi électorale en Uruguay permet aux partis de présenter plusieurs candidats à la présidence et de cumuler les voix recueillies), Sanguinetti a réussi à inverser la chute brutale des intentions de vote qui semblait promettre la victoire à l'un des deux autres camps. Le Parti Colorado avait commencé la campagne avec une énorme avance dans les sondages, un avantage sur les autres partis de l'ordre de 10 à 12 %. Le faible nombre de voix qui le séparent finalement du Parti national (27 00) et du Frente Amplio

(31 000) témoignent que chacun aurait pu gagner les élections à la faveur d'un événement politique mineur qui aurait modifié le vote de quelques milliers d'électeurs à peine.

Même s'il est difficile de porter des appréciations définitives sur des résultats aussi récents, il apparaît clairement que Sanguinetti, qui avait démarré sa campagne sur une tonalité social-démocrate, s'est tourné finalement vers l'électorat conservateur. Il avait même choisi comme colistier le Dr. Batalla, longtemps membre du Frente Amplio et ancien avocat de Raul Sendic à l'époque de son emprisonnement (ce que la droite n'a pas cessé de dénoncer) ; mais face à l'hémorragie des intentions de vote en sa faveur, il a fait appel à l'électorat de droite en lançant une virulente campagne anticomuniste à l'occasion du débat télévisé qui l'a opposé au candidat de la gauche Tabare Vazquez.

Au cours de la campagne, Sanguinetti a pris ses distances avec le néolibéralisme et les propositions les plus douloureuses pour la société uruguayenne — privatisations, réforme de la sécurité sociale et libéralisation de l'économie — qui ont eu

des effets dévastateurs sur l'économie nationale. C'est de toutes façons les questions essentielles que devra résoudre le prochain gouvernement qui, sans être strictement néolibéral, propose, comme il l'a fait lorsqu'il était aux affaires, des mesures économiques du même ordre ; c'est d'autant plus vrai dans un pays en voie d'intégration au Marché commun du Sud (Mercosur), néolibéral à l'évidence, même si le candidat victorieux affirme vouloir prendre des mesures protectionnistes en faveur des industriels qui l'ont soutenu.

La défaite de Lacalle

Dans ces élections dont le résultat s'avère « compliqué » pour le système bipartite bourgeois, le secteur le plus classiquement néolibéral, qui avait engagé les réformes structurelles en ce sens, a été battu. Le « lacallismo », avec son projet affiché de « pays de services », qui avait réduit l'inflation de 120 à 40 %, et équilibré les finances de l'Etat, n'a recueilli qu'un tiers des voix, en cumulant celles de ses trois candidats : le Dr. Volonte, qui se

démarquait du président Lacalle en se présentant comme un gestionnaire avisé, fort de son action à la tête de la Société nationale d'électricité ; le Dr. Ramirez, candidat de la continuité, entouré de figures de premier plan du gouvernement sortant (notamment le ministre de l'Economie, particulièrement impopulaire, Posadas) ; et le troisième triste sire, le Dr. C. J. Pereyra qui a pratiquement été éliminé de la scène politique par l'électorat.

Il est clair que la majeure partie de la population a rejeté cette orientation ouvertement néolibérale, certains secteurs se tournant même vers le Frente Amplio, qui s'est présenté dans le cadre d'une alliance où le candidat à la vice-présidence était un ancien dirigeant du Parti national.

L'offensive des privatisations lancée par le Parti Blanco, l'attaque de front contre la sécurité sociale, son désintérêt pour l'avenir économique et social du pays, se sont heurtés à l'identité profonde du peuple uruguayen, très attaché à l'Etat bienfaiteur.

Un vote spectaculaire

Un des faits les plus marquants de ces élections tient à la vigoureuse montée de la gauche. Le score du Frente Amplio, qui se présentait dans le cadre d'une alliance, le Rassemblement progressiste, qu'il dominait à l'évidence (à hauteur de 92 %), constitue un résultat spectaculaire. Déjà en 1989, son potentiel semblait approcher des 50 % à Montevideo et 30 % au niveau national. Mais ce n'était qu'un potentiel, et non une réalité.

En 1989, le Frente Amplio a recueilli 21,8 % des voix à l'échelle nationale et 36 % à Montevideo. Le Rassemblement progressiste obtient, lui, 29,8 % des voix dans l'ensemble du pays et 43 % à Montevideo. Il a obtenu clairement des suffrages de tous les secteurs de la société, notamment de nouveaux électeurs déçus par les autres partis, à Montevideo comme aux quatre coins du pays, et il progresse relativement davantage à l'intérieur du pays, bastion historique des partis traditionnels.

Le congrès du Frente Amplio avait adopté par une étroite majorité la stratégie du «réalisme politique», de la «culture de gouvernement», des orientations les plus pragmatiques. Cela a conduit à la formation du Rassemblement progressiste, alliance qui sur un programme des plus modérés, regroupait le Frente, le Parti démocrate-chrétien et le candidat à la vice-présidence dissident du Parti national, à même de garantir un système gouvernable, quel que soit le gouvernement élu. Cette orientation se fondait sur les recettes de la CEPAL, l'idée d'une «répartition équi-

table» dans le cadre de la croissance économique. De ce «scénario» disparaissaient les réformes de fond : réforme agraire, nationalisation de la banque, dénonciation de la dette externe. Dans ce cadre, l'anti-impérialisme n'a plus de raison d'être et l'oligarchie n'existe pas.

Pourtant, cette stratégie élaborée au cours du congrès du Frente Amplio et dans les négociations avec les alliés extérieurs, n'a pas résisté aux réalités de la campagne électorale.

Le Frente est un corps étranger

Quelle que soit la «respectabilité» affichée par certains dirigeants du Frente, pour les classes dominantes le Frente Amplio, son histoire, ses acquis politiques, pour tout dire son identité (même quand il s'efface derrière le Rassemblement progressiste) ne lui inspirent pas confiance. C'est pour cela qu'a été organisée une provocation à l'occasion de l'extradition de citoyens basques — connue sous le nom de «massacre de Jacinto Vera» —, et que le ministre de l'Intérieur en personne a affirmé lors d'une réunion — enregistrée, puis rendue publique — face à des élus blancs et colorados, et à des responsables militaires, que «l'avenir du pays se jouait entre blancs et colorados».

Retranché derrière l'impunité qu'est censée lui valoir le quartier général de la Garde métropolitaine, le ministre Gianola ne faisait que dire tout haut ce que pensent réellement la classe dominante et ses mandataires politiques : les règles du jeu ont leurs limites, et personne ne doit s'y tromper. La gauche peut être tolérée jusqu'à un certain point, mais elle n'est pas la bienvenue dans ce système.

Même si la campagne électorale n'a pas été marquée par de grands conflits sociaux, elle a connu des affrontements politiques sévères, où s'est réaffirmée la stratégie antérieure du Frente, l'opposition de deux projets pour le pays : le projet conservateur, incarné par les partis national et colorado, et celui du progrès que porte le Frente Amplio. Cette stratégie, engluée dans les toiles d'araignées de la politique institutionnelle, a heureusement refait surface.

La campagne de Tabare Vazquez a fait entendre la demande de justice sociale, de défense des pauvres, des retraités, des travailleurs et de l'emploi, du refus de la répression et, face à la menace de ne pas pouvoir gouverner s'il gagnait par une majorité relative, il a répondu : «*Nous le ferons en recourant à des plébiscites.*»

Le caractère populaire de la campagne, le «quadrillage» du pays qu'a



effectué Tabare, sa rencontre avec les travailleurs et les producteurs, la proposition de mesures concrètes pour que le gouvernement résolve leur situation économique dramatique, et l'adhésion des secteurs les plus modestes de la population de Montevideo, renforcée par l'implantation dans les quartiers pauvres, auxquels s'ajoute le charisme du candidat du Frente, ont donné à la gauche un score sans précédent.

Il a bien failli gagner. Il a surmonté le choc de l'effondrement du bloc «socialiste», les erreurs commises dans la gestion municipale, les attaques anticommunistes et anti-Tupamaros des candidats de la bourgeoisie, et les erreurs liées au choix de ses alliances. Malgré l'importance du score, un sentiment de frustration touche de nombreux partisans du Frente qui voyaient Tabare élu, une opportunité historique d'accéder au pouvoir. On a subi une défaite électorale, mais de nouvelles perspectives s'ouvrent. Le Frente a gagné la mairie de Montevideo avec un score très élevé, 9 sénateurs sur 30 et 30 députés sur 99. C'est une secousse pour le système politique : le tripartisme s'installe dans un système prévu pour deux.

Les plébiscites

Outre les élections nationales et régionales, deux projets de réforme constitutionnelle ont été soumis au vote, élaborés par des organisations sociales. Le premier visait à rendre obligatoire que 27 % du budget ou 4,5 % du PIB soient consacrés à l'éducation, et le second à annuler une série de dispositions concernant la sécurité sociale, particulièrement défavorables aux travailleurs en activité. Ce dernier a fait un triomphe, avec presque 70 % des voix, ce qui prouve que la sécurité sociale est une place forte quasi inexpugnable pour le

Les élections en chiffres

	P. Colorado	P. National	F. Amplio	N.Espacio
Tout le pays	631 000	605 000	603 000	101 000
	32,5 %	31 %	31 %	5 %
Rappel 1989	29 %	38 %	21 %	9 %
Montevideo	238 000	189 283	394 286	64 763
	26,6 %	21,1 %	44 %	7,2 %
Le reste du pays	385 335	411 211	203 031	35 243
	37,6 %	39,6 %	19,5 %	3,4 %
Sénateurs	11	10	9	1
députés	34	31	30	4

néolibéralisme en Uruguay. Celui sur l'enseignement n'a pas atteint la majorité absolue nécessaire, mais il reste d'actualité pour le gouvernement qui se met en place, vu le nombre impressionnant des adhésions qu'il a reçues : il a été signé par plus de 500 000 personnes et les principales universités du pays et leurs doyens lui ont apporté leur soutien. La principale difficulté rencontrée par ce plébiscite sur l'enseignement tient au fait que le Frente Amplio s'est retrouvé seul pour le soutenir, et qu'en outre ses candidats qui ont recueilli le plus de voix l'ont soutenu sous la pression populaire plus que par conviction, et que des milliers de bulletins en leur faveur n'étaient pas accompagnés du bulletin jaune qui correspondait à ce plébiscite.

Sanguinetti assumera la présidence le 1er mars avec l'appui d'un tiers du parlement, de cinq régions sur 19, la capitale étant dirigée par l'opposition, d'où la nécessité évidente de réaliser des accords avec les autres partis politiques.

Avec qui gouverner ?

La première possibilité consiste à essayer de gouverner avec le seul Parti Colorado en alliance avec le Parti national. Mais cela soulèverait de nombreux problèmes, avec une majorité des deux tiers fragile et face à une opposition active de l'ensemble de la gauche qui, outre le tiers des parlementaires, gouverne la capitale du pays et dirige activement la quasi totalité des organisations sociales. Ces difficultés pourraient redoubler avec le crédit politique que la gauche ne manquerait pas de recueillir face aux coûts sociaux inévi-

tables de la politique économique du gouvernement Sanguinetti. S'il devait s'attaquer directement au Frente, cela renforcerait la cohésion de la gauche, comme lors de la campagne électorale. Le plus probable est que le nouveau président s'efforce de diviser le Frente, en invitant les secteurs les plus «aggiornados» à collaborer avec son gouvernement, et en attaquant les secteurs les plus «radicaux». Les premières déclarations des dirigeants du Foro Batllista (le courant de Sanguinetti au sein du Parti Colorado), les appels du pied verbes Danilo Astori, le dirigeant du secteur qui a recueilli le plus de voix pour le Frente Amplio, sont éloquentes. Le secteur Asamblea Uruguaya que dirige Astori a recueilli plus de 40 % des voix du Frente Amplio, et bien que dans ses déclarations il apparaisse comme privilégiant le Frente Amplio plutôt que les alliances, il est en fait le secteur le plus enclin aux alliances avec les partis traditionnels. Derrière l'affirmation de la nécessité de développer une «politique d'Etat» par-dessus les intérêts des partis et des classes, se dissimule la conciliation politico-sociale et le co-gouvernement. Les attaques contre le marxisme, contre la violence et les secteurs prétendument non démocratiques du Frente Amplio, présentes dans les discours de Sanguinetti à la veille des élections et dans les premières déclarations qui les ont suivies, visent à diviser le Frente Amplio pour trouver des alliés pour gouverner.

Sanguinetti doit chercher d'urgence à sauvegarder le système politique et mettre en œuvre une réforme électorale et institutionnelle qui s'adapte aux temps nouveaux. Il cherchera à poursuivre le proces-

sus de reconversion de l'appareil de production, pour adapter le pays aux exigences d'une économie intégrée aux processus néolibéraux engagés dans la région, et il lancera de nouvelles attaques contre le système de sécurité sociale et les mécanismes de solidarité en vigueur dans notre pays. Le Frente a les forces pour résister à cette politique : les possibilités que le gouvernement Colorado atteigne ses objectifs dépendent du comportement de la gauche.

Le Frente Amplio

Lorsque les eaux en crue de la période électorale auront rejoint leur lit, les responsables du Frente Amplio pourront évaluer calmement les progrès réalisés dans ces élections et le seuil atteint d'où pourra se développer un potentiel nouveau. Le Frente Amplio devra résister à la «tentation» de certains de ses dirigeants de participer et/ou collaborer avec ce nouveau gouvernement. Il devra exiger — ça, oui ! — sa participation aux organismes de contrôle, dont il était jusqu'alors exclu : la Commission de contrôle et la Cour suprême. Il devra se situer en opposition à ce gouvernement, qui n'est qu'un double néolibéral du gouvernement de Lacalle.

Il devra impulser partout les propositions politiques qu'il a faites pendant la campagne sur l'emploi, la production, les salaires, 27 % pour l'enseignement. La seule responsabilité, le seul engagement que la gauche ait contractés dans la campagne électorale, c'est celui des promesses tenues : c'est la clé de la crédibilité. Tout accord fondé sur la théorie de la «gouvernabilité», qui ne respecterait pas les engagements que le Front a présentés comme alternative, conduirait au déclin et à la désintégration. ★

**Montevideo,
le 2 décembre 1994.**

Commission d'enquête en Haïti

Le 2 décembre, à Port-au-Prince, trois juristes nord-américains, membres de la Commission Haïti, ont rendu compte de leur bref voyage à travers le pays. Ils ont recueilli de nombreux témoignages sur les trois années de dictature et sur la répression qui sévit encore. C'est ainsi que, la veille, ils s'étaient rendus à la prison de Petit-Goâve. Quatre paysans y ont été incarcérés le 4 novembre par des soldats haïtiens et américains. Ils avaient participé à une manifestation contre un grand propriétaire qui a pris leurs terres.

Deborah Jackson, membre de l'Association américaine des juristes, a souligné «la carence totale des autorités à enquêter sur les accusations de meurtres, tortures et arrestations» perpétrés depuis le coup d'Etat. Elle a expliqué que beaucoup de personnes se sont plaintes à la Commission du parti pris des troupes américaines en faveur des militaires et des paramilitaires haïtiens. Selon l'avocat Michael Ratner, qui défend de nombreux Haïtiens de la diaspora, notamment des réfugiés internés à Guantanamo, «ce n'est pas par manque d'informations que le gouvernement n'agit pas». Il disposerait notamment d'une liste complète des membres du FRAPH. Dans plusieurs villages, on lui a dit : «Voici où habite telle personne du FRAPH. Quand nous voulons traîner cette personne hors de sa maison, quand nous voulons la poursuivre, il y a deux soldats américains plantés devant chez elle, protégeant ces individus coupables d'atrocités envers le peuple haïtien». De nombreux militaires mis en cause par la population sont mutés dans une autre ville ou «recyclés» dans la nouvelle force de police. Une semaine après ces déclarations, un des chefs du FRAPH a cependant été convoqué devant un juge.

Selon l'ancien ministre de la justice nord-américain Ramsey Clark, qui a également participé à la commission d'enquête : «Si avec le retour d'Aristide cela semble être un paradoxe, un fait pourtant demeure : dans les rues, là où vit le peuple, le coup d'Etat continue». En effet, les membres de commission ont souvent entendu dire que «les mêmes personnes qui ont tué et fait des exactions depuis le 30 septembre 1991 sont encore là. Ils sont en nombre écrasant, occupant les mêmes postes qu'auparavant. On les voit chaque jour déambulant dans les rues, perquisitionnant les maisons, procédant à des arrestations». Il s'est prononcé en faveur de l'abolition de l'armée,



de la formation d'une commission «Vérité» indépendante, et de tribunaux mis en place par la population elle-même. Dans un entretien avec le bulletin *Haïti Info*, Ramsey Clark a expliqué que les mois à venir allaient être cruciaux pour le peuple haïtien, et qu'il n'y aura pas avant longtemps d'autres occasions pour se débarrasser des vestiges de l'armée et des tontons macoutes. Il estime donc nécessaire que les mouvements progressistes des Etats-Unis multiplient les liens de solidarité avec les associations haïtiennes. ■

CUBA

Rencontre internationale de solidarité

Plus de 2 700 délégués provenant de 108 pays différents se sont réunis à la Havane du 21 au 25 novembre 1994. Beaucoup de représentants de comités de solidarité, des délégués de partis au pouvoir (ANC d'Afrique du Sud, Frelimo mozambicain, MPLA angolais, PC vietnamien, nord coréen et chinois), la plupart des forces de gauche d'Amérique latine (Cardenas et Rosario Ibarra du Mexique, le commandement du FMLN sans Villabos, Daniel Ortega du FSLN et le PT du Brésil), d'Europe étaient présents des représentants du Parti communiste français de la Refondation communiste d'Italie, d'Izquierda unida (Etat Espagnol), du PC portugais, du PDS (Allemagne) et de la Quatrième internationale (les PS et les partis verts étaient absents). L'importante délégation de la solidarité nord-améri-

caine était animée par le pasteur noir Lucius Walker qui a conduit jusqu'à l'île plusieurs caravanes de la paix bravant le blocus décrété par son pays. Plusieurs membres de la direction castriste ont participé à tous les travaux : Fidel Castro, Roberto Robaina, Carlos Lage, Abel Prieto, etc.

Cette rencontre s'est déroulée à un moment où les conditions de vie de la population cubaine se sont un peu améliorées mais la situation reste critique. La réintroduction des marchés libres paysans après la crise des «balseros» d'août a fait revenir sur le marché quelques produits de premières nécessité qu'on ne pouvait pas trouver qu'en dollars auparavant. Dès lors, la recherche frénétique du billet vert a diminué, le dollar a perdu sa valeur. Alors qu'au marché noir, la monnaie américaine s'échangeait contre 85 pesos en décembre 1993, contre 120 pesos en août 1994 (au pire moment de la crise), son cours s'établissait à 40 pesos en novembre 1994. Avec la «libreta» (la carte de rationnement) les familles peuvent subvenir à leurs besoins élémentaires pendant environ une semaine. Pour le reste, il faut se débrouiller pour acheter sur le marché en pesos ou en dollars. Les pensionnés reçoivent entre 90 et 130 pesos par mois, la majorité des salariés, en gagnent entre 180 et 350. Au marché libre, les prix sont très élevés : 40 pesos pour un kilogramme de riz, 45 pesos pour un kilogramme de porc. En janvier 1995, entrent en vigueur de nouveaux impôts, c'est un choc pour les Cubains qui n'en payaient plus depuis la révolution.

Une réforme monétaire est également prévue, elle devrait permettre d'établir une nouvelle parité avec le dollar. Sur le plan international, la situation s'est un peu détendue. Fin octobre 1994, l'Assemblée générale de l'ONU a une nouvelle fois condamné le blocus exercé par les USA contre Cuba. 101 pays ont voté pour la condamnation du blocus et seuls deux pays, les USA et Israël, ont voté contre la résolution. Les USA, qui ont convoqué une rencontre de tous les Etats américains à Miami en décembre 1994 en excluant Cuba, n'ont pas réussi à obtenir de la conférence une condamnation du régime castriste.

Dans ce contexte contrasté, les activités de solidarité en faveur de la levée du blocus contre Cuba sont d'une grande importance. La rencontre mondiale qui s'est déroulée à la Havane devrait pouvoir stimuler ces initiatives. ★